CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

2^e Législature

1^{re} SESSION ORDINAIRE DE 1963-1964

COMPTE RENDU INTEGRAL — 38^e SEANCE

2^e Séance du Mardi 5 Novembre 1963.

SOMMAIRE

1. — Loi de finances pour 1964 (deuxième partie). — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 6433).

Art. 17 à 34 et états B et C (suite).

Travail (suite).

MM. Grandval, ministre du travail ; Mondou.

Etat B.

Titre III. — Adoption des crédits.

Titre IV.

M. Grussenmeyer.

Adoption des crédits du titre IV.

Etat C.

Titres V et VI. — Adoption des crédits.

Art. 67.

MM. le ministre du travail, Coste-Floret, le président

Réserve de l'article 67.

Art. 68.

MM. Rabourdin, Guillon, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ; le ministre du travail,

Adoption de l'article 68.

Art. 69. — Adoption.

Art. 70.

M. Grussenmeyer.

Amendements n^{os} 51 de M. Darchicourt et 117 de M. Martel tendant à la suppression de l'article : MM. Darchicourt, Bustin, Boisdé, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan ; le ministre du travail. — Rejet, au scrutin.

Adoption de l'article 70.

Art. 23 et 24 (suite).

Légion d'honneur et ordre de la Libération.

M. Jaillon, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

M. Grenier.

MM. Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice ; Pleven.

Adoption des crédits de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération inscrits aux articles 23 et 24.

Art. 17 à 34 et états B et C (suite).

Justice.

MM. Sabatier, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan ; Lavigne, rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

MM. Montagne, Delachenal, Dejean, de Grailly, Houel, Charvet, Hoguet, Commenay, Zimmermann, Pasquini, Mondou.

M. Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice.

Etat B.

Titre III.

Amendement n^o 158 de M. Charvet tendant à une réduction des crédits : M. le garde des sceaux.

Demande de vote unique sur les crédits couverts au ministère de la justice avec les chiffres du Gouvernement.

MM. Coste-Floret, le garde des sceaux, Pleven, le président.

Réserve du vote sur l'amendement n^o 158 et sur le titre III.

Titre IV. — Vote réservé.

Etat C.

Titres V et VI. — Vote réservé.

Adoption, au scrutin, de l'ensemble des crédits ouverts au ministère de la justice avec les chiffres du Gouvernement.

Renvoi de la suite du débat.

2. — Ordre du jour (p. 6462).

PRESIDENCE DE M. JACQUES CHABAN-DELMAS

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

LOI DE FINANCES POUR 1964 (DEUXIEME PARTIE)

Suite de la discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964 (n^{os} 549 et 568).

[Articles 17 à 34 (suite).]

M. le président. Ce matin, l'Assemblée a commencé l'examen des crédits du ministère du travail et a entendu les orateurs inscrits.

Je rappelle les chiffres des états B et C :

TRAVAIL

ETAT B

Répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils.

(Mesures nouvelles.)

« Titre III. — + 1.470.563 francs ;

« Titre IV. — + 138.860.000 francs. »

ETAT C

Répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils.

(Mesures nouvelles.)

TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ÉTAT

« Autorisation de programme, 3 millions de francs ;
« Crédit de paiement, 2.400.000 francs. »

TITRE VI. — SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT ACCORDÉES PAR L'ÉTAT

« Autorisation de programme, 71.400.000 francs ;
« Crédit de paiement, 35 millions de francs. »

Voici les temps de parole encore disponibles dans ce débat :
Gouvernement, 1 heure 5 minutes ;

Commissions, 30 minutes ;

Groupe de l'U. N. R.-U. D. T., 30 minutes ;

Groupe du centre démocratique, 15 minutes ;

Groupe du rassemblement démocratique, 5 minutes ;

Groupe des républicains indépendants, 5 minutes ;

Isolés, 5 minutes.

Les groupes socialiste et communiste ont épuisé leur temps de parole.

La parole est à M. le ministre du travail.

M. Gilbert Grandval, ministre du travail. J'ai ce matin suivi avec un vif intérêt la présentation des deux très intéressants rapports qui ont été rédigés par M. Boisdé, au nom de la commission des finances, et par M. Degraeve, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, et j'ai pris note de ce que MM. les députés qui sont intervenus dans le débat ont exposé à la tribune.

Je vais donc répondre aux observations de MM. les rapporteurs et aux différentes questions qui ont ensuite été traitées. J'aborderai d'abord les problèmes de sécurité sociale pour en venir ensuite à ceux de l'emploi.

Je ne vous surprendrai pas, mesdames, messieurs, en abordant les problèmes de la sécurité sociale, si je commence par ceux que nous pose la nécessité d'assurer aux personnes âgées les ressources leur permettant de conserver au sein de la société la dignité de vie à laquelle elles aspirent. Il y a là pour elles une véritable créance morale sur les couches actives de la population, et le devoir de l'Etat est de les aider à faire honorer cette créance.

Je sais que le Parlement est très légitimement préoccupé de l'amélioration de nos régimes de pension et d'allocation de vieillesse. Je voudrais l'assurer que le Gouvernement n'est pas moins attentif à ce problème, qu'il entend affronter avec le courage qu'implique une vue réaliste de ses données.

Les initiatives généreuses ne manquent pas à cet égard et des solutions toutes prêtes sont souvent proposées de divers côtés pour résoudre les difficultés dont chacun a conscience. Je crains toutefois qu'on n'ait pas toujours la notion exacte des charges qui nous attendent en matière de vieillesse. Or, s'il est un problème où il ne saurait être question d'improviser et d'agir à la légère, c'est bien celui-là. Car toutes les réformes qu'on peut envisager sont dominées, je serais même tenté de dire écrasées, par les perspectives démographiques.

Il y a, en 1963, environ 5.600.000 personnes de plus de soixante-cinq ans ; nous en comptons 6.500.000 en 1970, un peu plus de 7 millions en 1975 et 7.600.000 en 1980.

La proportion de la population de plus de soixante-cinq ans par rapport à la population totale va passer de 11,8 p. 100 en 1963 à 14,2 p. 100 en 1970.

L'effet de ce mouvement va se trouver amplifié par le fait que le régime général de la sécurité sociale va arriver progressivement au plein de ses charges en matière de pensions puisque de plus en plus d'assurés réuniront les trente années de cotisation qui sont nécessaires pour avoir droit à une pension complète. De ce fait, le taux moyen des pensions va passer de 25 p. 100 à près de 40 p. 100 du salaire.

Ces perspectives incitent d'elles-mêmes les réformateurs à la prudence.

En effet, il faut maintenir dans des limites supportables les charges découlant des pensions de vieillesse puisque celles-ci pèsent nécessairement sur la population active.

Or celle-ci demeurera à peine stable jusqu'en 1980 puisque le pourcentage de la population de vingt à soixante-quatre ans tombera de 54,8 p. 100 en 1963 à 53,6 p. 100 en 1980 du fait de l'accroissement de la population jeune non insérée dans le circuit économique de la production.

Devant ces chiffres, je me demande comment on peut préconiser raisonnablement l'abaissement généralisé de l'âge de la retraite à soixante ans.

Songez qu'en l'état actuel des choses, même en ne tenant pas compte des régimes spéciaux, une mesure de cet ordre ferait passer le pourcentage des personnes ayant droit à la retraite par rapport aux actifs de 21,6 à 34,8 p. 100.

Cette charge ne serait pas supportable en 1963. Que serait-ce en 1980 ?

Même en tablant sur un accroissement continu de la productivité dans les années qui viennent, ce serait hypothéquer gravement nos progrès futurs, et on ne peut pas tirer sur l'avenir une traite de cette importance.

Je crois donc qu'il ne faut pas bouleverser nos régimes de retraites par des décisions inconsidérées. Il faut les laisser prendre leur plein développement en les améliorant sur des points qui le justifient.

Je suis, en effet, surpris que, lorsqu'on parle du problème de la vieillesse, on ait tendance à ne considérer que la situation de ceux qui perçoivent l'allocation du fonds national de solidarité, comme s'il n'existait pas de régimes de retraite assurant des revenus convenables aux pensionnés et comme si la situation que nous connaissons aujourd'hui ne devait jamais s'améliorer.

Sauf pour les salariés soumis à des régimes spéciaux, la plupart fort anciens et relativement avantageux d'ailleurs — fonctionnaires, mineurs, marins — nos institutions de retraite ont les défauts qui résultent de leur jeunesse. Le régime général n'a commencé à fonctionner qu'en 1930 et n'a véritablement couvert l'ensemble de la population salariée qu'en 1945. Les régimes des non-salariés, industriels et commerçants, artisans, professions libérales, ne datent que de 1948. Le régime obligatoire d'assurance vieillesse des exploitants agricoles ne date que de 1952.

Ces régimes ne donnent, pour la plupart, que des pensions tronquées puisque leurs ressortissants ne comptent pas le nombre d'années de cotisation nécessaire à une pension complète. Il faut donc juger de leur efficacité non pas sur le présent, mais sur ce qu'ils donneront dans quelques années.

Un fait est certain, qui doit nous rassurer pour l'avenir, c'est que maintenant toute la population active, qu'elle soit ou non salariée, est couverte par des régimes d'assurance vieillesse de caractère contributif. C'est là, à mon sens, une considération primordiale.

A ces régimes s'ajoutent les avantages servis par les institutions de retraite complémentaire qui tendent, elles aussi, à se généraliser. Rien que pour les salariés, les effectifs couverts par ces institutions sont passés de 1.700.000 en 1957 à 5.500.000 à la fin de 1961 et à près de 8 millions aujourd'hui. Elles ont distribué en 1962 un peu plus de deux milliards de francs de prestations contre 4.200 millions de francs pour le régime général.

Pour les salariés qui comptent trente années d'assurance — il y en a depuis 1960 et cela deviendra progressivement la règle — la pension perçue au moment de la retraite, à l'âge de soixante-cinq ans, atteint 40 p. 100 du salaire au titre du régime général et 20 p. 100 au titre du régime complémentaire, soit au total 60 p. 100, ce qui n'est pas négligeable.

Bien sûr, actuellement, beaucoup de personnes âgées ne bénéficient pas de tous les avantages de ces régimes de retraite, parce que précisément elles sont trop âgées pour avoir cotisé suffisamment ou même pour avoir tout simplement cotisé.

C'est pour faire face à cette situation qu'ont été créées ces allocations de vieillesse non contributives ayant nom : allocation aux vieux travailleurs salariés, allocation spéciale, allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, allocation des non-salariés, pour ne citer que les plus connues.

Il est évident que ces régimes d'allocation vont tendre à disparaître, car le développement des régimes de retraite fera que, dans l'avenir, il n'y aura pratiquement plus que ceux qui n'auront pu exercer aucune activité professionnelle au cours de leur vie qui ne seront pas protégés contre le risque vieillesse.

Je donne un exemple : il y avait en 1953 autant d'allocations aux vieux travailleurs salariés et d'allocations assimilées que de pensions de vieillesse, soit 1.100.000 environ. Le 31 décembre 1961, il y avait 1.719.000 pensionnés contre 661.000 titulaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

En 1962, nous avons liquidé près de 132.000 pensions de vieillesse pour le seul régime général, contre 17.000 allocations de vieux travailleurs. Ces chiffres, me semble-t-il, parlent d'eux-mêmes.

Ces perspectives encourageantes ne doivent pas cependant nous faire oublier le présent. Celui-ci correspond à une situation très difficile pour les 2.200.000 Français âgés qui perçoivent des allocations non contributives. Des efforts considérables ont été faits pour améliorer leur sort. Je ne m'étendrai pas sur les mesures qui résultent des décrets du 6 septembre 1963, ayant déjà eu l'occasion de m'expliquer sur ce sujet devant vous il y

a un peu plus d'un mois. Je me bornerai à rappeler que, depuis le 1^{er} juillet 1963, les allocataires perçoivent des sommes s'élevant de 1.400 à 1.600 francs par an, selon leur âge et leur situation, et qu'ils recevront tous 1.600 francs à compter du 1^{er} janvier prochain.

Bien entendu, nous avons simultanément réévalué les plafonds de ressources en deçà desquels est ouvert le droit à ces allocations. Ce relèvement atteint 35 p. 100 pour les célibataires et 47 p. 100, pour les ménages.

A cet égard, M. Degraeve a demandé que les conclusions de la commission Laroque soient acceptées par le Gouvernement et que nous passions très prochainement de 1.600 à 1.900 francs, puis, sans tarder, de 1.900 à 2.200 francs. Je me bornerai à souligner qu'une majoration de 100 francs représente une dépense de 400 millions pour tous les régimes. C'est dire que, quelle que soit la volonté du Gouvernement, il n'est pas facile de brûler les étapes.

Mais il est certain que la mesure la plus importante figure au projet de budget que vous examinez présentement. Il s'agit de la reprise par le Gouvernement, dans la loi de finances, de la proposition de loi déposée par M. Capitant, au nom du groupe U. N. R.-U. D. T., et tendant à accorder aux titulaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, de l'allocation aux mères de famille, ainsi qu'aux rapatriés âgés le bénéfice de l'assurance maladie du régime général de la sécurité sociale.

Lors du débat sur la question orale que M. Rabourdin m'avait posée à ce sujet le 10 mai 1963, j'avais souligné combien cette réforme me tenait à cœur, mais en laissant entendre que son coût ne permettrait peut-être pas de la faire aboutir aussi vite que mes collègues et moi-même nous le souhaitons.

Mon pessimisme n'était pas justifié, et je m'en réjouis, car je n'hésite pas à dire que c'est l'une des mesures sociales les plus importantes qui aient été prises depuis 1945. En effet, 500.000 personnes âgées dépourvues de ressources personnelles vont avoir droit, si vous en êtes d'accord, à partir du 1^{er} janvier prochain, au remboursement de frais au titre de l'assurance maladie, dans les mêmes conditions que les pensionnés du régime général, c'est-à-dire dans des conditions qui sauvegardent entièrement leur dignité et leur indépendance.

En vous demandant de m'excuser de revenir à ce que j'ai dit, vous conviendrez qu'il était plus réaliste de décider cette réforme que de se laisser aller à des projets, actuellement chimériques, d'abaissement de l'âge de la retraite.

En résumé, je crois que la volonté du Gouvernement d'agir efficacement en faveur de la population âgée ne peut être mise sérieusement en doute.

Dans les transferts sociaux, une priorité a été donnée et continuera de l'être, aux actions permettant d'élever les ressources des personnes âgées, mais cette action ne peut avoir d'effets durables qu'autant qu'on a le souci de respecter un certain équilibre entre les facteurs de la vie économique du pays.

Cette même ligne de conduite a guidé le Gouvernement en ce qui concerne l'assurance-maladie. Celle-ci, dans l'ensemble des transferts qui s'effectuent par le canal des institutions de sécurité sociale, est en voie de devenir l'une des plus importantes et l'une de celles qui répondent le mieux aux aspirations de la population.

Mon département a poursuivi, au cours de l'année 1963, les efforts auxquels j'avais fait allusion l'année dernière en vue d'une extension de l'assurance-maladie à des secteurs de la population qui ne sont pas encore protégés sur ce plan.

C'est ainsi que les journalistes pigistes ont bénéficié de cette mesure par la loi du 6 août 1963. Il s'agit là, bien sûr, d'une disposition de portée très restreinte, mais qui montre que, chaque fois qu'est possible une extension par la voie d'une assimilation tenant compte des caractéristiques particulières d'une profession déterminée, le Gouvernement s'efforce de faire aboutir les revendications des intéressés.

Peut-être, lorsque seront réglées certaines questions de financement, pourrions-nous faire un effort dans la même inspiration en faveur des artistes peintres et sculpteurs, comme me l'a demandé mon collègue des arts et lettres, ce qui rejoindrait les remarques opportunément faites sur ce point par votre commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

M. Jean-Paul Palewski, président de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. Très bien !

M. le ministre du travail. Ce sont évidemment des mesures d'une autre ampleur et reposant sur des bases différentes qui devront être adoptées si l'on veut étendre l'assurance maladie aux travailleurs indépendants autres que les exploitants agricoles. J'espérais faire avancer suffisamment les travaux qui ont été engagés par mon collègue de l'industrie, en liaison avec les organisations professionnelles, pour pouvoir soumettre au Parlement en 1964 un projet d'assurance maladie obligatoire

des artisans. Toutefois, le Gouvernement a décidé de surseoir à l'examen de cette question qui a fait l'objet d'études très avancées par mes services jusqu'à ce que nous ayons pu prendre connaissance des projets que le comité de liaison des classes moyennes a mis à l'étude en vue de créer une assurance maladie obligatoire applicable non seulement aux artisans mais aussi aux commerçants et aux membres des professions libérales.

M. Raymond Boisdé, rapporteur spécial. Très bien !

M. le ministre du travail. Autant que je le sache, les projets élaborés sur ce point s'inspirent de considérations qui ne reposent pas toutes sur des idées à l'égard desquelles je me trouve en plein accord. Notamment, cette assurance maladie serait vraisemblablement conçue comme devant être gérée en dehors du régime général de la sécurité sociale, et, surtout, ne comporterait pas une solidarité effective entre les différents groupes sociaux qui composent l'ensemble des travailleurs indépendants.

Pour ma part, je suis très attaché à l'idée que les Français devant être égaux devant le risque de maladie, il est bon qu'un régime général tenant compte certes des particularités de chaque groupe social soit chargé de la gestion des risques, ne serait-ce que pour des motifs de clarté et de contrôle.

Ce point, à la rigueur, serait relativement secondaire par rapport à cette notion plus large qui prédomine en matière de sécurité sociale et selon laquelle l'Etat ne doit intervenir pour créer l'obligation d'assurance que si une égalisation des charges est opérée entre les participants. Il ne s'agit pas de faire systématiquement une redistribution des revenus entre groupes sociaux. Mais il faut que la règle de la solidarité joue à plein de façon à assurer à court comme à long terme, l'équilibre réel de l'institution à créer.

Je n'en dirai pas plus aujourd'hui, car de toute manière je reste très ouvert devant des efforts comme celui auquel je viens de faire allusion. Lorsque je serai saisi d'un projet précis, c'est avec la plus grande largeur de vue que j'examinerai avec mes collègues intéressés quelle attitude il conviendra en définitive d'adopter.

Pour en rester un instant encore à cette question de la généralisation de l'assurance maladie, je vous rappellerai d'un mot que c'est dans cette même optique que s'inscrit la mesure dont j'ai parlé à l'occasion de notre politique en faveur des personnes âgées.

Mais ces perspectives d'avenir ne doivent pas nous faire oublier le présent de l'assurance maladie, présent qui est à la fois encourageant et préoccupant. Encourageant parce que la politique instaurée en 1960 par le précédent gouvernement en vue d'un remboursement effectif des soins médicaux et paramédicaux porte ses fruits. Cette politique est fondée sur le principe de conventions avec les syndicats de praticiens, c'est-à-dire qu'elle repose sur des négociations, donc sur des discussions, ce qui ne peut se faire sans tensions ni à-coups.

Les échos que le public recueille de ces tensions ne doivent pas faire oublier que le résultat de ces discussions est positif, puisque pour me limiter aux médecins, je puis rappeler que 78 départements sont couverts par une convention collective et que dans ceux où une telle convention n'est pas signée le nombre des adhésions individuelles n'a cessé de croître au point de représenter dans la Seine 54 p. 100 des praticiens et 41 p. 100 en province.

Je ne crois pas qu'on puisse légitimement avancer que celle politique, dont le bénéfice pour les assurés sociaux est indiscutable, a abouti à une dégradation de la qualité de la profession médicale ou a porté atteinte à son exercice libéral. Les praticiens de la Gironde, du Nord et des Bouches-du-Rhône, pour ne citer qu'eux, admettraient d'ailleurs difficilement qu'on puisse soutenir qu'ils exercent une médecine de moindre qualité qu'auparavant ou qu'ils ont perdu, sous je ne sais quelle pression des caisses ou de l'Etat, la possibilité de soigner en toute indépendance en conservant la confiance des malades. Bien au contraire, je suis convaincu — et la majorité des médecins l'ont compris — que c'est dans cette voie et dans cette seule voie que se trouve la possibilité de concilier l'essor raisonnable de l'assurance maladie et la sauvegarde de ces principes fondamentaux auxquels les assurés comme les médecins sont attachés. C'est l'honneur de nos institutions de sécurité sociale de n'avoir jamais renoncé à cette difficile conciliation.

Je veillerai fermement à ce qu'elles n'y renoncent pas, mais j'adresse à tous les praticiens, qui, en se refusant à le comprendre, sapent le dernier mur qui les protège contre une évolution qu'ils redoutent, un appel solennel pour qu'ils renouent, sous la tutelle compréhensive des autorités responsables le dialogue auquel leurs confrères dans le reste du pays acceptent de participer.

Je sais que des mesures récentes, mal interprétées, ont accru la virulence de certaines oppositions. J'ai écouté avec le plus grand intérêt l'intervention de M. Mcr, mais je me permets de lui rappeler qu'il n'a posé le 10 octobre une question orale sur le même sujet; comme je suis à sa disposition pour y répondre quand il le jugera bon, il ne me paraît pas utile d'en traiter ici, puisque nous pourrions en parler plus à fond. Je puis d'ailleurs affirmer qu'il serait faux de voir dans des efforts pour renforcer la politique conventionnelle un quelconque désir de forcer des acceptations et des évolutions, alors que je persiste à les vouloir guidées par la raison et par le sens civique.

Mais j'ai parlé des aspects préoccupants de l'assurance-maladie. Je pense, ce faisant, à l'augmentation croissante des charges, augmentation qui repose sur des causes très diverses dont certaines échappent à tout contrôle direct des pouvoirs publics dans la mesure où elles sont liées, par exemple, à l'évolution de la thérapeutique et à son progrès.

Cette évolution préoccupante appelle deux ordres de mesures. Les uns sont du ressort de l'action quotidienne des institutions déjà en place et qui, discrètes mais efficaces, tendent à éviter ce que parfois à juste titre on appelle les abus. En ce sens, mon département, aidé par les observations de la Cour des comptes, les enquêtes de l'inspection générale de la sécurité sociale et les conseils du haut comité médical de la sécurité sociale, prépare les textes nécessaires, redresse les erreurs commises et soutient les efforts de tous ceux, fonctionnaire, administrateurs ou agents des caisses, qui œuvrent dans le même but. Et ce m'est une occasion de les remercier ici publiquement car cette tâche nécessaire, mais ingrate, est souvent mal comprise.

Je voudrais, sur ce point, préciser au docteur Georges que je consulterai le haut comité médical de la sécurité sociale sur la possibilité de donner suite à sa suggestion en matière d'expertise médicale.

C'est dans cet ordre d'actions que s'inscrivent certaines mesures récentes que je citerai à titre d'exemple, car il serait totalement inexact de laisser s'accréditer l'idée que le secteur des dépenses d'assurance-maladie échappe à tout contrôle des pouvoirs publics qui se borneraient à constater passivement la courbe ascendante.

Notre système de distribution des soins en France fait coexister à la fois un secteur public et un secteur privé, un secteur individuel et un secteur collectif. Le Gouvernement se doit de veiller à ce que le souci légitime d'ouvrir aux assurés le droit à la santé ne se transforme pas en une source de gains excessifs pour les professions associées à la distribution des soins.

Dans cet esprit, le ministre des finances et le ministre de la santé publique ont pris, il y a quelques mois, des mesures tendant à adapter le coût des produits pharmaceutiques à l'accroissement considérable de leur consommation.

De même des mesures prochaines permettront de tenir compte, pour fixer le tarif de responsabilité des cliniques privées, de ce que celles-ci n'ont pas à assumer les charges de service public qui incombent aux établissements hospitaliers.

Dans le même esprit, la décision qui a été prise de diffuser largement le premier rapport annuel de l'inspection générale de la sécurité sociale qui va sortir des presses ces jours-ci montre que le Gouvernement n'a pas à rougir d'une quelconque carence, mais au contraire se préoccupe chaque jour de prévoir les évolutions et d'infléchir celles qui sont dangereuses.

Toutefois, il est nécessaire d'aller au-delà de ces actions à court et moyen terme et de méditer, dans un esprit prospectif, sur l'avenir de l'assurance maladie. C'est pourquoi, dans l'autre ordre de mesures auquel je faisais allusion, vient d'être décidée la création d'un comité de personnalités indépendantes qui pourront, dans cette voie, se livrer aux recherches nécessaires en utilisant les abondants travaux déjà existants mais en les dépassant dans un esprit novateur.

Cette commission, dont la présidence sera confiée à un praticien hautement qualifié, pourra librement faire au Gouvernement toute proposition dans le souci de donner à l'effort financier considérable accompli par la sécurité sociale sa pleine rentabilité sur le plan des soins. Elle pourra s'entourer de tous les avis nécessaires et entendre tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, exercent des responsabilités dans ce domaine. J'ai tenu à donner à l'Assemblée la primauté de cette nouvelle.

Je dirai quelques mots maintenant des transferts opérés sous forme de prestations familiales. Il convient, dès l'abord, de rappeler que leur importance relative est beaucoup plus grande en France que dans les autres pays d'Europe. Les statistiques de la Communauté économique européenne sont particulièrement éloquentes sur ce point.

Les prestations familiales répondent en France à la fois à un souci de justice sociale et à une politique démographique qui

d'ailleurs doit être également menée par d'autres moyens, ainsi qu'a le Gouvernement à déjà eu l'occasion de l'exposer devant votre Assemblée le 12 juillet dernier.

Ne voulant pas revenir sur ce qui a été dit au cours de ce débat, je me contenterai aujourd'hui d'envisager ici les allocations familiales sous le seul angle de la politique des revenus.

L'action menée depuis deux ans a répondu à un triple but. Le premier était la recherche d'une certaine uniformisation entre les diverses catégories sociales de prestataires. Déjà obtenue pour les allocations familiales proprement dites, cette uniformisation est en voie d'accomplissement pour l'allocation de salaire unique et l'allocation de la mère au foyer. Trois taux coexistent encore actuellement, selon qu'il s'agit des salariés, des exploitants agricoles ou des travailleurs indépendants non agricoles; mais l'alignement sur la prestation la plus élevée se fait progressivement dans toute la mesure compatible avec les possibilités contributives des intéressés.

Le second but est le maintien de l'importance relative des allocations familiales dans le budget des ménages. C'est pourquoi le taux des allocations familiales a été relevé, ainsi que M. Degraeve le soulignait ce matin, suivant un rythme s'inspirant de l'évolution parallèle du revenu national. Cette même règle continuera de guider le Gouvernement en 1964 et il n'est pas douteux que le maintien de cette parité relative entre le pouvoir d'achat des familles et celui des travailleurs célibataires sera obtenu si le plan de stabilisation a les effets que nous en escomptons.

Enfin — c'est la troisième orientation — le Gouvernement s'est efforcé d'adapter plus étroitement le montant des allocations familiales aux besoins spécifiques que crée dans un foyer la présence des enfants. C'est ainsi qu'à la majoration existante prévue pour les enfants de plus de dix ans, le Gouvernement a accepté, il y a un an, d'ajouter une majoration double de la précédente pour les enfants de plus de quinze ans. Le taux de ces majorations s'élèvera automatiquement lors de tout accroissement des allocations familiales proprement dites.

Reste le problème posé dans l'immédiat par l'allocation de salaire unique et bientôt par celle de la mère au foyer. Il est difficile de nier, en effet, que ces deux allocations ne répondent plus parfaitement à leur vocation. Le taux en est souvent insuffisant pour inciter une mère à rester au foyer lorsque sa présence y serait indispensable. D'autre part, lorsque la mère est pratiquement obligée de se consacrer aux responsabilités de sa maison, ce qui est le cas pour les familles de trois enfants et plus, le taux de l'allocation est insuffisant pour compenser l'absence de salaire que cette mère pourrait percevoir en travaillant à l'extérieur.

La solution est malheureusement difficile à trouver et les services compétents qui étudient actuellement le problème se heurtent à des difficultés, voire à des contradictions qui retardent l'adoption d'une solution simple.

A cet égard, j'attends beaucoup des suggestions que pourra faire la commission supérieure des allocations familiales qui en est saisie. Quant à l'Union nationale des associations familiales, qui en a pris l'engagement auprès de M. le Premier ministre, elle pourra également contribuer d'une manière très heureuse à la recherche d'une formule adéquate. Je n'ai pas besoin d'ajouter que, dès que le Gouvernement aura posé les grandes lignes de la réforme, le Parlement en sera aussitôt saisi.

Ces considérations vous expliquent qu'il ait été sursis depuis dix-huit mois à la revalorisation de ces allocations.

Pour rester encore un moment sur ce terrain de la politique des prestations familiales, je voudrais vous exposer comment se justifie l'une des mesures les plus controversées du projet de loi de finances, je veux parler de son article 67.

Cet article, sur lequel vos commissions ont spécialement insisté et au sujet duquel treize d'entre vous ont déposé des amendements, prévoit — vous le savez — la prise en charge des dépenses de l'assurance maternité par le compte des prestations familiales, alors que ces dépenses figuraient jusqu'à présent dans le compte des assurances sociales.

Cette mesure s'analyse certes en un virement d'un compte à l'autre d'une charge dont le montant sera de l'ordre de 600 millions de francs en 1964. Peut-on en déduire pour autant qu'il s'agit là d'une violation de l'esprit qui a inspiré le décret du 6 avril 1962 instituant une séparation de ces comptes? Je ne le pense pas. La mesure qui figure dans le projet de loi de finances correspond en effet à une définition plus rigoureuse des postes de dépenses qu'il convient d'englober sous les rubriques respectives d'assurances sociales et de prestations familiales.

Je n'ignore pas que, comme pour toute autre définition, il peut y avoir de difficiles questions de frontières et des possibilités d'appréciation différentes. La meilleure preuve en est que l'assurance maternité est restée liée à la notion d'assurance

sociale depuis 1945 sans que personne en soit choqué. Mais cela n'est pas un motif bien convaincant, car ce genre de raisonnement tiendrait en échec toute tentative pour réformer les situations sur la base d'une meilleure appréciation de la nature des choses.

Au surplus, n'est-il pas légitime d'estimer que les frais occasionnés par la maternité ne sont pas du même ordre que ceux résultant de la maladie, mais qu'il s'agit là déjà d'un problème de caractère familial au premier chef et que les dépenses afférentes doivent être couvertes à ce titre ?

On doit d'ailleurs noter que l'assurance maternité a toujours eu un caractère propre, puisque son but essentiel est la protection de la mère et du jeune enfant. C'est ce qui explique que les dépenses correspondant à une grossesse pathologique ont toujours été expressément imputées non pas au compte maternité, mais à celui de l'assurance maladie.

On m'objectera que la protection de la mère se manifeste dès le début de la grossesse, grâce à l'obligation des examens prénataux. Si ces derniers relèvent de l'assurance maternité, ils conditionnent l'attribution des allocations prénatales. C'est dire l'imbrication étroite qui existait déjà entre l'assurance maternité et certaines prestations familiales.

Une même observation pourrait être faite en ce qui concerne le caractère même des indemnités journalières, puisque, lorsqu'il s'agit de l'assurance maternité, elles sont versées essentiellement, contrairement à ce qui se passe dans le domaine de l'assurance maladie, afin de faciliter et même de provoquer l'arrêt du travail, contribuant ainsi à la protection de la santé de la mère et de l'enfant, ce qui se rattache bien à la notion de politique familiale.

Enfin, il est bon de remarquer que sous l'appellation « assurance maternité » sont déjà comptabilisées certaines dépenses faites en faveur de l'enfant lui-même : bons de lait et primes d'allaitement dont l'attribution est d'ailleurs liée à une fréquentation régulière des consultations de nourrissons. Ici encore le même lien se retrouve.

Toutes ces considérations m'inclinent à penser que l'assurance maternité trouve logiquement sa place dans le secteur des prestations familiales et que ce n'est donc pas déroger à l'esprit du décret du 6 avril 1962 que d'en prévoir le financement par les ressources collectées à ce titre.

En définitive, je vous demande de juger l'action gouvernementale en matière de prestations familiales non sur une mesure de cet ordre, qui ne signifie pas grand-chose par elle-même, mais sur l'esprit qui l'anime et plus encore sur ce qui sera fait effectivement pour les familles au cours des années qui viennent. Or, à cet égard, les intentions du Gouvernement n'ont pas changé.

Ayant dressé ce bilan sommaire de l'action de mon département sur ce triple plan de la politique de la vieillesse de l'assurance maladie et des prestations familiales, j'ai le sentiment que je serais très incomplet si je ne faisais pas allusion à l'une des questions les plus délicates qui se retrouve dans chacune de ces branches de la sécurité sociale : je veux parler de ce que l'on désigne sous le terme commode « d'humanisation ».

Si le montant et la diversification des prestations constituent un élément primordial de la politique sociale, la façon dont ces prestations sont dispensées et l'existence de bonnes relations entre les assurés et employeurs, d'une part, et les organismes chargés de la gestion du système, d'autre part, ont, à mes yeux, une égale importance.

A cet égard, nombreux sont les assurés qui, à tort ou à raison, considèrent les organismes de sécurité sociale comme une sorte d'administration plus impersonnelle et lointaine que certains services traditionnels de l'Etat, alors pourtant que ces organismes sont gérés selon des principes démocratiques, par des représentants élus par les assurés et les employeurs.

Même si l'on fait la part des différends d'ordre individuel et des lenteurs inévitables dans l'application d'une réglementation très complexe, on doit reconnaître que, malgré des efforts certains accomplis par les dirigeants des organismes, les relations entre les assurés et les caisses peuvent et doivent être améliorées.

C'est pourquoi, depuis quelques mois, le ministère du travail s'efforce de promouvoir une politique qui tendra, notamment, à améliorer l'accueil des assurés dans les services, à faciliter leur information et leur orientation, à réduire au minimum le délai de règlement des prestations.

D'une manière générale, cette politique doit tendre à obtenir que la mission de service public qui a été confiée aux organismes de sécurité sociale soit accomplie dans le respect de la personne des assurés, dans un esprit fraternel et compréhensif avec la volonté de se mettre à la portée des humbles, de ceux pour qui les formalités risquent de constituer un écran entre ce qu'ils espèrent et ce qu'ils obtiennent.

Je suis certain de trouver du côté des administrateurs des caisses un appui en faveur de cette politique et je sais d'avance que votre soutien m'est acquis sur ce plan, aussi bien dans cette Assemblée que dans vos circonscriptions.

Par une circulaire du 21 août dernier j'ai posé les premiers principes de cette action d'humanisation.

Une action prioritaire à court terme a été menée en vue de résorber les retards dans le règlement des dossiers maladie-maternité. A cet égard, une réduction très sensible des délais de règlement différé a été enregistrée dans l'ensemble de la France.

D'autre part et surtout, une action à long terme sera menée, dès le début de 1964, afin d'améliorer l'accueil et l'information des assurés dans les caisses et de définir des modalités de règlement des prestations qui n'imposent plus aux assurés des attentes parfois inconfortables et humiliantes devant les guichets.

Enfin, il m'est apparu qu'une véritable humanisation de la sécurité sociale impliquait une simplification aussi large que possible des réglementations actuellement en vigueur. C'est là une œuvre de très longue haleine qui devra être menée en accord avec les différents départements ministériels intéressés et qui suppose cet esprit d'unification dont un exemple récent et important a été donné par le décret du 6 septembre 1963 qui a uniformisé les taux des allocations de vieillesse.

Mais j'estime qu'il faut savoir dépasser ce simple aspect du problème et revoir l'ensemble des structures de notre sécurité sociale.

Si l'on prend celle-ci dans son sens le plus large, on est obligé de constater qu'elle recouvre des institutions très différentes les unes des autres où l'excellent côtoie le moins bon, un peu comme dans ces châteaux campagnards où chaque héritier, au fil des ans, a apporté son adjonction et son innovation mais sans aucun souci d'une unité de style, sans réparer ce qui s'écroulait ni tenir compte de ce qui avait été ajouté avant lui.

Ce n'est pas céder à cette faiblesse, que nous autres Français, avons toujours pour ce qui est logique et clair, que de chercher à mettre un peu d'ordre dans cette demeure respectable et touchante que notre pays s'est construite peu à peu.

En effet, alors que chacun devrait s'y sentir à son aise, puisqu'elle a été bâtie pour lui, notre sécurité sociale mécontente quelquefois ceux qui s'y trouvent et effraie ceux que l'on presse d'y rentrer.

Le Gouvernement, songeant à cela comme à une réforme à long terme, a donc décidé de réfléchir à ce problème des structures de la sécurité sociale et ici encore a résolu de confier cette tâche immense et exaltante à des hommes de bonne volonté qui, à l'écart des problèmes d'administration quotidienne, auront la possibilité d'écouter, de réfléchir et de proposer.

M. Friedel, vice-président du conseil général des mines, a bien voulu accepter la présidence de cette commission qui pourra commencer à fonctionner d'ici peu, dès qu'aura paru le décret qui en définit la mission et qu'auront été nommés les personnalités indépendantes qui y siègeront.

Je tiens à rassurer tout de suite ceux qui pourraient s'émouvoir de cette perspective. Il ne saurait évidemment être question de remettre en cause le caractère démocratique de nos institutions de sécurité sociale, ni a fortiori de porter atteinte aux droits acquis.

Ayant ainsi esquissé dans ses grands traits la politique de sécurité sociale du Gouvernement, j'ai conscience que je ne répondrais pas pour autant à votre attente si je passais directement à ce qui en est en quelque sorte le support, c'est-à-dire aux problèmes du travail et de l'emploi, sans dire quelques mots sur le problème de l'équilibre financier de la sécurité sociale.

A mon sens, il ne serait pas honnête et il s'avérerait politiquement contestable de laisser croire à l'opinion publique qu'aucun nuage ne s'élève à l'horizon de la politique des transferts sociaux. Il ne s'agit encore que d'un nuage léger et qui n'annonce pas un orage prochain ; mais une mise en garde est d'autant plus efficace qu'elle intervient alors qu'il existe des délais pour faire prendre conscience du problème à résoudre et pour rechercher les thérapeutiques conciliant l'efficacité aux moindres inconvénients.

Certes, en 1963, contrairement à ce que j'avais moi-même craint dans le courant de l'année et à ce que j'avais d'ailleurs indiqué à vos commissions, le régime général, pris dans son ensemble, devrait être pratiquement équilibré. Je demande à l'Assemblée de considérer de quelle importance est cette constatation, car elle n'est pas, on s'en doute, le fruit du hasard.

En 1964, en revanche, les prévisions les plus raisonnables font apparaître un déséquilibre global de 1.313 millions de francs, comme l'indiquait ce matin M. le rapporteur Boisdé. Ce chiffre n'est pas catastrophique, d'autant plus que pour bien

l'apprécier, il faut tenir compte de la situation cumulée depuis le 1^{er} janvier 1962. Si l'on en tient compte, étant donné qu'il existait à fin 1962 un excédent de 777 millions de francs qui ne se trouvera pas ou très peu épongé par le déficit en 1963, ceci ramènerait le déficit à 536 millions. Si nous tenons compte, d'autre part, d'un remboursement par l'Etat au régime général, nous nous apercevons qu'à la fin de 1964 il n'y aura plus sans doute qu'un déficit restreint.

Mais ce déficit existera et il constitue le signe que s'amorce un tournant dans l'évolution de la sécurité sociale, la croissance des ressources traditionnelles risquant de ne plus suivre celle des prestations.

Cette constatation sera certainement confirmée par les travaux de la commission que préside M. Dobler, inspecteur général des finances, commission que le Premier ministre a chargée de supputer l'évolution probable des charges et des ressources de la sécurité sociale en 1965 et en 1970. Je suis très attentivement les travaux de cette commission dont les conclusions seront prochainement soumises au Gouvernement. Ne pouvant donc faire état de conclusions non encore remises ni arrêtées dans leur détail, j'indiquerai simplement que, dans une hypothèse de croissance modérée des charges et d'un relèvement des ressources conforme à la tendance des dix dernières années, le déséquilibre prévu en 1964 pour le régime général devrait s'aggraver dans de très fortes proportions à la fin de 1970, comme d'ailleurs le déséquilibre portant sur la sécurité sociale entendue au sens le plus large.

Ainsi, l'un des problèmes majeurs qu'il conviendra d'examiner dans le cadre des travaux préparatoires au V^e plan sera certainement celui de la compatibilité de la croissance des transferts sociaux, qu'ils transitent par le régime général de la sécurité sociale ou par tout autre régime, et de l'expansion optimale de l'économie nationale.

En fait, l'expansion économique constitue la condition nécessaire pour simultanément faire accepter les prélèvements sur les revenus qui nourrissent les transferts sociaux et augmenter ceux-ci d'une manière substantielle.

M. Raymond Boisde, rapporteur spécial. Très bien !

M. le ministre du travail. Or, du point de vue de l'expansion économique, force est de constater que le décloisonnement des économies industrielles provoqué par la libération de leurs échanges fait de la compétitivité de la production nationale la condition première de cette expansion ; d'où la nécessité de veiller à ce que l'incidence des transferts sur nos prix de revient ne soit pas plus forte ici que ne l'est sur les leurs l'incidence des transferts sociaux admis par nos concurrents.

Ainsi apparaît-il nettement que la défense lucide de toute politique sociale implique la défense simultanée de l'expansion économique. Mon propos n'est pas d'avancer aujourd'hui les moyens d'une politique assurant la compatibilité de la croissance des transferts sociaux et de l'expansion économique, mais simplement de montrer que mon département est en prise sur ce problème, et de mettre en garde le Parlement contre les dangers d'une situation qui doit être maîtrisée et, par delà le Parlement, l'opinion publique, étant précisé que ce problème pourra être repris au fond lors du débat que votre commission des affaires culturelles, familiales et sociales a demandé au Gouvernement d'accepter pour sa session de printemps et que le Gouvernement accepte. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.*)

Le rôle et la responsabilité de mon ministère en matière de travail et d'emploi s'exercent dans des conditions très différentes de celles dont je viens de vous entretenir en matière de sécurité sociale.

Cela apparaît nettement si j'aborde maintenant les problèmes relatifs à la situation de l'emploi, au niveau des salaires et aux relations professionnelles au sein de l'entreprise.

Le retour massif des Français d'Algérie, au cours de l'année 1962, la réduction rapide de la durée du service militaire, le mouvement d'accroissement naturel de la population, le maintien d'une forte immigration avaient pu faire naître quelques craintes sur le plan de l'équilibre de l'emploi, puisque cet accroissement du nombre des travailleurs en quête d'un travail représentait en une seule année plus de la moitié des évaluations retenues par la commission de la main-d'œuvre du plan pour la période 1959-1965.

Mais la poursuite de l'expansion et le développement de la production intérieure brute à un rythme élevé ont permis de faire face à cette demande, de développer l'immigration et d'assurer un reclassement assez satisfaisant des Français rapatriés d'Algérie puisque, sur 63.000 rapatriés demandeurs d'emplois inscrits dans les services du ministère du travail au 1^{er} octobre 1962, il en restait seulement 29.000 à reclasser au 1^{er} octobre 1963, alors que le nombre des nouveaux demandeurs s'était, bien entendu, accru entre temps.

Ces mouvements sont enregistrés dans les statistiques du ministère du travail : au cours de dix-huit mois, du 1^{er} janvier 1962 au 1^{er} juillet 1963, les effectifs employés dans toutes les branches d'activité ont augmenté de 3,9 p. 100 alors que dans les dix-huit mois précédents, l'augmentation n'avait été que de 1,50 p. 100.

Malgré cet apport exceptionnel, malgré une croissance, qui va devenir à peu près proportionnelle, de la population totale et de la population active — il y a là un fait nouveau pour la France — la situation du marché de l'emploi est toujours caractérisée par une pénurie quantitative et surtout qualitative.

Pour en atténuer les effets dans certains secteurs professionnels, un effort particulier a été fait pour développer l'immigration de main-d'œuvre étrangère, malgré la concurrence de pays comme l'Allemagne, la Suisse, la Belgique. L'apport, qui avait été de 113.000 en 1932, devrait s'élever à 118.000 en 1963, sur la base du chiffre de 59.000 enregistré pour les six premiers mois.

En outre, en liaison avec le ministère des affaires étrangères, une politique d'accords de main-d'œuvre a été poursuivie avec le Maroc et la Tunisie. D'autres accords similaires sont en cours d'établissement avec la Turquie et le Portugal.

Je tiens à souligner ici que la politique du ministère du travail n'est aucunement restrictive et conservatrice comme on l'a dit parfois. Il a seulement deux soucis : conserver cette maîtrise des opérations d'immigration qui est nécessaire à une politique cohérente de l'emploi et n'introduire que des travailleurs qui répondent aux besoins spécifiques des industries, pour éviter sur le sol national des désordres qu'engendrerait un chômage au sein du suremploi.

La tension du marché de l'emploi devrait cependant s'atténuer au cours des prochains mois sous le double effet de l'arrivée des jeunes dans le monde du travail et des migrations de l'agriculture vers l'industrie.

Quoi qu'il en soit, face aux problèmes majeurs que constituent la pénurie d'ouvriers qualifiés, la nécessaire adaptation professionnelle des travailleurs touchés par les changements de structure de l'industrie et le reclassement des travailleurs âgés ou physiquement handicapés, le ministère du travail doit poursuivre la rénovation de ses moyens d'action traditionnels et mettre au point des techniques nouvelles d'intervention.

En ce qui concerne les moyens traditionnels, la première place doit être faite à la formation professionnelle des adultes. A la suite des études faites en accord avec le commissariat général du plan, le Gouvernement s'est engagé à développer d'une manière importante la capacité de formation de la F. P. A. au cours des deux prochaines années. L'effort consenti, 74.400.000 francs d'autorisations de programme, en 1964, peut être valablement apprécié sur un triple plan.

Sur le plan économique tout d'abord, puisque la pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans les métaux et le bâtiment constitue un frein dans notre économie en expansion. Ensuite, sur le plan des objectifs qui sont à la base de la prochaine création du fonds national de l'emploi, c'est-à-dire assurer à travers les changements techniques une continuité d'emploi pour les travailleurs.

La F. P. A. est à la base de cette action puisque, elle seule peut réaliser l'adaptation des travailleurs aux emplois nouveaux. Enfin, sur le plan de la promotion individuelle des travailleurs, où la F. P. A. est l'un des moyens essentiels.

Notre programme doit permettre de porter la capacité théorique du dispositif de 32.500 places à la fin de 1963 à 45.000 places, la capacité réelle de formation, qui est un peu moindre compte tenu des délais de rotation entre les stages, passant de 30.000 à 42.000. Cet objectif devra être atteint à la fin de 1965.

Si le rythme de réalisation le permet, le Gouvernement est décidé à reviser ce plan en hausse pour arriver à une capacité réelle de formation de 45.000 places correspondant à l'existence de 48.000 postes de formation.

A cette action déjà importante, il faut ajouter celle que le ministère du travail mène indirectement soit par la formation de moniteurs pour l'industrie, soit par la réadaptation au titre du fonds de développement économique et social, soit par la promotion sociale.

L'ensemble de ces actions, soit directes par la F. P. A., soit indirectes, doit permettre de porter à près de 100.000 à fin 1965 le potentiel global de formation par les méthodes de la F. P. A., étant noté que cette action est dirigée spécialement vers les formations des métaux et vers le bâtiment, en particulier pour les jeunes venant de l'agriculture.

Toujours parmi les moyens traditionnels de mon département, je rangerai les échelons régionaux de l'emploi, bien que ceux-ci correspondent à une adaptation récente des structures administratives aux transformations de notre pays.

Au cours de 1964, il sera procédé à la création de trois nouveaux échelons régionaux des services de l'emploi compor-

tant des sections d'étude de la situation et de l'évolution des métiers et des sections de conseils professionnels. De même, des directions départementales du travail seront dotées de moyens nouveaux, notamment de sections d'accueil des jeunes et de placiers spécialisés.

A ces moyens traditionnels, je compte ajouter des moyens nouveaux. L'expérience de la bourse nationale de l'emploi, qui a fonctionné à Marseille pour les rapatriés, a permis de modifier les conceptions classiques du placement des travailleurs. Organisme moderne doté de moyens mécanographiques importants, la bourse a apporté une rénovation dans les méthodes de prospection, d'information et de confrontation des offres et demandes d'emplois. Je compte désormais utiliser ces méthodes qui permettent une exploitation rapide des offres d'emploi réparties notamment par départements, activités économiques, niveau de qualification professionnelle, métiers, et une information périodique et complète des services départementaux de placement.

Trop souvent les travailleurs ont supporté les conséquences douloureuses pour eux-mêmes et leur famille des changements de structure des entreprises, le changement étant devenu pour eux synonyme de difficultés, de perte d'emploi, de baisse de rémunération, même lorsqu'ils retrouvent un nouvel emploi.

C'est pourquoi, en vue de faire face aux rapides et nécessaires modifications de structure d'une économie industrielle il faut modifier ce réflexe psychologique des travailleurs. Pour ce faire, des procédures nouvelles de soutien et d'incitation doivent permettre à ces travailleurs d'affronter ces changements avec sérénité. Ce sera l'un des buts du fonds national de l'emploi que de donner aux travailleurs des garanties de ressources lorsqu'ils accepteront de suivre des stages de formation ou de s'adapter à un nouveau métier.

Je ne m'étendrai pas davantage sur ce point et je m'en excuse auprès de M. Cassagne, car nous aurons tout loisir de parler de ce fonds national de l'emploi lorsque le projet de loi qui vient d'être déposé sur le bureau de l'Assemblée viendra en discussion très prochainement.

Mais dès maintenant je voudrais dire à M. Cassagne que l'U. N. E. D. I. C. n'est nullement menacée d'étatisation. Il s'agit là d'un régime paritaire qui a toutes les faveurs du Gouvernement et il n'est pas plus menacé que ses fonds ne le sont eux-mêmes.

Je voudrais simplement souligner que grâce à ce fonds national de l'emploi, pour la première fois dans notre législation sociale, sera inscrite cette notion de continuité d'emploi qui est fondamentale pour les travailleurs.

Ayant souligné l'importance de la main-d'œuvre étrangère pour l'économie française, je serais incomplet si je ne rappelais l'action que le ministère du travail a menée, parallèlement à sa politique d'immigration, en vue de régler les nombreux problèmes que pose, en matière de sécurité sociale, la circulation des travailleurs d'un pays dans un autre.

Cette action qui se rattache étroitement en fait à notre politique de l'emploi s'est exercée depuis plusieurs années sur les trois plans suivants : dans le cadre de la Communauté économique européenne, dans les relations bilatérales et, enfin, au sein d'organisations internationales telles que le Bureau international du travail et le Conseil de l'Europe.

Je voudrais aborder maintenant le problème des salaires, secteur où mon département exerce une action dont la portée n'est pas toujours bien saisie.

Au cours des années 1962 et 1963, la consommation intérieure a très fortement progressé sous le double effet du retour des Français d'Algérie et de l'augmentation de la population : 2 p. 100 en 1962, 2,3 p. 100 en 1963. Sous l'effet de cette demande intérieure assortie d'une pénurie persistante de main-d'œuvre et de l'augmentation du coût de la vie, que révèle l'évolution de l'indice des 250 articles, la progression des salaires s'est maintenue à un rythme élevé : 7,1 p. 100 en 1960, 7,9 p. 100 en 1961, 9,5 p. 100 en 1962, de l'ordre de 6 p. 100 pour les trois premiers trimestres de 1963.

Cette évolution, qui se situe dans un contexte économique laissant percer des risques d'inflation et de dégradation de notre balance commerciale, dans une concurrence internationale accrue, a pu faire naître certaines craintes lors de l'établissement du plan de stabilisation.

Je tiens donc à confirmer, ainsi que l'a fait M. le Premier ministre il y a quelques jours, qu'il n'a jamais été question d'un blocage des salaires. La libre négociation des salaires entre organisations syndicales et employeurs dans le cadre de la loi du 11 février 1950 demeure à la base de la politique gouvernementale vis-à-vis des salaires de l'industrie privée et bien qu'elle prive le Gouvernement d'un moyen d'action important à l'égard de l'évolution économique, celui-ci n'entend pas remettre en cause ce principe.

Cela étant, une analyse plus précise de l'évolution des salaires au cours de ces dernières années permet de constater l'extrême diversité de cette évolution à l'intérieur des branches

professionnelles, à travers les régions et selon les qualifications professionnelles. C'est un fait que l'on néglige trop souvent et c'est pourquoi toute comparaison globale, notamment du « secteur public » avec le « secteur privé », appelle de nombreuses corrections.

Il y a d'abord disparité dans les évolutions : sur la base 100 au 1^{er} janvier 1956, l'évolution des salaires au 1^{er} juillet 1963 varie de 186,6 pour le bâtiment et les travaux publics à 174,2 pour les cuirs et peaux, par exemple.

Disparité aussi dans le montant des salaires à qualification égale et dans une même zone de salaires zone d'abattement 0 p. 100.

C'est ainsi qu'en juillet 1963, un ouvrier qualifié percevait un salaire horaire de 4,68 francs dans les industries polygraphiques mais seulement 3,35 francs dans les industries agricoles et alimentaires.

Disparité enfin, encore plus sensible, selon les zones géographiques : l'abattement moyen des salaires réels de province dans la zone d'abattement maximum — moins 6 p. 100 par rapport à la zone 0 p. 100 — est encore de 23,8 p. 100.

Une telle situation ne peut s'expliquer que par les différences de degré d'industrialisation des régions et des villes, par la haute productivité de certaines branches industrielles, par la pénurie d'ouvriers qualifiés jointe à une demande importante dans certaines industries. C'est ainsi, par exemple, qu'en un an, dans le bâtiment et les travaux publics, les salaires ont progressé de 11,2 p. 100 alors que le pourcentage pour l'ensemble des activités était de 9,5 p. 100 comme je l'ai dit tout à l'heure.

Le Gouvernement s'est engagé, dans le cadre de la politique sociale du IV^e plan, à atténuer ces disparités, en particulier pour les travailleurs les plus défavorisés.

C'est ainsi qu'au 1^{er} novembre 1962 et au 1^{er} juillet 1963 le S. M. I. G. a été relevé d'un pourcentage plus élevé que ne le justifiait l'évolution de l'indice.

Mais, dans le cadre de la politique de liberté des salaires, si le Gouvernement fait des efforts pour protéger les travailleurs les plus défavorisés, il importe que les entreprises, dans les secteurs, soit les plus protégés de la concurrence internationale, soit à haute productivité, ne procèdent pas à des augmentations désordonnées, celles-ci entraînant à plus ou moins longue échéance un déséquilibre dans les autres branches industrielles et plaçant notre économie en difficulté devant la concurrence internationale.

Pour en revenir à l'indice, j'indiquerai qu'au cours de la réunion de la commission supérieure des conventions collectives, le 26 juin dernier, M. le ministre des finances et des affaires économiques a signalé aux organisations syndicales que le Gouvernement mettait à l'étude un nouvel indice national destiné à remplacer les indices des 250 et 235 articles et éventuellement celui des 179 articles qui sert à la détermination du salaire minimum interprofessionnel garanti.

Je compte étudier, dans les jours qui viennent, les problèmes que poserait cette substitution, au cours d'entretiens que j'aurai avec les grandes organisations patronales et syndicales.

Je tiens cependant à indiquer que le nouvel indice des 259 articles présente de sérieuses améliorations et tient compte notamment de l'évolution de la consommation d'une famille modeste, d'après les études qui ont été effectuées par l'institut national de la statistique et des études économiques et par le centre de recherche et de documentation sur la consommation.

En outre, au lieu d'être limité, comme celui des 179 articles, à l'évolution des prix dans l'agglomération parisienne, cet indice a un champ d'application étendu à un nombre important d'agglomérations urbaines. D'ailleurs, conformément aux dispositions du livre I^{er} du code du travail, l'avis de la commission supérieure des conventions collectives sera sollicité.

En ce qui concerne les zones de salaires, je tiens à confirmer que si le plan de stabilisation a amené le Gouvernement à différer la mise en vigueur d'une nouvelle réduction du nombre de zones et de leurs écarts, il demeure cependant fermement décidé à faire en sorte que les zones de salaires qui servent à la détermination du salaire minimum interprofessionnel garanti soient supprimées d'ici à la fin de l'actuelle législature.

Quant aux zones d'allocations familiales, une étude de leur aménagement est actuellement poursuivie en tenant compte qu'il s'agit là, non pas, comme pour le salaire minimum interprofessionnel garanti, d'un plancher de protection sociale, mais de prestations effectivement versées à toutes les familles qui doivent normalement tenir compte des frais supportés au titre des enfants et qui varient selon le lieu de résidence de la famille.

Je ne saurais concevoir la politique ainsi menée en matière de salaires et d'emploi comme le fruit d'une technocratie autoritaire. Pour être à la mesure humaine, donc efficace, il faut qu'elle s'élabore à la lumière de véritables discussions entre

l'Etat et les divers partenaires en cause. Cette « concertation » n'est possible que si ces partenaires sont suffisamment informés des problèmes, conscients de leurs responsabilités et en état de les assumer, cela aussi bien en matière d'équilibre de l'emploi qu'en matière de distribution des revenus.

Un effort en ce sens doit trouver son point d'application essentiel dans le plan, dont la réussite exige aussi bien de l'Etat que des organisations professionnelles et syndicales le respect des objectifs d'expansion économique et de progrès social définis en commun. Il implique un syndicalisme fort et organisé à l'échelon national comme au niveau de l'entreprise. Un effort considérable a déjà été fait en ce sens à l'échelon national, où employeurs et travailleurs sont largement consultés.

A l'échelon régional où se trouvent déterminés et appréciés les éléments d'un certain nombre d'options économiques et sociales essentielles, une représentation plus équitable au sein des comités d'expansion devrait permettre de tenir compte de l'orientation nouvelle donnée à la planification.

Mais c'est à l'échelon de l'entreprise que me paraît se poser le problème essentiel. Les réformes de 1945 ont, certes, posé les bases d'une action profonde par la création des comités d'entreprise. Toutefois, à la lumière de l'expérience, il est apparu que, si les attributions sociales des comités d'entreprise se sont développées d'une manière satisfaisante, il n'en a pas été de même, ni au même degré, de leurs attributions de caractère économique.

Il me semble donc désirable d'envisager un nouvel effort en vue d'atteindre cet objectif que fixait le chef de l'Etat dans sa conférence de presse du 14 janvier 1963, c'est-à-dire « une association plus étendue du personnel à la marche des entreprises ». On pourrait notamment, à cet effet, chercher à améliorer l'information des travailleurs et à développer leur pouvoir de proposition et de contestation, sans que soit porté atteinte au pouvoir de décision et aux responsabilités propres qu'il est indispensable de laisser aux chefs d'entreprises.

Dans cette perspective également, la nécessité de ne pas ignorer dans l'entreprise un syndicalisme auquel nous reconnaissons des responsabilités à d'autres niveaux pourrait justifier une protection des délégués syndicaux et l'adoption de certaines mesures susceptibles de faciliter l'exercice du droit syndical.

Il s'agit, de toute évidence, d'un domaine particulièrement délicat dans lequel les études déjà faites ont permis de souligner des problèmes complexes sur lesquels le Gouvernement a l'intention de consulter prochainement le Conseil économique et social dont l'expérience peut être des plus profitables. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.)

M. Louis Vallon, rapporteur général. Très bien !

M. le ministre du travail. Il est certain que l'action exercée en faveur du développement des relations professionnelles ainsi comprises ne pourra être efficace que si un effort permanent est simultanément consenti tant sur le plan de l'information que sur celui de la formation des travailleurs.

Je suis heureux à ce sujet de pouvoir faire état de dotations budgétaires très accrues. Je compte en profiter notamment pour encourager le développement d'instituts du travail, développer l'octroi de bourses aux bénéficiaires des congés-éducation et faciliter le fonctionnement des centres d'étude et de recherche créés par des organisations syndicales.

Je répondrai maintenant aux différentes questions qui m'ont été posées ce matin et qui ne trouvaient pas place dans cet exposé général.

J'indique à M. Boisdé que le chapitre 66-10 n'est pas supprimé. Il a été pourvu au départ, en 1958, d'un crédit global de 66 millions de francs dont les disponibles annuels se reportent au fur et à mesure de l'utilisation des crédits. C'est pourquoi il est ouvert « pour mémoire ».

Les crédits sont affectés aux entreprises qui se décentralisent et forment localement, suivant des normes déterminées, la main-d'œuvre spécialisée nécessaire à leurs besoins.

A la fin de son rapport, M. Degraeve demande une justification des mesures de transfert des charges de vieillesse et d'accidents du travail au profit du régime des mines. Je souligne que les auteurs du plan français de sécurité sociale ont, dès 1945, prévu que le régime général pourrait intervenir pour prendre en charge une partie des prestations des régimes spéciaux qui ont été maintenus. Cette possibilité est expressément prévue par l'article 3 du code de la sécurité sociale.

En l'espèce, la surcompensation instituée par l'article 70 du projet de loi de finances est particulièrement justifiée.

En ce qui concerne les accidents du travail, il s'agit d'aligner le mode de calcul de la cotisation très défavorable qui est appliqué dans le régime minier sur les dispositions valables pour le régime général. Cela permettra un allègement important des charges sociales des entreprises minières qui, c'est incontestable, étaient anormalement lourdes, puisque le taux de la cotisation baissera de quatre points. Il n'en résultera qu'une charge très

légère pour l'ensemble des entreprises dont les cotisations « accidents du travail » n'augmenteront que de 0,15 p. 100.

En ce qui concerne les cotisations vieillesse, les effectifs miniers ne cessent de décroître, sous l'effet conjugué de la productivité et de la récession de la production. Le rapport entre les cotisants et les retraités s'alourdit inéluctablement à tel point que la cotisation vieillesse atteint maintenant 44 p. 100 du salaire. La surcompensation a pour objet de corriger dans le régime minier ce que le fardeau démographique a d'excessif et d'injustifié. Bien entendu, ainsi que le précise l'article 70 du projet de loi, le régime général ne supportera pas les charges qui résultent des prestations plus avantageuses du régime des mines.

M. Degraeve a évoqué ce matin le problème des rapports entre la direction des entreprises publiques et leur personnel. Bien que cette question ne relève pas de ma compétence directe, j'indique que le Gouvernement y consacre toute son attention, ainsi qu'en témoigne d'ailleurs la mission qu'il vient de confier au président Toulé.

Je souhaite que des procédures permettent d'instituer un véritable dialogue susceptible de prévenir des arrêts de travail très préjudiciables aux usagers et à notre économie.

MM. Degraeve, Delachenal et Dupuis m'ont posé une question au sujet des mutilés du travail. Je puis les assurer que leurs suggestions seront étudiées avec attention. Je dois cependant leur faire remarquer que celles-ci mettent en cause certains principes relatifs à la liquidation des avantages de sécurité sociale. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas étudier ce problème à fond.

Je voudrais dire à M. Cassagne, au sujet du personnel de la formation professionnelle accélérée, que les rémunérations de ce personnel ont fait justement l'objet d'une revalorisation substantielle récente. Il s'agit d'un relèvement de la hiérarchie, notamment du traitement des moniteurs et du personnel enseignant.

L'effort qui a été consenti représente 3 millions de francs en année pleine et je m'applique à ce que la nouvelle grille puisse entrer en application à partir du 1^{er} octobre 1963.

Quant au relèvement des rémunérations de l'ensemble des personnels de la formation professionnelle accélérée, il sera le même que celui dont viennent de bénéficier les ouvriers de la défense nationale, auxquels ils sont traditionnellement rattachés.

Au sujet de la question posée par M. Desouches, relative à l'indemnisation des travailleurs du bâtiment et des travaux publics en cas d'intempéries, à la suite de l'épuisement du contingent annuel de quarante-huit jours d'indemnisation octroyé par la caisse nationale de surcompensation du bâtiment et des travaux publics, un contingent exceptionnel de quatre-vingts heures indemnisables a été accordé pour la période du 1^{er} janvier au 31 mars 1963 sur les crédits du fonds de chômage et sur les ressources de l'U. N. E. D. I. C.

Une lettre adressée par le ministre des finances et par le ministre du travail au président de cet organisme vient de faire état d'une nouvelle aide accordée par les pouvoirs publics à la caisse nationale de surcompensation du bâtiment, sous la forme de versement d'allocations de chômage partiel pour les arrêts de travail survenant entre le 15 novembre et le 31 décembre 1963 dans la limite d'un contingent de quatre-vingts heures indemnisables.

Un effort complémentaire comparable à celui consenti au cours du premier trimestre 1963 a été demandé à l'U. N. E. D. I. C.

En outre, il a été proposé de reporter du 31 mars au 14 novembre la date d'expiration de l'aide décidée en février 1963 tant par les pouvoirs publics que par l'U. N. E. D. I. C. afin de régler un certain nombre de problèmes survenus pendant cette période.

MM. Gasparini et Martin m'ont interrogé au sujet de la situation des mineurs des mines de fer et de l'action du ministre du travail dans ce domaine.

Je dois souligner que, pour chaque mineur licencié, une offre d'emploi a été faite soit dans les charbonnages de Lorraine aux mineurs âgés de moins de soixante-cinq ans, soit dans la sidérurgie, sans limite d'âge.

Dans ces conditions, aucun des mineurs licenciés ne se trouve actuellement sans travail.

Lors du licenciement, une prime de conversion égale à trois mois de salaire avec ajustement suivant l'ancienneté a été versée. Car le statut du mineur ne peut malheureusement être maintenu.

Bien entendu, par contre, les cotisations de vieillesse payées au régime minier conserveront toute leur valeur lors de la liquidation de la pension de l'intéressé par le jeu des règles de coordination.

En outre, d'autres avantages ont été consentis. L'ancienneté dans les mines a été prise en compte dans les usines sidérurgiques d'accueil. Les mineurs licenciés sont maintenus dans leur logement tant qu'ils n'ont pas la possibilité de se loger par leurs propres moyens ou d'être logés par leur nouvel employeur. Pendant ce temps et en cas de besoin, le transport est assuré par les usines entre le domicile et le nouveau lieu de travail.

L'aide de la C. E. C. A., qui leur assure pendant un an la garantie de 90 p. 100 du salaire antérieur, leur est acquise.

Un effort a été fait par nos services en ce qui concerne l'admission éventuelle dans les centres de formation professionnelle accélérée.

M. Raymond Mondon. Monsieur le ministre, me permettez-vous de vous interrompre ?

M. le ministre du travail. Volontiers.

M. le président. La parole est à M. Mondon, avec la permission de l'orateur.

M. Raymond Mondon. Je vous remercie, monsieur le ministre, de me permettre de vous interrompre.

Je désire vous poser une question précise en ce qui concerne les jeunes gens qui ont travaillé dans les mines de fer pendant plusieurs années et qui, en rentrant de leur service militaire, n'y sont pas réembauchés.

Cela provoque un émoi considérable dans cette région que vous connaissez bien, comme moi-même, et que connaissent un certain nombre de collègues ici présents.

D'autant que je constate — sans vouloir faire de xénophobie — que des ouvriers étrangers, nés dans le pays mais, n'ayant pas opté pour la nationalité française, peuvent continuer à travailler dans ces mêmes mines de fer.

Il avait été convenu, je crois, que les jeunes gens rentrant du service militaire pourraient reprendre leur travail dans les mines où ils travaillaient auparavant, mais quelques exemples précis m'ont démontré que ce n'était pas actuellement le cas.

Je pense, monsieur le ministre, qu'il y a dans ce domaine un effort à faire et une action à entreprendre.

M. le ministre du travail. Vous avez fort bien fait d'attirer mon attention sur ces cas que j'ignorais au moment où je suis monté à cette tribune.

Il est certain que les jeunes gens libérés du service militaire ont des droits légaux et je ne manquerai de me pencher attentivement sur ce problème.

En réponse à la question que m'a posée M. Zimmermann relative à la prise en charge des frais d'aide familiale sur les comptes de risque, je dirai simplement que le Gouvernement étudie, à la demande du ministre de la santé publique et de moi-même, le problème posé, mais que celui-ci n'a pas encore reçu de solution.

M. Chauvet m'a posé une question relative au calcul des ressources pour la liquidation des avantages non contributifs.

Comme je l'ai déjà dit le 11 octobre dernier en réponse à une question orale, ces questions font l'objet d'un projet de décret qui est soumis dès à présent au conseil supérieur de la sécurité sociale. Celui-ci l'étudiera dans le courant de ce mois.

Ce décret, qui constitue un progrès important dans l'unification des règles de calcul, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1964.

Au sujet du libre choix des médecins par les mineurs, question posée par M. Hinsberger, j'indiquerai que, dans l'état actuel des textes, les mineurs bénéficient, au titre de l'assurance maladie, d'un régime particulièrement favorable.

Certes, cette situation se double de certaines servitudes particulières résultant du fait que les mineurs doivent normalement faire appel aux médecins de leurs sociétés de secours. Mais cela — il faut bien le souligner — constitue la contrepartie normale de conditions de remboursement nettement plus avantageuses que celles qui sont appliquées dans le régime général.

Partout où la densité de la population minière le justifie, l'implantation d'une médecine forfaitaire à temps plein ou à temps partiel ne peut qu'être maintenue ou développée, le cas échéant, ceci dans un double souci d'efficacité et de nécessaire économie.

Enfin, au sujet de la sécurité dans les mines, je puis indiquer à M. Ramette que les ingénieurs des mines suivent spécialement ces problèmes.

Je dois noter d'ailleurs que grâce à leur action et à celle des délégués mineurs, le taux de fréquence des accidents dans les mines a considérablement diminué au cours de ces dernières années.

Peut-être le nombre des délégués mineurs pose-t-il un problème que je me promets d'examiner.

Mesdames, messieurs, je crois avoir répondu à l'essentiel des questions que vous m'avez posées.

Si les lois de la rhétorique exigent qu'un discours se termine par une péroraison, vous m'autoriserez à m'en dispenser, car mon propos n'a pas été tant de convaincre que d'exposer loyalement des faits et des idées, afin que se dégagent de cette séance un certain nombre de principes d'action.

Toutefois, en terminant, je souhaiterais que si vous ne voulez retenir qu'un aspect de mon exposé ce soit le suivant. Au travers des difficultés dues aux circonstances ou à l'évolution de nos possibilités économiques, le Gouvernement entend s'inspirer d'un triple souci : assurer à chacun le droit au travail sans lequel il n'est pas de dignité de la personne humaine ; assurer à chacun la protection contre les risques sociaux, et notamment ceux que l'on pourrait appeler, en schématisant, le droit à la santé ; enfin permettre à chacun, quelles que soient ses charges familiales et quels que soient les effets de l'âge, de conserver un niveau de vie décent par rapport à celui de l'ensemble du pays.

On peut discuter du point de savoir quelle est la meilleure façon d'atteindre ce triple objectif ; on peut diverger sur les méthodes ; mais quant au but, l'hésitation n'est pas permise et le Gouvernement l'a fait sien. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le titre III de l'état B concernant le ministère du travail au chiffre de 1.470.563 francs.

M. Pierre Doize. Le groupe communiste vote contre.

M. Tony Larue. Le groupe socialiste également. (Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Sur le titre IV, la parole est à M. Grussenmeyer, pour trois minutes.

M. François Grussenmeyer. Monsieur le président, monsieur le ministre, mesdames, messieurs, je suis heureux de constater que les moyens mis en œuvre pour développer la formation professionnelle accélérée des adultes ont été substantiellement dotés de crédits par rapport aux années précédentes.

Il faut, en effet, penser aux grandes transformations qui germent dans l'agriculture. Nous souhaitons tous ardemment que, dans la mesure du possible, les familles paysannes puissent rester à la terre.

Si nous considérons l'exode rural comme un malheur, si nous sommes des adeptes fervents de l'exploitation familiale, il n'en est pas moins vrai — et il faut avoir la franchise de le reconnaître — que dans l'avenir un certain nombre d'agriculteurs ne pourront plus rester à la terre, car déjà aujourd'hui beaucoup d'exploitations se révèlent trop petites pour être rentables. Il faudrait donc qu'un certain nombre d'agriculteurs puissent se diriger vers d'autres professions.

Ce qu'il faut éviter surtout, c'est que ces agriculteurs soient condamnés à aller à l'usine comme simples manœuvres. Il ne faut pas que leur transfert vers d'autres secteurs d'activité signifie pour eux un abaissement de leur niveau de vie familial ou professionnel. Et surtout, il faut penser au problème de la formation de la main-d'œuvre, qui est aujourd'hui fondamental.

Les industriels qui se sont implantés dans la région de Wissembourg le savent fort bien car, tout en reconnaissant la bonne volonté, le zèle et la conscience professionnelle des travailleurs, ils objectent leur manque de formation professionnelle.

C'est pourquoi je vous demanderai, monsieur le ministre, de prévoir dans votre budget de 1964 l'installation de sections détachées du centre de formation professionnelle accélérée pour adultes de Strasbourg à Sultz-sous-Forêts, comme vous l'a d'ailleurs très justement proposé votre inspecteur divisionnaire.

Connaissant tout l'intérêt que vous portez à cette région déshéritée de par sa géographie et si durement éprouvée par les vicissitudes de l'Histoire, je suis persuadé, monsieur le ministre, que vous ferez l'impossible pour réaliser rapidement ce projet.

D'avance, je vous remercie. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur le titre IV ?...

Je mets aux voix le titre IV de l'état B concernant le ministère du travail au chiffre de 138.860.000 francs.

M. Pierre Doize. Le groupe communiste vote contre.

M. Tony Larue. Le groupe socialiste également. (Ce titre, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix, pour le titre V de l'état C concernant le ministère du travail, l'autorisation de programme au chiffre de 3 millions de francs.

M. Pierre Doize. Le groupe communiste vote contre.

M. Tony Larue. Le groupe socialiste également. (L'autorisation de programme, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Je mets aux voix, pour le titre V de l'état C concernant le ministère du travail, le crédit de paiement au chiffre de 2.400.000 francs.

M. Pierre Doize. Le groupe communiste vote contre.

M. Tony Larue. Le groupe socialiste également.
(Le crédit de paiement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix, pour le titre VI de l'état C concernant le ministère du travail, l'autorisation de programme au chiffre de 71.400.000 francs.

M. Pierre Doize. Le groupe communiste vote contre.

M. Tony Larue. Le groupe socialiste également.
(L'autorisation de programme, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Je mets aux voix, pour le titre VI de l'état C concernant le ministère du travail, le crédit de paiement au chiffre de 35 millions de francs.

M. Pierre Doize. Le groupe communiste vote contre.

M. Tony Larue. Le groupe socialiste également.
(Le crédit de paiement, mis aux voix, est adopté.)

[Article 67.]

M. le président. « Art. 67. — Il est inséré dans le code de la sécurité sociale un article L. 130 rédigé comme suit : « Art. L. 130. — Le financement des dépenses de prestations relatives à la grossesse, à l'accouchement et à ses suites énumérées aux articles L. 296 et L. 298 du présent code est assuré dans chaque régime dans les mêmes conditions que celui des prestations familiales ».

« Un règlement d'administration publique pris sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population, du ministre du travail et du ministre des finances et des affaires économiques fixera les modalités d'application de ces dispositions qui prendront effet au 1^{er} janvier 1964 ».

La parole est à M. le ministre du travail.

M. le ministre du travail. Mesdames, messieurs, j'ai l'honneur de demander que la discussion et le vote sur l'article 67 soient réservés. (Protestations sur les bancs du centre démocratique et du rassemblement démocratique.)

M. le président. La réserve est de droit.

M. Paul Coste-Floret. Il est bien entendu qu'il y aura une discussion spéciale sur l'article, conformément à l'article 96 du règlement ?

M. le président. M. le ministre vient de dire qu'il souhaite que la discussion et le vote soient réservés. Vous avez par conséquent la réponse.

M. Paul Coste-Floret. Si vous m'y autorisez, je désirerais, monsieur le président, faire un rappel au règlement.

M. le président. La parole est à M. Coste-Floret, pour un rappel au règlement.

M. Paul Coste-Floret. Je rappelle à l'Assemblée nationale que l'article 96 du règlement est ainsi conçu : « L'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution n'est dérogoratoire aux dispositions des chapitres IV et VI du titre II du présent règlement qu'en ce qui concerne les modalités de mise aux voix des textes. Leur discussion a lieu selon la procédure prévue aux chapitres sus-énoncés ».

Il en résulte — et je vois des approbations, dont je me félicite, émanant de membres de la majorité — que, si le Gouvernement a parfaitement le droit de bloquer le vote de l'article 67 — et nul ne le conteste — avec le vote de l'ensemble du budget du ministère du travail, une discussion spéciale pourra s'engager sur l'article 67, actuellement réservé, lorsque viendra la discussion de l'ensemble.

M. le président. Certainement, monsieur Coste-Floret, et d'autant plus que, si j'ai bien compris le Gouvernement, ce n'est pas l'article 96 du règlement qui est actuellement invoqué, mais l'article 95, alinéa 2, qui dispose : « La réserve d'un article ou d'un amendement dont l'objet est de modifier l'ordre de la discussion peut toujours être demandée ».

M. Paul Coste-Floret. Je vous remercie, monsieur le président et je prends acte, à titre préventif de vos explications sur l'article 95 du règlement. (Rires et applaudissements sur de nombreux bancs du centre démocratique, du rassemblement démocratique et du groupe socialiste.)

M. le président. Acte vous est donné de votre prise d'acte. (Sourires.)

[Article 68.]

M. le président. « Art. 68. — Le livre VII du code de la sécurité sociale est complété par un titre III rédigé comme suit :

TITRE III

Droit aux prestations en nature de l'assurance maladie.

« Art. 642 bis. — Les titulaires des allocations ou secours visés aux titres I et II du présent livre qui n'effectuent aucun travail salarié ont droit et ouvrent droit aux prestations en nature de l'assurance maladie dans les conditions prévues aux articles L. 352 et L. 354. »

La parole est à M. Denvers pour deux minutes.

M. Albert Denvers. Je renonce à la parole.

M. le président. La parole est à M. Rabourdin, pour dix minutes. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. Guy Rabourdin. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, dans l'avis qu'elle a émis, la commission des affaires culturelles, familiales et sociales s'est prononcée en faveur du budget du travail.

Néanmoins, elle a formulé de nombreuses observations dont je ne veux retenir que la principale, celle qui concerne le fonctionnement du régime de sécurité sociale et, en particulier, un point plus précis, celui du remboursement des honoraires médicaux.

Monsieur le ministre, vous avez tout à l'heure effleuré le sujet, mais je crois qu'il faut le traiter plus à fond, car il est singulièrement irritant.

Les décrets du 12 mai 1960 qui organisaient la signature des conventions ont, contrairement aux affirmations légères et sans fondement de certains intéressés, conduit à des résultats positifs pour un très grand nombre d'assurés, puisque le système fonctionne actuellement dans 78 départements.

Les médecins, dans leur majorité, ont contribué à ces résultats et la responsabilité des litiges qui ont pu surgir ne leur a pas toujours incombé.

Mais ce qui fut plus grave, et dès lors plus intolérable, c'est que les assurés, qui n'en peuvent mais, ont été pénalisés par des heurts étrangers à la raison d'être de la sécurité.

En effet, il ne s'agit souvent que de seuls intérêts fiscaux ou de reclassement de certaines communes. A aucun moment les parties adverses n'ont réellement songé aux conséquences sociales de leur confrontation et, par voie de conséquence, de la suspension de toute convention, qui seule permettait un remboursement valable.

A-t-on cherché à opposer les catégories professionnelles au reste de la population ? Dans l'affirmative, nous pouvons penser que le résultat contraire a été obtenu. Les pouvoirs publics ont été rendus seuls responsables de cet état de fait, les intéressés ne comprenant pas que l'on reporte sur eux les griefs que l'on faisait à d'autres.

Cette situation existe depuis quelques mois dans un département de la région parisienne où les taux de remboursement retenus par l'administration étaient inférieurs à ce qu'ils n'ont jamais été depuis la création de la sécurité sociale.

Dans le département auquel je fais allusion, une visite de 18 francs était remboursée 10,40 francs avant la rupture de la convention. L'application d'un tarif d'autorité a ramené ce chiffre à 3,20 francs. Pour une consultation de 12 francs, le remboursement est tombé de 7,20 francs à 2,56 francs.

Avec le rapporteur de la commission des affaires culturelles, je m'étonne que le ministre du travail ait laissé cette question en suspens et n'ait pas fait prendre dans la loi de finances une disposition telle que celle-ci : « En cas de non-renouvellement d'une convention signée aux termes des décrets du 12 mai 1960, le tarif d'autorité retenu pour les remboursements des actes médicaux sera équivalent au tarif de base de la dernière convention échue. »

Cette disposition, que nombre d'entre nous, en particulier les membres de la commission des affaires culturelles, auraient aimé trouver dans les textes qui nous ont été remis, je vous demande, monsieur le ministre, de l'adopter pour un proche avenir.

Souvent c'est pour obtenir plus que le corps médical refuse de signer une convention. Mais ce qui est essentiel, c'est que les assurés sociaux ne soient plus défavorisés ni injustement pénalisés.

Par ailleurs, il paraît souhaitable, monsieur le ministre, que vous obteniez une véritable information systématique sur ces problèmes de conventions entre les médecins et la sécurité sociale et sur les difficultés qui peuvent surgir dans certains cas.

Les assurés ont besoin de savoir — et c'est aussi leur droit — pourquoi ils ne sont pas mieux remboursés ou pourquoi ils le sont moins qu'auparavant.

M. Paul Guillon, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. Voulez-vous me permettre de vous interrompre, mon cher collègue ?

M. Guy Rabourdin. Je vous en prie.

M. le président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. En remerciant M. Rabourdin de me permettre d'ajouter un mot, je voudrais souligner auprès du ministre et de nos collègues l'importance pour l'opinion publique de la question qui vient d'être soulevée.

Au cours de l'été dernier, un grand nombre de mes collègues m'ont fait part des protestations véhémentes dont ils avaient recueilli l'écho parmi les assurés sociaux dans tous les départements où les conventions avaient été rompues. Je crois qu'il est nécessaire que le Gouvernement donne à ce sujet des explications.

C'est pourquoi, monsieur le ministre, je me suis permis, tant en mon nom personnel qu'au nom de ces collègues, de déposer une question orale traduisant cet émoi des assurés sociaux qui ne sont pas tous remboursés au même taux, alors qu'ils paient les mêmes cotisations, selon qu'ils vont consulter un médecin conventionné ou un médecin non conventionné.

Je suis moi-même médecin et je m'efforce auprès de mes confrères de prêcher la nécessité de la convention. Mais, croyez-moi, dans le public, l'application du tarif d'autorité ne peut pas être comprise. Il faudra que, sur ce point — et ceci pourra être fait à l'occasion de la discussion de cette question orale — vous nous donniez, monsieur le ministre, des explications qui, dépassant le cadre de cet hémicycle, puissent faire saisir les nécessités d'Etat qui, d'après ce que je sais, vous obligent à maintenir ce tarif d'autorité.

Je remercie M. Rabourdin de m'avoir permis de l'interrompre, mais je tenais à donner une résonance particulière à ce qu'il venait de dire. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.)

M. Guy Rabourdin. Chaque parlementaire a pu constater par les courriers qu'il reçoit ou les contacts qu'il prend que la population ignore tout de ces questions et, par voie de conséquence, juge fausement.

Pourquoi, d'autre part, ne pas envisager l'institution d'un prix plafond de consultation et de visite au-delà duquel tout assuré peut refuser de régler ?

En effet, dans la mesure où la médecine tend à s'assimiler à un service public, puisqu'il y a pour ainsi dire un droit à être soigné, comme il y a un droit à l'enseignement, dans la mesure où les médecins deviennent les ordonnateurs d'un budget et prennent des décisions, comme les congés de maladie, opposables à des tiers, il est normal qu'ils soient soumis à des règlements protecteurs des malades ou présumés tels, tant au point de vue thérapeutique que du point de vue financier.

Avant de terminer, je formulerais un dernier souhait, celui de voir enfin réexaminé le classement des communes de la région parisienne dans les diverses zones. Le classement actuel ne tient aucun compte des transformations économiques et sociales survenues dans certaines communes en pleine expansion.

Ainsi, dans une commune de 3.000 habitants de la région parisienne, les médecins sont autorisés à percevoir 13 francs pour une visite et 13 francs pour une consultation alors qu'à moins de 100 mètres — il suffit de traverser un pont — on trouve une ville de 30.000 habitants où les médecins voient leurs honoraires fixés à 13 francs et 11 francs.

Il y a là un fait difficilement explicable pour les assurés sociaux. Dans un souci de justice, je vous propose, monsieur le ministre, de prendre comme base les limites du district parisien qui est maintenant une entité.

Telles sont les trois remarques que je voulais vous exposer et dont la première me paraît fondamentale. Je sais que je puis vous faire confiance. Le 10 mai dernier, en effet, je vous avais demandé d'étendre l'assurance maladie aux personnes âgées de plus de soixante-dix ans ; j'ai constaté que vous aviez tenu compte de mon avis. Je tiens à vous remercier. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.)

Je serais heureux si vous pouviez me rassurer pleinement à propos des questions que je viens de vous poser et promettre, à notre Assemblée d'y consacrer un débat. (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail.

M. le ministre du travail. Mesdames, messieurs, je n'allongerais pas cette discussion ; dès lors qu'une question orale avec débat est posée sur le même sujet, l'Assemblée aura tout loisir d'exprimer son opinion.

Toutefois, je dirai à M. Rabourdin que l'assurance maladie coûte fort cher à la sécurité sociale. C'est d'ailleurs un point sur lequel j'ai insisté dans ma précédente intervention. Encore faut-il que la charge que cette assurance maladie représente pour la collectivité corresponde pour l'assuré social à un remboursement effectif de 80 p. 100 du montant des dépenses.

Si l'on suivait M. Rabourdin, qu'arriverait-il ? Selon le système qu'il a proposé, nous rembourserions mieux l'assuré social, mais sans qu'il ait la moindre garantie à l'égard des honoraires réclamés par le praticien. De la sorte, les charges se trouveraient augmentées pour la sécurité sociale puisqu'il y aurait un plus grand nombre d'assurés sociaux remboursés à un taux voisin du taux conventionnel ; mais ces mêmes assurés sociaux conserveraient en fait à leur charge une somme qui pourrait être importante, ce qui n'est pas le but que nous poursuivons.

Je crois que le Gouvernement est dans le vrai lorsqu'il fait tous ses efforts — j'insistais sur ce point tout à l'heure — pour développer le régime conventionnel résultant du décret du 12 mai 1960. Il faut arriver à ce qu'une convention couvre non seulement 78 départements, mais l'ensemble de ceux-ci. Ceux qui ne sont pas encore couverts ont d'ailleurs enregistré un très grand nombre d'adhésions individuelles puisque — comme je l'ai indiqué — on en compte 54 p. 100 dans la Seine et 41 p. 100 dans l'ensemble des départements.

Cela dit, je suis le premier à reconnaître qu'il est regrettable que, du fait du non-conventionnement de nombreux médecins, trop d'assurés sociaux ne bénéficient pas encore du remboursement à 80 p. 100 du montant de leurs dépenses. Mais la politique que mène le Gouvernement tend à en réduire le nombre et c'est, j'en suis persuadé, celle que nous devons poursuivre. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 68.

(L'article 68, mis aux voix, est adopté.)

[Article 69.]

M. le président. « Art. 69. — Les rapatriés, anciens salariés, âgés de plus de soixante ans, qui ne se livrent à aucune activité professionnelle, ont droit et ouvrent droit aux prestations en nature de l'assurance-maladie dans les conditions prévues aux articles L. 352 et L. 354 du code de la sécurité sociale.

« Les prestations sont servies par les caisses des régimes auxquels les intéressés auraient été rattachés si leur dernière activité professionnelle avant leur retour avait été exercée en France. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 69.

(L'article 69, mis aux voix, est adopté.)

[Article 70.]

M. le président. « Art. 70. — A compter du 1^{er} janvier 1964, il est institué une surcompensation interprofessionnelle des prestations de vieillesse et une surcompensation interprofessionnelle des prestations d'accidents du travail, servies aux travailleurs salariés ou assimilés ressortissant du régime général de sécurité sociale et du régime de la sécurité sociale dans les mines, en tenant compte des différences existant entre les prestations des deux régimes.

« Des décrets en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre du travail, du ministre de l'industrie et du ministre des finances et des affaires économiques déterminent les conditions d'application du présent article. »

La parole est à M. Grussenmeyer, pour trois minutes.

M. François Grussenmeyer. Monsieur le ministre, permettez-moi d'appeler votre bienveillante attention sur les inconvénients qui résultent de l'application trop stricte des dispositions de l'arrêté du 22 juillet 1959 quant au calcul de la pension des assurés sociaux affiliés antérieurement au 1^{er} juillet 1946 à la fois au régime de la loi du 20 décembre 1911 et au régime de l'assurance ouvrière du code local des assurances sociales.

Selon les textes en vigueur, la pension à laquelle les intéressés peuvent prétendre est celle attachée au régime auquel ils ont appartenu le plus longtemps antérieurement au 1^{er} juillet 1946. Cette pension est calculée en fonction des cotisations et des salaires justifiés sous ce régime, ainsi que sous le régime général de la sécurité sociale qui leur était applicable postérieurement à cette date.

Elle est, en outre, assortie d'une majoration calculée en fonction des cotisations antérieurement au 1^{er} juillet 1946 sous l'autre régime. Toutefois, les majorations résultant de l'assurance la plus longue sont revalorisées par le coefficient 38,28 en ce qui concerne l'assurance ouvrière et le coefficient 25,59 pour l'assurance des employés, alors que les majorations concernant l'assurance la moins longue sont seulement revalorisées par le coefficient 10,24. Peu importe qu'il s'agisse de l'assurance des employés ou de l'assurance des ouvriers.

Il arrive ainsi fréquemment qu'un assuré ayant appartenu successivement aux deux régimes en question obtienne une pension inférieure à celle qui lui aurait été attribuée s'il avait toujours été assuré à un seul de ces régimes.

A plusieurs reprises, monsieur le ministre, l'attention de votre service central a été attirée sur cette injustice. Je vous demande de vouloir bien faire réexaminer ces dispositions et de les modifier en conséquence. (Applaudissements.)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements qui peuvent être soumis à une discussion commune, laquelle sera d'ailleurs brève, les groupes ayant épuisé leur temps de parole.

Ces deux amendements tendent à supprimer l'article 70. Le premier, n° 51, est présenté par MM. Darchicourt, Derancy, Raust, Chandernagor, Tony Larue, Denvers, Duffaut, Fil, Lacoste, Lejeune, Regaudie et Spénale.

Le deuxième, n° 117, a été déposé par MM. Martel, Doize et Musmeaux.

Je vais donner la parole à deux orateurs pour soutenir ces amendements, chacun pour deux minutes.

La parole est à M. Darchicourt, pour soutenir l'amendement n° 51.

M. Fernand Darchicourt. Monsieur le ministre, notre amendement tend, en effet, à supprimer l'article 70 que vous nous proposez.

Ce n'est pas le principe même de l'allègement des charges sociales des Charbonnages de France que nous entendons mettre en cause; c'est le fait que, pour y parvenir, vous utilisiez les fonds de la sécurité sociale générale, c'est-à-dire le salaire indirect de tous les travailleurs de notre pays. Nous espérons que l'Assemblée nous suivra.

Mais puisque, dans le système de surcompensation invoqué, il est fait état des prestations de vieillesse, M. le ministre du travail me permettra peut-être de lui poser à nouveau une question relative au régime des retraites minières et à une proposition qui lui a été faite par le conseil d'administration unanime de la caisse autonome, tendant à modifier l'article 174 bis du décret du 27 novembre 1946, afin que les retraites minières soient dorénavant majorées en même temps que les salaires des mineurs, avec effet du 1^{er} avril 1963.

En réponse à une question très précise que je vous ai posée devant la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, monsieur le ministre, vous aviez non seulement donné votre accord de principe, mais informé la commission qu'un décret était à la veille de paraître pour régler définitivement le problème. Or, voici déjà plusieurs semaines que cette information et cet accord nous ont été donnés et aucun texte n'est encore paru.

Toujours en ce qui concerne la retraite mais, cette fois, sur le plan de la sécurité sociale générale, la question a été posée à un autre ministre que vous-même. Il nous a déclaré ne pas être exactement compétent et que la matière était davantage de votre ressort.

Puisque vous avez donné votre accord de principe sur ce point également, nous voudrions savoir où vous en êtes dans la préparation du texte qui doit permettre aux anciens déportés de bénéficier d'une retraite anticipée à l'âge de soixante ans. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. Bustin, pour soutenir l'amendement n° 117.

M. Georges Bustin. Mesdames, messieurs, si les attaques du Gouvernement contre la sécurité sociale minière se développent à une cadence plus accélérée, elles ont été préparées dans le temps par deux décrets qui, bien que pris à dix-huit mois d'intervalle, se complètent parfaitement.

Le premier, en date du 12 mai 1960, s'appliquait à l'ensemble des législations sociales, régime général et régimes spéciaux compris. Il comportait pour la première fois une attaque en règle contre les pouvoirs des conseils d'administration.

En donnant aux directeurs des caisses et sociétés de secours minières ainsi qu'aux agents comptables la possibilité de passer outre aux décisions des conseils d'administration, en plaçant ces personnels administratifs sous la tutelle directe des ministères, donc de la politique gouvernementale, le Gouvernement détruisait le caractère démocratique des institutions sociales.

Puis, ce fut le décret du 30 décembre 1961 qui était exclusivement consacré à la sécurité sociale minière. Sous prétexte d'un déficit au chapitre maladie du régime minier, des mesures draconiennes étaient prises par le Gouvernement qui donnait aux directeurs et aux agents comptables l'ordre de les appliquer.

Le ticket modérateur qui, depuis 1951, ne peut excéder 0 franc 60 en matière de prestations pharmaceutiques, pourra être porté aux taux de la participation appliquée dans le régime général, soit de 20 à 30 p. 100. De plus, dans les sociétés de secours où persisterait un déficit, la cotisation prélevée sur les salaires pourrait être augmentée de 1 p. 100, dont la moitié à la charge des travailleurs de la mine.

Les mineurs savent que le but poursuivi est de faire disparaître ce régime particulier qui est le leur et qui est l'héritage de

luttés héroïques du passé. Que l'on sache qu'ils n'y laisseront pas toucher et qu'ils sauront s'unir et lutter pour le conserver et l'améliorer encore.

C'est pourquoi nous proposons la suppression de l'article 70. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur spécial. La commission a repoussé les amendements tendant à la suppression de l'article 70.

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail.

M. le ministre du travail. Je réponds d'un mot à M. Darchicourt. La revalorisation des retraites minières est proche puisque le décret, approuvé par tous les ministères compétents, est maintenant soumis au Conseil d'Etat. M. Darchicourt aura donc rapidement satisfaction.

Bien entendu, le Gouvernement s'oppose à la suppression de l'article 70.

M. le président. Je mets aux voix le texte commun des amendements n° 51 et 117 tendant à supprimer l'article 70.

Je suis saisi par le groupe communiste d'une demande de scrutin public.

Le scrutin va être annoncé dans l'ensemble du palais et sera ouvert dans cinq minutes.

M. le président. Je prie Mmes et MM. les députés de bien vouloir regagner leur place.

Le scrutin est ouvert.

(Il est procédé au scrutin.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants	476
Nombre de suffrages exprimés	475
Majorité absolue	238

Pour l'adoption

205

Contre

270

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 70.

(L'article 70, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Nous avons terminé l'examen des crédits du ministère du travail.

[Articles 23 et 24 (suite).]

Légion d'honneur et ordre de la Libération.

M. le président. Nous abordons l'examen des crédits des budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération.

Voici les temps de parole disponibles dans ce débat :

Gouvernement, 5 minutes ;
Commissions, 5 minutes ;
Groupe de l'U. N. R.-U. D. T., 5 minutes ;
Groupe socialiste, 5 minutes ;
Groupe du centre démocratique, 5 minutes ;
Groupe communiste, 5 minutes ;
Groupe du rassemblement démocratique, 5 minutes ;
Groupe des républicains indépendants, 5 minutes ;
Isolés, 5 minutes.

La parole est à M. Jaillon, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan pour cinq minutes.

M. Louis Jaillon, rapporteur spécial. Monsieur le ministre, mes chers collègues, avant de présenter dans ses grandes lignes mon rapport sur le budget annexe de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération, je suis heureux de saluer la présence de M. le grand chancelier de la Légion d'honneur. (Applaudissements.)

Je ne ferai qu'un très court résumé de mon rapport imprimé mis en distribution depuis une quinzaine de jours.

Les propositions en recettes et en dépenses pour 1964 accusent une augmentation de 25 p. 100 par rapport à celles fixées pour 1963. Elles atteignent 20.630.539 francs, soit une augmentation de 4.177.598 francs. Cette augmentation de dépenses est due, à titre principal, à l'inscription de la deuxième tranche des crédits nécessaires au doublement du montant des traitements des membres de l'ordre de la Légion d'honneur et des médaillés militaires, ainsi qu'à l'attribution d'un traitement à tous les médaillés militaires.

On compte actuellement 181.194 légionnaires avec traitement, 122.148 légionnaires sans traitement, 743.981 médaillés militaires au total, tous avec traitement.

Ces revalorisations satisfont les demandes répétées que le Parlement n'a cessé de formuler depuis de nombreuses années.

En ce qui concerne les services administratifs, un ensemble d'ajustements de détail intéressant, à titre principal, les crédits de matériel accroîtra légèrement les dépenses.

Nous notons également avec satisfaction une augmentation des crédits de 10 p. 100 destinée au paiement de secours aux légionnaires et aux médaillés militaires qui se trouvent dans une situation délicate.

Les veuves de plus de soixante-cinq ans, les orphelins et les ascendants des légionnaires et des médaillés militaires peuvent également être secourus sur ces crédits lorsque leur situation, après enquête, est reconnue digne d'intérêt.

Cependant le montant de ces crédits, soit 66.000 francs, reste encore trop faible eu égard aux besoins.

A titre d'exemple, en 1962, la grande chancellerie a attribué 183 allocations de secours au titre de la Légion d'honneur et 85 allocations de secours au titre de la médaille militaire.

Quelques mots maintenant sur les maisons d'éducation de la Légion d'honneur.

La réforme entreprise depuis plusieurs années et qui consiste à regrouper l'ensemble des établissements en deux maisons d'éducation, l'une à Saint-Denis, l'autre aux Loges, parvient à son terme.

Les travaux en cours, la remise en état des anciens bâtiments permettront de porter à 1.000 l'effectif total des élèves, soit 400 à la maison de Saint-Denis et 600 aux Loges.

On ne peut que se féliciter des réalisations ainsi entreprises en raison des résultats scolaires très satisfaisants obtenus par les élèves de ces maisons d'éducation.

L'ensemble des crédits de fonctionnement nécessaires à la remise en place définitive a été évalué à environ 400.000 francs.

Les dépenses en capital ne marquent qu'une faible progression en raison de l'achèvement des opérations correspondant au regroupement des maisons d'éducation.

Les recettes propres de la Légion d'honneur sont évaluées, pour 1964, à 959.260 francs, marquant ainsi une augmentation de 218.820 francs par rapport à 1963.

Cet accroissement correspond, à concurrence de 150.000 francs, au doublement des droits de chancellerie consécutifs aux mesures prises en vertu du doublement des traitements.

Les recettes attendues du produit des pensions des élèves des maisons d'éducation sont également réévaluées, par suite de la majoration du prix de pension qui passe de 840 francs en 1963 à 900 francs en 1964 et de l'augmentation de l'effectif des élèves.

C'est, en définitive, la subvention du budget général qui compense pour la plus grande part l'augmentation des dépenses prévues pour 1964.

Le montant prévu de cette subvention pour 1964 est de 19.671.279 francs, soit une augmentation de près de 4 millions de francs d'une année sur l'autre.

Enfin, la presse s'étant fait l'écho d'un projet de loi concernant la création d'un second ordre de la Légion d'honneur, destiné à récompenser les mérites distingués, alors que la Légion d'honneur honore des services éminents, nous aimerions que M. le garde des sceaux veuille bien informer l'Assemblée nationale des mesures prises en vue de la création de ce nouvel ordre national.

Nous souhaiterions aussi savoir monsieur le ministre, si l'administration de ce nouvel ordre pourra être confiée à la Grande Chancellerie.

Sous le bénéfice des observations que je viens de formuler au nom de la commission des finances, je vous propose l'adoption, sans modification, du budget annexe de la Légion d'honneur. (Applaudissements.)

Mes chers collègues, je dirai maintenant quelques mots du budget annexe de l'ordre de la Libération.

Le montant global des recettes et des dépenses relatives à ce budget annexe, dont le Gouvernement propose l'inscription pour 1964, s'élève à 384.061 francs, soit une augmentation de 94.916 francs.

Un crédit de 80.000 francs est demandé au titre des mesures nouvelles. Celles-ci concernent, à concurrence de 22.400 francs, un ajustement des crédits d'entretien et, à concurrence de 25.000 francs, le rajustement de la dotation pour secours aux compagnons de la Libération et aux médaillés de la Résistance. Le surplus des crédits demandés concerne divers ajustements de dépenses de matériel.

Je vous prie, pour le détail de ces opérations, compte tenu du peu de temps qui m'est imparti, de vous reporter à mon rapport écrit.

J'ajoute seulement que les dispositions du décret n° 62-733 du 28 juin 1962 prévoyant l'attribution de la médaille de la résistance à titre posthume aux membres de la résistance et aux personnels des forces françaises libres tués au combat, exécutés par l'ennemi ou morts en mission de guerre ou des suites de

leurs blessures entraîneront l'attribution de 10.000 décorations supplémentaires environ. Ces considérations ont conduit à prévoir une majoration appréciable des crédits de secours qui, pour 1964, seront portés de 70.000 à 95.000 francs.

Compte tenu de ces observations, votre commission des finances vous propose l'adoption, sans modification, du budget annexe de l'ordre de la Libération. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Grenier.

M. Fernand Grenier. Mesdames, messieurs, il me faut de nouveau poser la question du parc de la maison de la Légion d'honneur à Saint-Denis. Quelques minutes me suffiront pour résumer cette question bien connue.

Il existe dans le centre de Saint-Denis, en plein cœur de la vieille ville, un immense parc aux arbres centenaires, propriété de la chancellerie de la Légion d'honneur. Le tiers environ de ce parc est utilisé par les pensionnaires de cette institution, mais les deux autres tiers, laissés à l'abandon, ne servent ni aux pensionnaires, ni à la population de Saint-Denis et notamment à la plus déshéritée, celle qui habite les vieilles ruelles moyennageuses proches de la basilique.

Pourquoi refuser systématiquement de vendre à la ville de Saint-Denis cette partie du parc qui ne sert actuellement à personne, d'autant qu'il ne s'agit que d'en faire un grand jardin public, sans rien toucher au site artistique de l'ensemble Basilique-Légion d'honneur et sans porter atteinte à l'intimité nécessaire de la maison d'éducation ?

Cette revendication est d'une telle logique, d'une telle élémentaire justice qu'elle a réalisé l'unanimité d'une ville de 100.000 habitants où cependant les luttes politiques ont toujours été très vives.

Aucun rapporteur du budget de la Légion d'honneur, d'autre part, n'a jamais réfuté le bien-fondé de cette revendication. Si la municipalité avait eu affaire à un propriétaire privé, elle aurait depuis longtemps obtenu l'expropriation pour cause d'utilité publique du parc inutilisé. Elle a malheureusement affaire au pouvoir central.

Oh, certes, ce dernier n'est pas avare de déclarations sur l'année sociale ou sur la promotion sociale. Il prétend aussi, pour tenter de justifier le district de la région parisienne, que nos communes ne sont plus en état de résoudre les problèmes de l'aménagement de notre banlieue. En réalité le pouvoir demeure figé sur des privilèges napoléoniens (*Exclamations sur les bancs de l'U. N. R. U. D. T.*), qui sont devenus un scandaleux anachronisme en cette période de plein essor démographique de nos communes.

Je viens de faire un séjour à Moscou, à Léningrad, à Tbilissi et à Batoumi (*Interruptions sur les bancs de l'U. N. R. U. D. T.*) pour y étudier les problèmes de l'urbanisme. J'ai été frappé dans toutes ces villes par le souci qui s'y manifeste d'aménager partout d'immenses espaces verts absolument nécessaires à la santé des hommes et à la beauté des villes. Il faudrait peu de temps, en régime socialiste, pour décider que la population laborieuse de Saint-Denis ait droit à son grand parc public. Sans doute allez-vous une fois de plus le lui refuser, mais vous en porterez la responsabilité. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice. Je me garderai d'abuser de la parole et je m'efforcerai même de ne pas épuiser les cinq minutes qui me sont imparties.

M. le rapporteur m'a posé une question qui a trait à l'institution d'un second ordre national.

L'institution du second ordre est encore, à l'heure actuelle, au stade des études et c'est seulement cette semaine que le conseil d'Etat doit délibérer du texte institutif. Je puis, d'ores et déjà, rassurer la commission en lui annonçant qu'il n'y aura pas, pour ce second ordre, une administration distincte de celle de l'ordre de la Légion d'honneur. C'est la Grande Chancellerie qui assumera l'administration du second ordre selon les règles applicables au premier.

M. Grenier m'a posé une question traditionnelle à laquelle je ferai une réponse traditionnelle qui sera bien entendu négative. Il n'est pas indispensable de rappeler longuement les arguments qui justifient, dans la circonstance, l'attitude adoptée, non pas par les pouvoirs publics centraux que M. Grenier a critiqués, mais par un organisme qui a une existence juridique propre, à savoir l'ordre national de la Légion d'honneur.

L'ordre national de la Légion d'honneur est propriétaire, à Saint-Denis, d'un ensemble immobilier qui a un caractère, un intérêt historique et esthétique de premier ordre et qu'il serait, je ne crains pas de le dire, absolument déraisonnable de dilapider et de diviser.

Ce domaine, s'il n'est pas accessible — et pour des raisons qui sont évidentes — à n'importe quel promeneur, joue tout de même et largement, au centre de la ville, le rôle d'un espace

vert ; il contribue à oxygéner les poumons des Dionysiens et, si un effort de rénovation urbaine plus grand n'a pas été fait dans le cadre de Saint-Denis, c'est à la ville de Saint-Denis et à ses autorités municipales de faire sur ce point — le mot est de circonstance — leur autocritique. (Rires sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

Ni l'ordre de la Légion d'honneur, ni le Gouvernement n'ont, dans cette affaire, de responsabilité.

Aussi bien est-il dans les projets de l'ordre de la Légion d'honneur de développer la maison d'éducation de Saint-Denis qui ne peut recevoir tous les élèves qui sollicitent leur admission. Il lui est évidemment utile, que dis-je ? nécessaire, de disposer de l'ensemble du terrain.

Par conséquent, je le répète, il n'est pas question que l'ordre de la Légion d'honneur aliène un mètre carré du domaine dont il s'agit. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. Pleven, pour répondre au Gouvernement.

M. René Pleven. Monsieur le ministre, je vous demande si vous ne pourriez pas compléter votre très intéressant exposé, sur les deux points que voici.

Depuis le vote du dernier budget d'importantes réformes ont été introduites, je crois, dans l'organisation de l'ordre de la Légion d'honneur. Notre groupe aurait été heureux de connaître les principes qui ont été appliqués pour cette réforme.

En second lieu, vous n'ignorez pas que de nombreuses organisations d'anciens combattants ont été vivement émus à l'annonce récente que les nouveaux statuts de l'ordre ne permettraient plus, semble-t-il, d'attribuer la Légion d'honneur, à titre posthume, à des hommes qui ont donné leur vie en accomplissant des actes de bravoure ou de dévouement.

Monsieur le ministre, cette interprétation est-elle exacte et la Légion d'honneur ne pourrait-elle vraiment plus être décernée à titre posthume ?

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. M. Pleven est bien bon d'avoir qualifié d'intéressante ma précédente intervention qui était plus modestement laconique.

Il m'a demandé d'exposer à l'Assemblée les principes qui ont présidé à l'élaboration du récent code de la Légion d'honneur et de la justice militaire, qui a été publié par décret à la fin de l'année dernière.

Cette réforme répondait d'abord à un souci de remise en ordre. Les textes relatifs à la Légion d'honneur étaient assez nombreux, dispersés, ils provenaient d'époques différentes et n'étaient pas toujours très bien coordonnés, de telle sorte qu'il a paru utile de réunir l'ensemble de ces règles dans un document unique et saisir l'occasion pour les rajouter dans la mesure où le besoin en apparaissait.

L'une des idées principales de cette réforme a été une idée de déflation. Il est apparu au Gouvernement et au Président de la République, grand maître de l'ordre national de la Légion d'honneur, que les promotions étaient trop abondantes, que les légionnaires — à titre civil surtout — étaient trop nombreux et qu'il convenait, pour accroître encore le prestige de cet ordre, de se montrer moins généreux dans l'attribution des décorations.

C'est d'ailleurs de la même idée que relève l'institution du second ordre national sur lequel M. le rapporteur m'a interrogé tout à l'heure. Dans la mesure où le nombre des distinctions dans le premier ordre sera sensiblement moins important, il importe que des mérites qui ne seront pas jugés suffisamment exceptionnels pour justifier l'attribution de la Légion d'honneur mais qui paraîtront tout de même suffisamment honorables pour mériter une récompense puissent faire l'objet d'une distinction.

Quant à la question particulière qui est celle des nominations à titre posthume, elle m'avait été posée par écrit il y a déjà quelque temps par M. Pleven et elle a fait l'objet d'une réponse également écrite.

J'ai exposé dans cette réponse — je reprends ici les mêmes arguments — que la nomination à titre posthume dans l'ordre national de la Légion d'honneur n'existait point à l'origine, lors de l'institution de cet ordre, et qu'une très longue période s'est écoulée avant que cette pratique n'apparaisse puisqu'elle remonte seulement à la guerre de 1914-1918.

Lorsque, l'an dernier, la question s'est posée de savoir s'il convenait de consacrer expressément cet usage dans les nouvelles dispositions, il est apparu à l'examen qu'il était préférable de ne pas le faire étant donné qu'il n'était pas conforme à la tradition la plus ancienne et qu'il est de l'essence de l'ordre national de la Légion d'honneur d'être une association, une compagnie de personnes vivantes et non pas en quelque sorte un monument aux morts sur lequel est inscrit le nom de défunts.

D'une façon générale il a donc paru au Gouvernement que cette pratique n'avait pas lieu d'être encouragée et qu'il convenait, pour cette raison, de n'en pas proclamer expressément la possibilité. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix les crédits des services votés, inscrits à l'article 23, au titre du budget annexe de la Légion d'honneur, au chiffre de 16.772.447 francs.

(Ces crédits, mis aux voix, sont adoptés.)

M. le président. Je mets aux voix l'autorisation de programme inscrite au paragraphe I de l'article 24 — Mesures nouvelles — au titre du budget annexe de la Légion d'honneur, au chiffre de 840.000 francs.

(L'autorisation de programme, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits inscrits au paragraphe II de l'article 24 — Mesures nouvelles — au titre du budget annexe de la Légion d'honneur, au chiffre de 3.858.092 francs.

(Ces crédits, mis aux voix, sont adoptés.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits des services votés, inscrits à l'article 23, au titre du budget annexe de l'ordre de la Libération, au chiffre de 304.061 francs.

(Ces crédits, mis aux voix, sont adoptés.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits inscrits au paragraphe II de l'article 24 — Mesures nouvelles — au titre du budget annexe de l'ordre de la Libération, au chiffre de 80.000 francs.

(Ces crédits, mis aux voix, sont adoptés.)

M. le président. Nous avons terminé l'examen des budgets de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération et nous saluons, à son départ, M. le grand chancelier de l'ordre de la Légion d'honneur. (Vifs applaudissements.)

[Articles 17 à 34 (suite).]

M. le président. Nous abordons maintenant l'examen des crédits du ministère de la justice.

JUSTICE

ETAT B

Répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils.

(Mesures nouvelles.)

« Titre III : + 9.368.998 francs ;
« Titre IV : + 85.000 francs. »

ETAT C

Répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils.

(Mesures nouvelles.)

TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ÉTAT

« Autorisation de programme, 88.350.000 francs ;
« Crédit de paiement, 14.550.000 francs. »

TITRE VI. — SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT ACCORDÉES PAR L'ÉTAT

« Autorisation de programme, 2 millions de francs ;
« Crédit de paiement, 200.000 francs. »

Voici les temps de parole disponibles dans ce débat organisé sur une heure trente :

Gouvernement, 20 minutes ;
Commissions, 20 minutes ;
Groupe de l'U. N. R.-U. D. T., 25 minutes ;
Groupe socialiste, 10 minutes ;
Groupe du centre démocratique, 5 minutes ;
Groupe communiste, 5 minutes ;
Groupe du rassemblement démocratique, 5 minutes ;
Groupe des républicains indépendants, 5 minutes ;
Isolés, 5 minutes.

La parole est à M. Sabatier, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour dix minutes.

M. Guy Sabatier, rapporteur spécial. Monsieur le président, monsieur le garde des sceaux, mes chers collègues, la balance est depuis toujours l'emblème de la justice mais, depuis toujours également, le service du poinçon des mesures dépend du ministère des finances.

Je ne sais pas si cet état de chose a la valeur d'un symbole mais, en tout cas, les crédits accordés à la justice par le département des finances le sont toujours avec rigueur et je dirai même avec parcimonie. Les statistiques des trente dernières années nous démontrent que les dépenses du budget de la justice représentent un pourcentage inférieur à 1 p. 100 des dépenses générales de l'Etat. Une fois seulement, ce pourcentage fut supérieur à 1 p. 100, mais ce fut à une époque, après la libération, où le ministère de la justice, du fait des circonstances, se trouvait être de tous les ministères celui qui avait le plus d'activité. Il ne faut donc pas s'étonner si notre budget de la justice, cette année, représente 0,65 p. 100 du budget de la France.

Il faut, en revanche, se féliciter de voir les crédits de paiement progresser de façon sensible et constater que les dépenses ordinaires augmentent dans une proportion plus grande que celles du budget de l'Etat.

Je tiens à souligner le fait et à formuler le vœu que la « rue de Rivoli », qui est géographiquement très proche de la « place Vendôme », s'en rapproche encore davantage sur le plan psychologique. (Très bien ! Très bien !)

Mes chers collègues, je voudrais en quelques mots évoquer les éléments de ce budget qui me paraissent les plus marquants tant sur le plan des hommes que sur le plan des services.

Et, tout d'abord, je parlerai des magistrats, cette priorité dans l'évocation me paraissant logique car, après tout, sur les magistrats repose la justice et sur la justice repose le bon équilibre moral d'un pays.

La situation matérielle des magistrats s'est nettement améliorée du fait des traitements, ces dernières années, rattrapant ainsi un retard considérable ; mais une difficulté nouvelle se présente actuellement qui est sérieuse, qui est grave même, c'est celle de leur avancement.

Par suite de l'intégration dans le corps judiciaire unique des magistrats du cadre de la France d'outre-mer et par suite du rapatriement des magistrats d'Algérie, il y a en France actuellement plus de magistrats qu'il n'y a de postes à pourvoir. La différence est de 400 et même de 1.000 si on ne tient pas compte des détachements et des congés de longue durée.

Cet état de fait est assurément regrettable car celui qui rend la justice doit, moins que quiconque, se sentir injustement brimé dans l'évolution de sa carrière et, en dehors même de l'équité, l'intérêt général commande que l'intérêt particulier des juges soit respecté.

Des remèdes à cette situation peuvent être trouvés grâce à des créations de postes ou à des modifications dans la hiérarchie mais je ne voudrais cette année, compte tenu de la conjoncture, que faire cette suggestion. Je ne veux pas tomber dans le travers de certains qui, tout en se déclarant partisans d'une politique d'économies budgétaires, réclament pour l'immédiat, à l'occasion de chaque poste, des dépenses supplémentaires.

Il en est de même, mais à un autre échelon, de deux corps de fonctionnaires de la justice qui peuvent prétendre être défavorisés. Il s'agit des secrétaires de parquet et des fonctionnaires de greffe qui sont aussi discrets qu'efficaces et dont l'indemnité de sujétion doit, depuis des années, être revalorisée pour se trouver en harmonie avec l'indemnité de sujétion de leurs homologues dans d'autres administrations. Leur requête me paraît entièrement justifiée et je veux espérer, monsieur le garde des sceaux, que vous pourrez obtenir de M. le ministre des finances les satisfactions qui me semblent s'imposer et qui, je crois, peuvent être trouvées dans le cadre même des crédits de ce budget.

Il est enfin, sur le plan des hommes, une situation qui doit retenir notre attention. C'est celle des détenus politiques. Ils sont actuellement 1.258 sur lesquels 758 ont été jugés et condamnés. Ce sont là, tout au moins, les chiffres d'il y a quelques semaines, 500 attendant leur tour de comparaître.

Il ressort de ces chiffres que la Cour de sûreté, dont la naissance au début de cette année avait quelque peu agité notre assemblée, distribue une justice qui se révèle non seulement bonne mais également rapide.

Le budget fait apparaître pour 1964 une réduction de l'activité des chambres temporaires de cette juridiction et l'on ne peut qu'unaniment s'en féliciter. La fin de ces nécessaires et pénibles procès approche donc et je pense qu'elle pourra annoncer le temps de la clémence qui suit, de façon naturelle, le temps de la répression.

Je veux profiter de l'occasion qui m'est donnée pour formuler l'espoir que les événements permettront, ainsi que le comportent des intéressés, que dans un avenir prochain soient prises des mesures de bienveillance qui soient nuancées, progressives, mais réelles.

En ce qui concerne les services, je veux souligner l'innovation qui donne cette année à ce budget un mérite tout particulier

et qui consiste à venir en aide aux collectivités locales. Certes, l'initiative est encore timide mais elle ouvre une perspective qui, j'en suis sûr, est appréciée de tous.

Il est en effet illogique de laisser la charge entière des cours d'appel et des tribunaux, de leur entretien et de leur équipement, aux départements et aux communes. Les communes, notamment, qui, par suite de la réforme judiciaire, ont vu les anciennes justices de paix périphériques rattachées à leur juridiction — devenue le tribunal d'instance — étaient et sont en droit de soutenir qu'elles n'ont pas à supporter les frais d'une justice dont bénéficient les habitants des communes voisines.

Aussi doit-on approuver chaleureusement l'apparition de ce nouveau chapitre de subventions qui seront, cette année, de 2 millions de francs en autorisations de programme et de 200.000 francs en crédits de paiement. Sans doute faut-il espérer qu'à l'avenir ce chapitre perde son caractère de modicité et prenne toute l'ampleur qui paraît désirable.

Une autre innovation, à la fois plus modeste et moins attendue, est la création d'un service financier au sein du Conseil d'Etat, pour répondre aux conditions nouvelles de fonctionnement.

Vous savez, en effet, que des décrets récents ont quelque peu modifié les règles intérieures de cette haute juridiction, tendant à améliorer son organisation de travail et à freiner ce que j'appellerai la vie un peu vagabonde de certains de ses membres qui, en effet, occupaient avec honneur et succès des postes très souvent assez éloignés du contentieux administratif.

Mais, même compte tenu de cette réforme, il ne m'est pas apparu évident qu'il fût nécessaire de créer ce service financier. Je n'en aurais d'ailleurs pas parlé, parce qu'il ne s'agit que d'un seul agent, s'il ne m'avait été précisé que, dans l'esprit de certains, cette création d'un service financier était une première étape qui devait conduire à l'autonomie financière du Conseil d'Etat.

N'ayant pas découvert les raisons justifiant cette demande d'autonomie financière, je me permets de vous alerter, monsieur le garde des sceaux, car, si satisfaction était donnée à cette juridiction, je ne vois pas pourquoi, demain, la Cour des comptes ou la Cour de cassation, puis je ne sais quel service, ne formuleraient pas semblable demande et, finalement, je crois que l'on pourrait constater qu'autonomie financière devient synonyme de désordre.

Puisque je viens de parler des conséquences des réformes du passé, je voudrais dire un mot de celles qui seront peut-être les réformes de demain, de celles dont on parle beaucoup depuis quelque temps et qui concernent les greffes, d'une part, la fusion des professions d'avocat et d'avoué, d'autre part.

Ces projets de réforme méritent études et débats et je souhaite qu'un prochain budget porte la trace des décisions qui pourront être prises à cet égard.

Indépendamment de cette vue d'avenir, je vous propose, mes chers collègues, d'adopter le projet de budget qui vous est présenté, car il traduit ou porte en germe la politique qui me paraît la plus opportune. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

M. le président. La parole est à M. Lavigne, rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, pour dix minutes. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

M. Jacques Lavigne, rapporteur pour avis. Monsieur le garde des sceaux, après l'exposé de M. Sabatier et compte tenu des renseignements qui figurent dans mon rapport écrit, mes observations seront très brèves, pour aboutir d'ailleurs à l'avis favorable donné à l'adoption du présent budget par la commission des lois constitutionnelles.

Sans doute, dans la présente conjoncture d'austérité financière, ce budget n'est-il pas traité plus sévèrement que celui des autres ministères. Mais il ne résout pas pour autant des problèmes déjà anciens dont certains sont en suspens depuis bientôt cinq ans. Je veux parler plus particulièrement, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la situation faite aux magistrats.

Comment tolérer en effet plus longtemps que cent soixante-seize anciens juges de paix en voie d'intégration piétinent aux portes du corps judiciaire, malgré différentes promesses gouvernementales ?

Comment admettre que les anciens juges de paix hors classe n'aient pas été encore rétablis dans une situation statutaire qui soit équitable et qui consacre l'équivalence de grade qui était la leur avant 1958 ?

Pourquoi faire encore obligation aux juges directeurs d'exercer pendant deux ans leurs fonctions pour pouvoir être nommés au premier grade ?

Pourquoi surtout, en matière d'avancement, ne pas tenir compte, ce qui est véritablement un comble, de l'ancienneté des juges de paix antérieurement à leur intégration ?

Pour quelles raisons, enfin, ne pas desserrer le goulot d'étranglement que l'on constate dans la carrière judiciaire, faute de création d'emplois, alors que par ailleurs nos cours et tribunaux sont surchargés de dossiers et que le justiciable doit attendre deux, trois ans, parfois même davantage, avant que justice soit définitivement rendue ?

Certes, la commission des lois constitutionnelles prend acte de la création budgétaire de quinze postes dont le nombre est pratiquement ramené à dix par suite de la suppression de cinq postes de juge d'instruction ordinaire. Mais tout cela est bien mince, pour ne pas dire dérisoire, par rapport aux besoins et en présence de tels faits comment, monsieur le garde des sceaux, ne pas se remémorer le mot tragiquement stupide du conventionnel qui, pour solliciter et obtenir la tête de Lavoisier, s'écriait à la tribune : « La France n'a pas besoin de savants ! » La pensée secrète de certains, aujourd'hui, ne serait-elle pas : la France n'a pas besoin de juges ?

En l'occurrence, monsieur le garde des sceaux, il ne s'agit ni de vous ni de vos collaborateurs et la commission des lois constitutionnelles connaît vos efforts pour remédier aux fâcheux errements que je viens une nouvelle fois de signaler à l'Assemblée.

Mais en est-il de même des services financiers de l'Etat ? Sans méconnaître les impératifs de l'équilibre budgétaire, mais face au sort inéquitable réservé aux magistrats de l'ordre judiciaire, on est en droit de se demander finalement s'il ne serait pas souhaitable que les services de la rue de Rivoli comportassent un peu moins de financiers et un plus d'hommes de cœur, un peu moins de règles à calculer et un peu plus d'êtres humains.

La commission des lois constitutionnelles a noté, en revanche, avec satisfaction que le nombre global des auditeurs de justice passerait de 165 en 1963 à 220 en 1964, les auditeurs français passant respectivement de 103 à 140.

Le Gouvernement a le devoir de ne pas laisser échapper cette chance de recrutement et de faciliter, pour en profiter pleinement, les perspectives d'avenir professionnel de ces jeunes magistrats.

Un effort budgétaire partiel porte aussi sur les services de l'administration pénitentiaire. Les mesures nouvelles portant création de quarante-sept postes, dont dix pour le personnel éducatif, sont heureuses. L'amélioration de nos établissements pénitentiaires, comprenant dans le programme d'équipement la construction de pavillons spéciaux destinés à séparer des autres les délinquants mineurs, n'a pas laissé insensible la commission des lois.

Celle-ci a pris acte, au demeurant, des déclarations de M. le garde des sceaux quant à l'amélioration prochaine du statut du personnel par un reclassement indiciaire à l'étude et une formation spécialisée, conditions d'un recrutement indispensable à la fois sur le plan quantitatif et sur le plan qualitatif.

Mais la suppression envisagée de 200 postes de surveillant auxiliaire est très regrettable, car cette mesure ne peut que nuire à la situation générale du personnel pénitentiaire déjà désavantagé, pour ne pas dire pénalisé, par rapport aux autres membres de la fonction publique.

L'effort budgétaire porte ensuite sur le service de l'éducation surveillée. La dramatique augmentation de la délinquance juvénile nécessite, il est vrai, des moyens d'action appropriés. La chancellerie a fort heureusement pris conscience de l'acuité du problème, et la création en 1964 de 199 postes, dont 108 au titre des éducateurs, porte témoignage de sa volonté d'action.

De plus, l'installation au sein de nombreux tribunaux pour enfants de centres de consultation et de rééducation ne peut être qu'encouragée.

Je ne saurais terminer ce rapport sans vous remercier, monsieur le garde des sceaux, des éclaircissements que vous avez bien voulu donner à la commission des lois lors de votre audition du 17 octobre, au cours de laquelle vous avez évoqué, à la demande de nombreux commissaires, les questions de l'amnistie, de la fusion des professions d'avocat et d'avoué, des différentes réformes législatives en préparation, de la fonctionnarisation des greffiers, toutes questions que vous ne manquerez pas de traiter devant l'Assemblée.

Sur ce dernier point, ai-je besoin d'appeler votre attention sur la grande misère de certains greffes d'instance ? Elle est assez connue pour que je n'aie pas besoin d'insister. Il serait souhaitable, parce que simplement équitable, de revoir très rapidement les tarifs d'émoluments des greffiers, dont certains n'ont pas été modifiés depuis 1958. (Applaudissements.)

Je conclurai, mesdames, messieurs, par une dernière observation.

Le général de Gaulle, Président de la République, a déclaré, à l'occasion de la rentrée solennelle de la Cour de cassation, que le Gouvernement se préoccupait de compléter la réforme judiciaire.

Cette nouvelle a réjoui unanimement les membres de la commission des lois. Mais ils ont regretté de ne pas trouver son prolongement dans le budget de la justice.

Il en est donc de la réforme judiciaire de 1958 comme de toutes les autres. Elle appelle pour l'heure la réflexion de Machiavel : « Il faut considérer qu'il n'est rien de plus difficile à mener à bonne fin, dont la réussite soit plus incertaine et qui soit plus difficile à mettre en œuvre que l'instauration d'un ordre nouveau. Car le réformateur trouve des ennemis en la personne de tous ceux qui profitent de l'ordre ancien et de bien tièdes défenseurs en la personne de tous ceux qui profiteraient de l'ordre nouveau ».

Il ne tient qu'à vous, monsieur le garde des sceaux, de paralyser une telle pétition de principe et de faire admettre par tous la réforme de 1958 après l'avoir remaniée, aménagée, assouplie s'il le faut.

Alors, mais alors seulement, Horace vous dictera sa formule audacieuse : *Exegi monumentum aere perennius*, soit en d'autres termes : « J'ai achevé un monument plus durable que l'airain ». (Sourires et applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Rémy Montagne, premier orateur inscrit.

M. Rémy Montagne. Mesdames, messieurs, c'est sur le fonctionnement des juridictions administratives, sur leur cohésion, leur indépendance, que je souhaite, pendant quelques brefs instants, retenir votre attention.

Monsieur le garde des sceaux, une des conquêtes les plus remarquables du droit a consisté à soumettre les actes du Gouvernement et de ses agents à un contrôle de légalité exercé par un juge indépendant. De ce point de vue, la souveraine autorité du Conseil d'Etat est une incontestable réussite.

Mais, dans l'esprit de la majorité des juristes, ce n'était là qu'une étape. Il reste beaucoup à faire, en effet, pour que notre système juridictionnel, avec ses deux ordres, le judiciaire et l'administratif, donne une impression de cohésion et d'harmonie. Il reste à résorber la trop grande complexité des règles de compétence, la diversité d'appréciation de matières voisines, selon qu'elles relèvent d'une compétence ou de l'autre, et même l'hétérogénéité des dispositions légales applicables à un fait analogue selon que son éclairage le fait relever de l'une ou de l'autre juridiction.

Vous-même, monsieur le garde des sceaux, ne vous êtes-vous pas plaint, devant l'assemblée générale du Conseil d'Etat, il y a quelques mois à peine, qu'il résultait de la dualité de juridiction trop de subtilités, dans un partage de compétence toujours litigieux, subtilités que le justiciable renonçait à comprendre ?

Or, à nos yeux, l'harmonisation du droit et une impression de plus grande sécurité pour les justiciables appellent une réelle coordination des deux ordres de juridiction. En revanche, tout ce qui tend à éloigner, à couper même l'ordre judiciaire des juridictions administratives contribue à ruiner l'espoir qu'avaient ces mêmes justiciables de plus de cohésion dans l'administration de la justice.

Aussi, monsieur le garde des sceaux, tout en louant les efforts que vous accomplissez dans certains domaines, je veux appeler votre attention sur deux graves erreurs, deux fautes dirais-je volontiers, commises l'une par action, l'autre par omission, sur le plan de l'administration de la justice en France.

La faute par action, ce sont vos décrets du 30 juillet dernier. Quels qu'aient pu être les objectifs poursuivis — beaucoup étaient acceptables, certains même excellents — quelle qu'ait pu être la qualité de la plupart des textes adoptés, je ne pense pas qu'on puisse accepter, pour le présent ni pour l'avenir, que de simples décrets règlent l'organisation et le fonctionnement du Conseil d'Etat, ainsi que sa compétence.

Si vous pensez que l'article 37 de la Constitution, dans sa rédaction actuelle, vous donnait ce droit, c'est qu'il se confirme qu'il faudra l'amender. Il n'est pas acceptable selon moi, qu'un gouvernement, quel qu'il soit, puisse modifier des textes qui sont la garantie de l'indépendance des juges et donc, finalement, des citoyens. La loi doit rester la seule autorité unifiante de notre droit et de nos juridictions.

D'ailleurs, les conséquences de cette faute par action ne pourront que s'aggraver du fait d'un immobilisme total en ce qui concerne la place, dans l'ensemble juridictionnel, des juridictions administratives du premier degré : les tribunaux administratifs.

Lorsqu'en 1953 la compétence des tribunaux administratifs a été considérablement étendue, beaucoup de juristes ont pensé que l'évolution souhaitée depuis longtemps se dessinait enfin et qu'apparaissait ainsi le premier degré normal d'un ordre juridictionnel administratif complet. Mais cela ne pouvait devenir une réalité qu'à partir du jour où, du haut en bas de la hiérarchie, les magistrats de l'ordre administratif appartendraient à la même maison, s'informerait aux mêmes sources, relèveraient des mêmes autorités, bref participeraient du même état d'esprit.

Vous vous souvenez très certainement que, lors des débats parlementaires de mars 1953, on toucha presque au but puisque fut adopté un texte qui disait: « Les présidents et les membres des tribunaux administratifs sont nommés par décret pris sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, et contresigné par le ministre de l'intérieur ».

Ce contreseing était, de toute évidence, une concession au passé. Vous savez que le ministre de l'intérieur n'a jamais voulu admettre semblable évolution et que, invoquant le décret du 30 septembre 1953, M. le ministre de l'intérieur continue à veiller jalousement au recrutement et à l'avancement des membres des tribunaux administratifs.

C'est ainsi que j'ai pu indiquer, à une autre occasion, qu'au 1^{er} janvier 1961 vingt et un des vingt-huit présidents des tribunaux administratifs étaient issus de l'administration centrale du ministère de l'intérieur, du corps préfectoral ou du personnel des préfectures.

Pour vous persuader que je ne cherche pas en cet instant une mauvaise querelle à quiconque, il me suffira d'examiner les conséquences de cet état de fait. Je citerai seulement deux textes, courts mais irrécusables.

Le premier est extrait d'une revue fort sérieuse, la *Revue mensuelle de droit administratif* publiée par l'*Actualité juridique*. Dans son dernier numéro, celui d'octobre, page 539, sous la signature, monsieur le garde des sceaux, d'un de vos collègues, professeur à la faculté de droit de Strasbourg, on peut, en effet, lire ce qui suit :

« L'euphorie de 1953 est bien passée. Après une période d'observation, les administrations ont, s'il faut en croire certains praticiens, manifesté à l'égard du juge administratif de première instance un certain manque de déférence.

« Le résultat pratique est simple : devant la mauvaise volonté des administrations et l'incapacité du juge d'obtenir d'elles le respect des délais, il arrive, d'après les mêmes praticiens, que des plaideurs soient acculés au désistement et préfèrent un arrangement avec l'administration, à ses conditions, plutôt que de poursuivre un procès sans fin et, de toute manière, aléatoire... »

C'est sans doute par courtoisie, monsieur le garde des sceaux, qu'on qualifie d'aléatoires les résultats de ces procès administratifs ! Car ils ne le sont pas partout.

Pour le montrer, je veux citer mon second texte. Il est du ministre des finances qui, en réponse à une question écrite, a révélé que, pendant deux années entières, la proportion des jugements favorables à l'administration rendus en matière fiscale par un certain tribunal administratif avait été de 99 p. 100, soit, sur 347 causes, trois affaires où les contribuables ont obtenu partiellement gain de cause et 344 affaires où ils ont été déboutés.

Je ne veux et ne puis allonger cette intervention, mais je suis à votre entière disposition, monsieur le garde des sceaux, pour vous faire part d'un certain nombre de faits précis qui démontrent amplement qu'il y a urgence à assurer, sous votre tutelle, l'indépendance nécessaire des membres des tribunaux administratifs.

Il suffit d'ailleurs de prendre connaissance des modifications qu'on envisage actuellement d'apporter au statut des membres des tribunaux administratifs pour constater qu'elles ne donnent, en réalité, aucune garantie réelle d'indépendance.

Je vous demande avec une insistante déférence, monsieur le garde des sceaux, de vous souvenir qu'aux yeux de tous les hommes respectueux de la justice vous avez vocation d'assurer en tous domaines l'indépendance de tous les juges. (*Applaudissements sur les bancs du centre démocratique.*)

M. le président. La parole est à M. Delachenal. (*Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants.*)

M. Jean Delachenal. Mes chers collègues, le budget de la justice représente 0,65 p. 100 du budget général. Si l'on devait apprécier l'importance d'un budget au volume des milliards mis à sa disposition, on serait obligé de conclure que le budget de la justice représente peu de chose dans la nation.

Heureusement, c'est la qualité des magistrats et des auxiliaires de justice qui assure l'indépendance du pouvoir judiciaire, et non les sommes inscrites au budget. Nous ne pouvons donc que rendre hommage à ceux qui ont charge de dire le droit dans notre pays.

Nous devons toutefois nous intéresser à la situation des magistrats et évoquer certains maux qui règnent parmi eux.

Ils se plaignent notamment que l'on ne tienne pas compte, pour leur avancement, de leur ancienneté d'inscription sur la liste d'aptitude ou au tableau d'avancement.

C'est ainsi que des magistrats nouvellement inscrits ont obtenu des postes convoités alors que d'autres, ayant une inscription plus ancienne au tableau, attendent toujours une promotion. Il y a là une difficulté à laquelle il faudrait remédier, car le magistrat ainsi défavorisé peut nourrir une rancœur préjudiciable à l'administration d'une bonne justice.

D'autre part, l'avancement n'est pas assez rapide. Les magistrats du second grade attendent trop longtemps une nomination qui ne vient pas, faute de place disponible. L'assimilation des chefs de tribunaux à des conseillers permettrait de dégager des postes et compenserait ainsi, en partie, le déséquilibre numérique entre les deux classes.

Quant aux juges de paix, nombreux sont ceux qui attendent encore leur intégration dans le corps judiciaire. Le nécessaire devrait être fait au prochain budget pour que soit réglée cette pénible situation.

Je n'aborderai pas le problème de la fusion avocat-avoué. Vous nous avez dit en commission, monsieur le garde des sceaux, qu'il était beaucoup trop explosif et qu'il resterait à l'étude encore pendant quelque temps. Espérons avec vous que le temps apaisera les passions et qu'alors, dans la sérénité retrouvée, une conciliation sera possible afin d'adapter les deux professions aux exigences du monde moderne.

Les greffiers, autres auxiliaires de la justice, désirent qu'on ne les oublie pas. La réforme de leur profession, à l'étude depuis mars 1963, devrait être accélérée, en même temps que leur tarification mériterait d'être actualisée, sans que pour autant, bien entendu, soit mis en cause le plan de stabilisation du Gouvernement.

La situation du personnel de l'administration pénitentiaire est digne d'intérêt. La tâche qui lui incombe est délicate et ingrate. La diversité des catégories de détenus, les sujétions de la profession devraient permettre à ces agents d'obtenir des indices de traitements correspondant aux difficultés de leur métier. Il est urgent que des mesures soient prises en vue de satisfaire les vœux exprimés par leurs organisations professionnelles.

Quelques collègues se sont émus de l'intention prônée au Gouvernement de supprimer certains tribunaux d'instance. J'espère, monsieur le ministre, que vous pourrez nous donner quelques précisions sur ce point.

Enfin, je voudrais, au nom du groupe des républicains indépendants, demander quelle est la position du Gouvernement sur l'amnistie.

Notre groupe a déposé une proposition de loi à ce sujet. Nous souhaiterions que le Gouvernement en acceptât la discussion et le vote par le Parlement.

M. Paul Coste-Floret. Très bien !

M. Jean Delachenal. Il s'agit là de faire un geste d'apaisement et de justice.

D'apaisement d'abord : au lendemain des douloureux événements que nous avons connus et qui ont divisé les Français, toute mesure susceptible de les rapprocher apparaît souhaitable. C'est faire preuve de force et non de faiblesse que de pardonner et de permettre à ceux qui ont pu, à un moment donné, s'insurger contre l'autorité d'être réintégrés dans la vie nationale.

Mesure de justice ensuite puisque, en vertu des décrets du 22 mars 1962 et de l'ordonnance du 14 avril 1962, bénéficient de l'amnistie tous les auteurs d'infractions commises avant le 20 mars 1962 en vue de participer ou d'apporter une aide directe ou indirecte à l'insurrection algérienne.

La justice, qui veut l'égalité de tous devant la loi, exige que l'oubli des crimes dont bénéficient les auteurs d'attentats contre les Français d'Algérie s'applique aussi à ceux qui ont pu commettre des crimes ou des délits pour une idée à laquelle ils ont cru, même s'ils ont eu tort d'y croire.

Les crimes de l'O. A. S. sont aussi répréhensibles que ceux du F. L. N. L'amnistie accordée à celui-ci doit pouvoir bénéficier à celle-là.

Dans son rapport voté sans opposition par la commission des lois, au mois de juillet 1962, M. André Marie faisant la synthèse de toutes les propositions de loi d'amnistie déposées par les différents groupes, s'exprimait ainsi :

« Les nations se conduisent davantage par la justice que par la vengeance, par l'amour bien plus que par la haine. Si dans toute l'histoire du droit pénal le législateur s'est parfois repenti de n'avoir point amnistié, il n'a jamais, à notre connaissance, regretté d'avoir largement ouvert la voie du pardon. »

Certes, nous n'oublions pas les victimes des crimes commis par l'O. A. S. et le F. L. N. Le Parlement a fait son devoir en votant le projet du Gouvernement sur leur indemnisation. Mais il reste maintenant à poursuivre cette œuvre, à réconcilier les Français et à montrer, comme Gambetta le déclarait le 22 juin 1880 en demandant l'amnistie pour ceux qui avaient participé au soulèvement de la Commune, que « malgré les contradictions et les désaccords il n'y a qu'une France et qu'une République et que celle-ci ne peut qu'être généreuse. » (*Applaudissements sur les bancs des républicains indépendants et du centre démocratique.*)

M. le président. La parole est à M. Dejean, pour dix minutes. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. René Dejean. Mesdames, messieurs, la limitation du temps de parole me permet seulement d'évoquer la déclaration faite par M. le Président de la République à la rentrée solennelle de la cour de cassation, déclaration selon laquelle le Gouvernement se préoccupe de compléter la réforme judiciaire de 1958.

L'appréciation des résultats de cette réforme et des compléments envisagés mérite un débat spécial. Je souhaiterais ce soir obtenir du Gouvernement l'engagement d'accepter ce débat devant l'Assemblée nationale au cours d'une des sessions de 1964.

A propos du budget, je précise la position de mes amis socialistes sur quelques problèmes actuels.

D'abord, nous constatons avec satisfaction la prise en charge par l'Etat de l'équipement des bâtiments judiciaires dont les collectivités locales sont propriétaires. C'est un retour à la logique. La justice est un service national que les collectivités locales ne contrôlent en aucune manière et dont le financement doit être assuré par le seul budget de l'Etat, ce qui implique la prise en charge par l'Etat des locaux où les tribunaux sont installés.

Pour 1964, les propositions du Gouvernement ne vont pas au-delà d'une subvention qui atteindra au maximum 20 p. 100 des dépenses, puisqu'il n'engage que 200.000 francs de crédits sur une autorisation de programme de 2 millions. Pour la première année, je ne puis dire point sur l'insuffisance évidente de ces crédits qui permettent de financer seulement neuf opérations prioritaires, mais j'attire votre attention, monsieur le garde des sceaux, sur la nécessité d'un effort ultérieur plus important si vous voulez bien considérer l'état de vétusté de la plupart des locaux judiciaires et le souci qu'auront les collectivités locales de n'engager désormais des travaux d'équipement qu'une fois reçue l'assurance de la participation de l'Etat.

Sur un autre plan, j'enregistre qu'après les études poursuivies pendant plusieurs années le Gouvernement a conscience de la gravité et de la complexité des problèmes qui mettent en jeu l'avenir des auxiliaires de la justice : fusion des professions d'avocat et d'avoué et fonctionnarisation des greffes.

Les déclarations faites par M. le garde des sceaux à la commission des lois constitutionnelles nous apprennent que la situation des greffiers d'instance va être soumise à l'examen d'une commission spéciale et que le Gouvernement, dans l'état actuel des choses, ne pense pas pouvoir opérer par voie d'autorité cette fusion des professions d'avocat et d'avoué, ce qui constituerait une véritable révolution dans la procédure civile.

Il faut toutefois considérer le préjudice que l'incertitude de leur destin cause aux officiers titulaires de charges qui, sous la menace de la fonctionnarisation pour les uns, de la disparition pour les autres, voient s'avilir le prix des offices qu'ils ont acquis. Tout au moins serait-il indispensable, dans l'immédiat, d'ajuster des tarifs qui n'ont pas été modifiés depuis 1958 et qui n'ont plus aucun rapport avec le niveau des prix de 1963, que ces prix soient ou non stabilisés.

Il serait également question d'intégrer les juges d'instance aux tribunaux départementaux et, éventuellement, de supprimer pour eux l'obligation de résider au siège des tribunaux d'instance en les rassemblant au chef-lieu du département. Ce projet suscite notre inquiétude. S'il ne s'agissait que d'assurer un meilleur emploi des magistrats, nous l'approuverions, mais en modifiant l'obligation à résidence, on dévoile un dessein d'une autre portée. Le jour où tous les magistrats résideraient en collège au chef-lieu du département, où l'audience du tribunal d'instance ne serait plus qu'une audience foraine, un pas important serait fait vers la suppression pure et simple des tribunaux d'arrondissement, car très vite on parlerait d'éviter aux magistrats et auxiliaires de justice des pertes de temps et des déplacements coûteux, et ainsi le vide judiciaire, amorcé par la suppression des justices de paix de canton, s'étendrait plus largement sur la France.

Je ne suis pas d'accord, car on n'aboutirait ainsi qu'à éloigner davantage la justice du justiciable et à hâter l'asphyxie des petites villes de province, sans autre justification que le souci de convenances personnelles ou la recherche de quelques compressions budgétaires.

S'il est exact que de nombreux juges d'instance sont peu occupés et qu'au contraire certains tribunaux de grande instance sont surchargés de besogne, pourquoi ne pas rechercher entre ces deux ordres de juridiction une meilleure répartition des compétences ? Les textes qui régissent la matière ne sont pas, que je sache, intangibles, et notre souci est d'améliorer le fonctionnement de la justice et de faciliter à tous nos concitoyens la défense de leurs droits.

Cela m'amène à parler de l'assistance judiciaire.

D'après les derniers renseignements qui m'ont été fournis, le nombre des demandes d'assistance judiciaire admises pour l'année 1960-1961 s'élevait à 27.679 en première instance, à 2.905 en cause d'appel et à 287 devant le bureau de la Cour de cassation.

Nous aurions intérêt à savoir quel est, dans le régime actuel, où l'assisté n'est que provisoirement dispensé du paiement des frais et honoraires, le montant des sommes récupérées par l'Etat et la charge exacte que représente l'assistance judiciaire pour le budget. Car l'heure est sans doute venue de réformer un système datant en partie du XIX^e siècle et dont vous avez bien voulu reconnaître, monsieur le garde des sceaux, qu'il est archaïque et, j'ajoute, inadapté à l'économie de notre temps. Lors de la discussion budgétaire de 1963, vous avez précisé qu'une commission désignée par vos soins achevait son enquête et était à la veille de vous en faire rapport. Je souhaite que la publication de ses conclusions ne soit pas davantage retardée.

Abordant les problèmes pénitentiaires, je souligne celui de l'enfance délinquante dont les chiffres sont en progression redoutable : 16.000 délinquants mineurs en 1957, 27.000 en 1960, 36.000 en 1962.

Pour nous permettre l'appréciation des crédits qui nous sont soumis, je vous saurais gré, monsieur le ministre, de préciser quel est le prix de revient du placement d'un mineur au titre de l'éducation surveillée, et combien de délinquants mineurs peuvent être accueillis cette année dans les établissements de placement. Nous craignons, en effet, que, malgré leur augmentation au titre de la tranche 1964, ces crédits ne demeurent insuffisants et que les prévisions du plan d'équipement de l'éducation surveillée ne soient elles-mêmes dépassées par la montée de la délinquance juvénile.

Nos observations des années précédentes sur l'organisation des services pénitentiaires gardent leur intérêt. Nous voyons se développer une révolution fonctionnelle qui transforme peu à peu la structure de ces services au moment où les prisons se garnissent de délinquants jeunes qu'il s'agit moins de garder en geôle que de rééduquer.

Cette modification des structures amènera, je l'espère, une refonte du statut du personnel pénitentiaire. Mais, en attendant ce statut futur dont je souhaite qu'il reclasse la fonction pénitentiaire en considération des qualités qu'elle exige et des sujétions qu'elle impose, le problème immédiat est d'appliquer le statut de 1958.

Nous savons qu'en contrepartie de dispositions restrictives telles que l'interdiction du droit de grève et de règles exceptionnelles de discipline et de notation, il aurait dû assurer aux agents une amélioration indicière, indemnitaire et fonctionnelle. Or les intéressés se plaignent encore du retard de leur classement indicière par rapport aux catégories correspondantes de la fonction publique, du paiement insuffisant des heures supplémentaires, des primes de nuit dérisoires allouées au taux global de 2,50 pour un service assuré de vingt et une heures à six heures du matin, et de l'impossibilité où sont beaucoup d'entre eux de prendre leur repos hebdomadaire, en raison de l'encombrement des prisons et de l'insuffisance du recrutement. On m'a dit que certains gardiens n'avaient pas eu, dans les six derniers mois, un seul jour de repos, et cela après avoir affronté, avec un dévouement auquel je rends une fois de plus hommage, les dures épreuves que les répercussions de la guerre d'Algérie ont imposées à l'ensemble du personnel pénitentiaire.

En terminant et après l'orateur précédent, j'évoque les propositions de loi déposées par nos collègues sur l'amnistic des faits en relation avec les événements d'Algérie.

J'en parle à l'occasion du budget de la justice, non pour traiter le fond du problème mais parce qu'il dépend du seul Gouvernement, pratiquement maître de notre ordre du jour, que l'examen de ces propositions soit utilement entrepris.

M. Paul Coste-Floret. Très bien !

M. René Dejean. L'opposition socialiste n'a pas ménagé son appui au pouvoir dans la lutte contre toutes les forces de subversion, car le maintien de l'ordre et le respect de la légalité sont une nécessité d'Etat. Mais la répression ne constitue, à nos yeux, qu'une étape première et indispensable. Dès qu'elle a conjuré le danger, il faut refaire l'unité de la nation (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du centre démocratique et du rassemblement démocratique) en réintégrant dans la communauté des citoyens les éléments qui sont récupérables.

Cela aussi, c'est une nécessité d'Etat. Elle a inspiré les républicains qui proclamèrent l'amnistic au lendemain de toutes les crises graves que la République a surmontées. A leur exemple, les groupes socialistes de l'Assemblée et du Sénat ont déposé des propositions de loi. Ils demandent au Gouvernement d'en favoriser la discussion dans les meilleurs délais. (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

M. le président. La parole est à M. de Grailly, pour huit minutes. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. Michel de Grailly. Monsieur le garde des sceaux, l'une des premières réformes accomplies par la V^e République a été, en décembre 1958, celle de l'organisation judiciaire. Ainsi était reconnue la place éminente des institutions judiciaires dans l'Etat.

C'est ce que constate aujourd'hui encore M. le rapporteur spécial de la commission des finances lorsqu'il observe que « sur la justice repose le bon équilibre moral d'un pays ».

Les discussions qui avaient précédé, l'année dernière, le vote du budget de la justice, certaines observations formulées aujourd'hui par les deux rapporteurs et, il y a un instant, par M. Dejean, les questions qui vous ont été posées, monsieur le ministre, à la commission des lois constitutionnelles et auxquelles vous avez bien voulu répondre, montrent que cette réforme est encore incomplète.

C'est donc fort opportunément que M. le rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles a pu, dans la conclusion de son rapport écrit, rappeler les paroles prononcées tout récemment par la plus haute autorité de la République.

Pour mesurer à la fois ce qui a été fait et ce qui reste à faire en matière judiciaire, il faut garder présente à l'esprit la raison d'être de ces réformes. S'il a paru nécessaire, il y a cinq ans, de réorganiser les institutions judiciaires, ce n'est pas que le système précédemment en vigueur fût mauvais en lui-même. Bien au contraire, nos institutions ont pu au XIX^e siècle, être citées en exemple ou même servir de modèle. Encore faut-il remarquer que certaines d'entre elles n'étaient que l'adaptation d'institutions plus anciennes encore à l'ordre politique issu de la Révolution. Mais ces institutions avaient été conçues et édifiées en considération d'une situation démographique et économique et d'un ordre social dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne sont plus ceux de la seconde moitié du XX^e siècle.

D'autre part, les apports successifs faits à la procédure soit par l'institution de juridictions nouvelles, soit par la modification des compétences respectives des juridictions existantes ou créées, avaient introduit dans notre système de plus en plus inadapté un élément d'incohérence.

Bref, en ce qui concerne l'organisation et la compétence des différentes juridictions, la réforme de 1958 ne peut qu'être approuvée et dans son esprit et dans l'essentiel de ses dispositions, encore que, sur les attributions respectives des juridictions dites de droit commun et des juridictions dites d'exception, comme peut-être sur le principe même de l'existence de ces dernières, on puisse imaginer des solutions différentes.

Mais quelles que soient ces solutions, la réforme des institutions judiciaires ne sera vraiment complète que si elle comporte non seulement celle des tribunaux, mais aussi celle des professions judiciaires, j'ai nommé ceux que l'on appelle très justement les auxiliaires de la justice.

Ce qui est vrai pour les institutions, à savoir la nécessité de les adapter aux réalités démographiques, économiques et sociales, l'est plus encore des professions judiciaires dont l'organisation actuelle repose, à la base, sur des structures dépassées et résulte, dans la réalité présente, d'une évolution désordonnée.

Sur un certain nombre de réalités, toute discussion me paraît exclue : l'extension de la matière juridique par rapport à la matière proprement judiciaire ; le démembrement du tribunal civil au profit des juridictions d'exception — encore que je ne pense pas que ce soit dans cette voie que l'on doit envisager de poursuivre les réformes ; je pense même très exactement le contraire, mais je constate — enfin l'évolution des professions elles-mêmes, dont il n'est pas permis de soutenir sérieusement que leurs tâches actuelles soient celles qui devaient leur être respectivement dévolues dans l'esprit du législateur au début du XIX^e siècle.

Lors de la précédente session, plusieurs membres de la commission des lois constitutionnelles vous avaient fait part, monsieur le ministre, des préoccupations de certains officiers ministériels en présence des rumeurs concernant une éventuelle réforme de leur statut. Ces préoccupations concernaient des intérêts professionnels, certes légitimes, et c'est sans doute à ces intérêts que vous avez pensé lorsque vous avez répondu que vous entendiez prendre une décision rapide.

Une telle décision ne saurait être inspirée par la considération d'intérêts professionnels particuliers, aussi légitimes soient-ils. D'ailleurs, ce ne sont pas des intérêts particuliers qui peuvent pousser à cette réforme. Je pense, au contraire, qu'en la matière la réflexion de Machiavel citée par M. le rapporteur de la commission des lois pourrait trouver ici son illustration la plus frappante. Il semble bien que ceux qui, selon Machiavel, croient profiter de l'ordre ancien soient encore les plus nombreux.

Il est donc exclu, monsieur le ministre, que vous puissiez prendre une décision quelconque qui pourrait apparaître comme un arbitrage dans un conflit entre deux catégories professionnelles d'auxiliaires de la justice.

Le fondement de votre décision doit être et doit être seulement cette considération que le système actuel n'est justifié ni par la tradition historique véritable, ni par une bonne technique judiciaire, ni par l'intérêt du justiciable.

Je ne pense pas que ce débat budgétaire constitue l'occasion de développer ces trois points. D'ailleurs je ne pourrais pas matériellement le faire dans le temps qui m'est imparti et que M. le président m'a rappelé il y a un instant. Je veux simplement insister sur le fait que seules ces considérations d'intérêt général, les mêmes qui ont guidé le réformateur de 1958, doivent aujourd'hui vous inspirer.

J'admets qu'il n'est pas possible de prendre sur ce sujet des décisions précipitées. Mais ce que je voudrais entendre de votre bouche, monsieur le ministre, c'est une assurance formelle sur la prise en considération immédiate du principe de la réforme, sans aucun préjugé quant à son contenu, et aussi sur l'urgence de cette réforme.

Je pense ici à l'application prochaine des clauses du traité de Rome relatives au libre établissement des membres des professions libérales dans les Etats de la Communauté européenne. Or la législation de chacun de ces Etats diffère essentiellement de la nôtre. Et j'observe seulement, sans porter aucun jugement de valeur, que les systèmes en vigueur dans ces Etats sont plus récents que les nôtres, donc nécessairement mieux adaptés aux réalités du présent.

Vous ne pouvez pas, monsieur le garde des sceaux, ignorer cet aspect du problème. La décision, en définitive, vous appartient, appartient au Gouvernement en vertu du pouvoir réglementaire que vous donne la Constitution. Et le sujet est suffisamment important pour que vous vous attachiez à la recherche de sa solution. C'est une tâche digne de votre fonction.

Il n'est pas douteux que toute réforme en la matière comportera des incidences budgétaires dont il ne faudrait d'ailleurs pas exagérer l'importance pour les considérer comme un obstacle insurmontable. Quoi qu'il en soit, l'Assemblée nationale prendra alors ses responsabilités.

Mais je suis convaincu, monsieur le ministre, que vous saurez d'abord prendre les vôtres dans l'intérêt général du service public de la justice. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. Houel, pour cinq minutes.

M. Marcel Houel. Le budget de la justice — on pourrait y voir très justement un symbole — est le plus petit des budgets, on l'a rappelé, puisqu'il ne représente que 0,65 p. 100 des dépenses totales de l'Etat. Cette remarque déjà faite l'an dernier, où le budget représentait 0,60 p. 100 de l'ensemble, est toujours valable.

Il n'est pas inutile de rapprocher deux chiffres, celui de la justice avec 562 millions de francs et celui des crédits militaires officiellement avoués comme tels : 19.877 millions de francs, soit près de quarante fois plus !

Le groupe communiste avait présenté l'an dernier plusieurs observations sur le budget de la justice. Je ne peux malheureusement les reprendre intégralement aujourd'hui, aucune solution positive n'ayant été apportée aux problèmes évoqués par nous.

La réforme de 1958, qui a éloigné les juridictions des justiciables, continue d'avoir des effets néfastes et onéreux pour les simples gens, et notamment les ruraux, qui ont à recourir au prétoire : tribunaux d'instance surchargés, tribunaux de grande instance souvent très éloignés, recours contre les décisions des conseils de prud'hommes confiés à l'examen des cours d'appel, tout concourt à rendre plus étranger l'appareil de la justice pour le plaideur occasionnel.

La conciliation exercée jadis par les juges de paix devient une banale et payante opération de délivrance du permis de citer. Le contrôle indirect de l'opinion publique locale s'estompe. Les tribunaux sont concentrés sous le regard des préfets dont les pouvoirs sont sans cesse étendus.

Les auxiliaires de justice, nombreux eux aussi à avoir été touchés par la réforme, n'ont pu encore obtenir un règlement satisfaisant de leur situation malgré les promesses officielles formelles et souvent répétées.

Les reclassements demandés à juste titre par les magistrats — notamment ceux de la Seine — n'ont pas été opérés ou demeurent très insuffisants. Les promesses faites par M. le garde des sceaux l'an dernier de « proposer des mesures adéquates en ce domaine » ne sont pas tenues.

Le centre national d'études de la formation des jeunes magistrats et du recrutement des magistrats n'a pas encore été créé et il est à donner à ceux-ci des spécialisations et un statut, en dernière

analyse, ne peuvent que les rendre moins sensibles aux préoccupations du peuple au nom duquel ils demeureront censés rendre leurs décisions.

M. le garde des sceaux avait annoncé l'an dernier comme imminente une réforme de l'assistance judiciaire allant dans le sens d'un élargissement des conditions d'obtention. Il ne restait plus à la commission d'enquête compétente que de recevoir un rapport sur l'assistance judiciaire devant les tribunaux administratifs.

Or la réforme n'a toujours pas franchi le stade des commissions d'étude. Nous sommes toujours fondés à demander, en outre, en ce qui concerne les frais de justice, l'enregistrement en débet jusqu'à un certain taux de la demande, la transformation de l'assistance judiciaire en un moyen efficace de démocratisation de la justice.

Nous pensons à cet égard que le vœu du plus grand nombre des jeunes parmi les auxiliaires de la justice le plus souvent sollicités pour les tâches d'assistance judiciaire et les commissions d'office est de voir s'instituer un système inspiré de la loi de 1892 sur l'assistance médicale et comportant une rémunération à la charge de la collectivité. C'est une condition réaliste de la qualité du service rendu quel que soit le dévouement des intéressés, et qui n'est pas susceptible de porter atteinte à leur indépendance.

Pour en terminer sur ce point, je prends acte à nouveau, monsieur le garde des sceaux, de votre engagement de 1962 selon lequel une éventuelle fusion des professions d'avoué et d'avocat n'aurait pas lieu par voie d'autorité. Le Parlement devrait en délibérer.

Le nombre de détenus de droit commun s'accroît, spécialement pour la délinquance juvénile. La prévention de la délinquance est donc en échec et l'orientation de la politique générale du Gouvernement depuis 1958, notamment en matière sociale et scolaire, ne rend pas étonnante cette constatation. Nous avons dit l'an dernier qu'il fallait voir là un résultat marginal de la politique du Gouvernement à l'égard de la jeunesse et un baromètre de la santé du régime. Nous pouvons malheureusement maintenir cette appréciation aujourd'hui.

M. le garde des sceaux avait manifesté l'an dernier ses préoccupations quant à la situation du personnel pénitentiaire. Force est de constater que celle-ci ne s'est pas améliorée. Les revendications les plus urgentes du personnel pénitentiaire sont communes à toutes leurs organisations syndicales, groupées dans un comité qui comprend le syndicat national des cadres, les syndicats C. G. T., C. F. T. C., F. O., autonome et le syndicat des éducateurs-F. E. N.

Le personnel pénitentiaire demande la parité avec les fonctionnaires de police, tant en ce qui concerne le classement indiciaire que les indemnités jusqu'au grade de surveillant principal. Il demande aussi l'abrogation du « statut spécial », l'application loyale et entière des lois sociales, la titularisation des auxiliaires. Ces mesures seules mettraient fin à la crise de recrutement que note le rapport de la commission des lois.

Ma dernière observation aura trait, brièvement, à l'indépendance de la justice et aux libertés. Mais je voudrais souligner auparavant la nécessité de réviser ou de compléter dans un sens libéral et démocratique plusieurs dispositions légales très importantes : législation sur l'adoption et législation sur les enfants naturels, d'une part, législation sur les aliénés, d'autre part, et, enfin, législation sur la relégation.

Sur le plan de l'indépendance de la justice et des libertés, je me borne à noter que le conseil supérieur de la magistrature a perdu la relative et formelle garantie d'indépendance que lui donnait l'élection de certains de ses membres par les magistrats.

Les juridictions d'exception se sont multipliées depuis 1958 et l'institution de la Cour de sûreté de l'Etat marque l'apogée de cette détestable pratique. Des pouvoirs nouveaux ont été conférés aux simples agents de police judiciaire et les pouvoirs judiciaires des préfets, agents d'exécution du Gouvernement, ont été élargis.

La loi du 15 janvier 1963 augmente les délais de garde à vue. Le principe que la liberté provisoire est la règle et la détention préventive l'exception est battu en brèche dans la pratique.

Les droits de la défense ont été diminués par l'ordonnance du 6 octobre 1960 et par la loi du 15 janvier 1963.

Dans un domaine voisin, le Conseil d'Etat, qui avait déplu au pouvoir, vient de faire l'objet d'une réforme de sa structure et de ses règles de fonctionnement qui en restreint l'indépendance au contentieux.

C'est donc un bilan très négatif qui est à imputer au régime gaulliste dans le domaine de la justice.

Un dernier mot sur l'amnistie.

Plus d'une année après la paix et l'indépendance de l'Algérie, il est grand temps d'amnistier, de faire sortir de prison tous les Français, jeunes pour la plupart, qui ont voulu passion-

nément cette paix et qui ont voulu aussi qu'un fossé ne sépare pas le peuple algérien et le peuple français après l'inéluctable indépendance.

M. Michel de Grailly. Vous ne disiez pas cela pendant votre campagne électorale.

M. Marcel Houel. Les communistes, exprimant le sentiment populaire, ont protesté et protestent contre de nombreuses décisions du pouvoir et de la juridiction chargée de juger les criminels de l'O. A. S. qui, trop souvent, font preuve de mansuétude, voire de complaisance, en faveur des éléments les plus responsables de l'organisation factieuse.

Cette attitude du pouvoir et de la juridiction d'exception illustre bien la persistance des liens noués au 13 mai, malgré les désaccords ultérieurs. La rigueur à l'égard des dirigeants factieux faciliterait l'amnistie de certains mineurs ayant commis des délits peu importants ou de certains majeurs, petits délinquants, qui ont été un temps trompés et entraînés par l'entreprise fasciste et criminelle de l'O. A. S., dirigée par des généraux, des officiers supérieurs en rupture de ban et des gros colons.

Le groupe communiste entend d'ailleurs déposer à bref délai une proposition de loi sur les problèmes d'ensemble posés par l'amnistie. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. André Fanton. Vous allez être en retard !

M. le président. La parole est à M. Charvet pour une minute.

M. Joseph Charvet. Je ferai preuve de bonne volonté monsieur le président ; mais vous conviendrez que ce laps de temps est bien court pour discuter d'une question budgétaire.

Monsieur le garde des sceaux, après plusieurs de mes collègues — notamment les rapporteurs — je désire vous poser les deux questions précises suivantes :

Le Gouvernement est-il, soit décidé à déposer un projet de loi sur l'amnistie, soit décidé à permettre l'inscription à l'ordre du jour du rapport sur les propositions d'origine parlementaire ?

En vous posant cette pressante question au nom du groupe du centre démocratique, je veux espérer que la réponse viendra, rapide et affirmative. Non pas, croyez-le bien, que mes amis et moi souhaitons voir rebondir un débat qui a trop souvent passionné la précédente Assemblée. Bien au contraire, c'est dans un souci d'apaisement et d'union que l'amnistie nous paraît opportune et nécessaire. C'est aussi dans un souci de justice. C'est enfin conforme à la Constitution.

Opportune et nécessaire, car nous ne pouvons pas oublier — et le Gouvernement ne peut pas ignorer — que la souffrance morale des hommes et des jeunes gens actuellement détenus dans les prisons et dans les camps est le prolongement de souffrances et de luttes intérieures profondes dont l'origine fut sincère.

Il ne s'agit pas d'excuser la rébellion ni les moyens condamnables voire criminels qu'elle a pu employer. Quand nous réclamons une loi d'amnistie, il s'agit d'amnistie raisonnable et raisonnée.

Nous la croyons nécessaire à l'union et à la concorde des Français. Ceux qui ont souffert et souffrent encore des sacrifices inéluctables, sans doute, que la France a dû consentir, trouveront dans une loi d'amnistie un geste bien nécessaire d'apaisement et de réconciliation, j'allais dire un geste d'accueil au sein de la mère-patrie.

Combien de barrières tomberaient, combien d'arguments de division deviendraient sans objet, combien d'oppositions se réduiraient et combien d'amitiés se renoueraient si le Parlement, légiférant rapidement sur ce point, proclamait l'amnistie !

C'est aussi une mesure de justice car il faut convenir que les responsabilités sont partagées.

Incontestablement, les hommes et les jeunes gens actuellement détenus ont cru de bonne foi à l'Algérie française. Les sacrifices que la France a consentis pendant des années pour cela les ont influencés fortement à l'heure douloureuse et poignante du choix entre l'obéissance et la rébellion.

M. André Fanton. Ce sont vos amis qui les ont encouragés !

M. Joseph Charvet. Enfin, la Constitution, en son article 34, est formelle quant à l'amnistie. Celle-ci relève incontestablement du domaine législatif. Il appartient donc au Parlement et au Gouvernement d'en décider loyalement.

C'est pourquoi, monsieur le garde des sceaux, je me permets de vous rappeler — on vous l'a indiqué tout à l'heure — que plusieurs groupes ont déposé des propositions de loi : nos collègues républicains indépendants, nos collègues socialistes et ceux du rassemblement démocratique ; même, le groupe communiste vient de nous apprendre qu'il allait, lui aussi, déposer une proposition de loi.

M. André Fanton. Quelle bonne compagnie !

M. André Lathière. Quelles références !

M. Joseph Charvet. C'est aussi le cas du groupe du centre démocratique, à l'initiative de MM. Plevin, Pflimlin et Coste-Floret...

M. le président. Je vous prie de conclure, monsieur Charvet. Posez votre deuxième question sans la développer et terminez ainsi votre intervention.

M. Joseph Charvet. La commission compétente en a été saisie et M. Capitant, son président, a été nommé rapporteur. Mes collègues et moi-même aimerions savoir où en est ce rapport et dans quel délai il nous sera distribué.

A seule fin de matérialiser notre volonté de conduire à son terme la discussion de ce grave problème, le centre démocratique dépose un amendement tendant à réduire de deux millions de francs les dotations prévues au titre III du budget de la justice, pour tenir compte des économies que seront réalisées du fait des mesures d'amnistie.

C'est pourquoi je vous demande en terminant, monsieur le garde des sceaux, avec déférence mais avec fermeté que l'étude de ces projets soit inscrite par priorité à l'ordre du jour de nos travaux. (Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants, du centre démocratique et du rassemblement démocratique.)

M. le président. La parole est à M. Hoguet, pour sept minutes.

M. Michel Hoguet. Monsieur le garde des sceaux, je ne reprendrai pas les observations très pertinentes contenues dans le rapport de mon excellent collègue Lavigne, sur les diverses questions qui avaient été soulevées par plusieurs d'entre nous à la commission des lois lors de votre audition, il y a quelques jours, à l'occasion de la discussion du budget de votre ministère.

Mais au cours des sept minutes qui m'ont été octroyées, je me bornerai, dans un but d'information, à vous poser quatre questions touchant, les deux premières, aux structures de trois professions judiciaires, celles d'avocat, d'avoué et de greffier d'instance, et les deux autres aux tribunaux d'instance.

La première a pour objet de vous demander la suite que vous-même et le Gouvernement avez décidé de donner à la fusion des professions d'avoué et d'avocat qui avait été suggérée il y a quelque trois ans par d'aucuns.

En effet, le 21 janvier dernier, à l'occasion des précédents débats sur le budget de votre ministère, répondant à l'inquiétude de nombreux titulaires d'offices d'avoué dont M. Coste-Floret s'était fait notamment l'écho, vous aviez déclaré d'une part : « Je conçois parfaitement que les membres des professions intéressées et en particulier les avoués, souhaitent connaître le résultat final des études entreprises. Je déclare ici que le Gouvernement n'a pas l'intention de procéder par voie d'autorité, ni d'agir par surprise. De toute manière, il ne fera rien avant d'avoir procédé à la consultation la plus large des organismes représentatifs des professions intéressées ».

Et vous ajoutiez : « Le Gouvernement désire que les incertitudes actuelles prennent fin et je promets à l'Assemblée qu'il aura pris parti sur cette affaire avant le début de l'été de 1963 ». Ce parti pouvant être le *statu quo*, prenez-vous soin de préciser.

L'été a été tardif, il est vrai, ce qui vous a entraîné tout naturellement à une prolongation du délibéré. Mais l'heure de la sentence n'a-t-elle pas maintenant sonné ? Et c'est là ce qu'espèrent ardemment de nombreux membres de ces deux professions qui ne partagent pas tous les sentiments de mon excellent collègue et ami M^r de Grailly. Je suis de ceux-là, mais le temps qui m'est imparti ne me permet pas, hélas ! d'exposer les raisons qui m'interdisent de souscrire à ce que l'on appelle la « fusion », terme recouvrant d'ailleurs des conceptions infiniment variées.

M. Paul Coste-Floret. Très bien !

M. Michel Hoguet. Ma deuxième question a trait au sort, combien précaire, des greffiers d'instance qui ont connu plus que tous les autres les pires vicissitudes depuis la réforme judiciaire de 1958-1959.

Alors qu'ils se débattaient devant de multiples problèmes matériels consécutifs, pour les uns, à la disparition de leur ancien tribunal de paix, pour les autres, au regroupement entraîné par l'institution du tribunal d'instance et au rachat de confrères des cantons, la menace foudroyante d'une suppression pure et simple par fonctionnarisation s'abatit sur eux lors du dépôt du projet de budget pour 1962. Par 458 voix contre 21, l'Assemblée se déclarait hostile à une telle mesure.

Mais les bruits les plus divers continuaient de circuler et surtout, le blocage des tarifs des honoraires de ces honorables auxiliaires de la justice les accablait peu à peu à l'asphyxie sinon à la ruine.

C'est alors qu'au cours d'entretiens avec la profession, sensible à ce problème humain et social, vous avez décidé, au printemps, de constituer une commission d'étude des problèmes touchant aux greffes d'instance, dont vous avez confié la présidence à un haut magistrat, commission dans laquelle

figureraient les représentants de l'union nationale des greffiers des tribunaux d'instance et de police ainsi que deux parlementaires.

Je vous demande de bien vouloir confirmer à leur intention que cette commission va dès à présent et sans désespérer entreprendre ses travaux pour les mener à leur terme avant la fin de l'année.

Cela est urgent, en effet, car leurs tarifs sont toujours ceux qui étaient en vigueur en 1958, basés sur le coût de la vie de 1956, aussi bien en matière civile qu'en matière pénale et en matière d'enquêtes d'accidents du travail-sécurité sociale. Et cependant je crois savoir que pour ces dernières, M. le ministre du travail a déjà donné depuis plusieurs mois un avis favorable au rajustement, lequel n'attend plus que votre accord et celui de votre chancellerie pour devenir une réalité.

Mais dans l'attente de cette révision des tarifs, les greffes se déprécient, les charges de toute nature que les greffiers, comme nous tous, ont à supporter, ayant augmenté dans des proportions importantes depuis 1956 : qu'il s'agisse des salaires ou des patentes qui, en moyenne, ont triplé, des fournitures, du téléphone, des cotisations de retraite, etc. ; leurs revenus s'amenuisent de jour en jour et, conséquence inéluctable, les greffes vacants ne trouvent guère de candidats car la vocation au suicide n'est pas de celles qui attirent les jeunes, ni même les autres.

C'est ainsi que le découragement s'étant emparé de la profession, vous avez pu, comme moi, lire dans la presse il y a quelques semaines que le greffier d'un canton de l'Est, âgé de 39 ans, venait de mettre fin à ses jours au cours d'une crise de dépression morale, résultat d'un travail écrasant auquel il devait faire face faute d'une rémunération suffisante pour payer le personnel judiciaire indispensable.

Quel serait en effet le commerçant, l'industriel, le salarié, le fonctionnaire qui pourrait subsister décemment si son revenu ou son traitement était le même qu'avant 1958, c'est-à-dire il y a plus de cinq ans ?

C'est là une gageure.

Or certains prétendent tirer argument de cette stérilisation des produits pour conclure que la profession n'est plus rentable et que, par conséquent, il convient de la supprimer. Je me refuse à y souscrire.

Un exemple, parmi cent autres, illustrera mon propos mieux que tout commentaire : mon très sympathique collègue, M. Caill, qui, appartenant à la profession n'a pas voulu, par délicatesse, évoquer lui-même à la tribune ces problèmes qu'il connaît cependant bien mieux que moi, me disait encore récemment que, pour aller à seize kilomètres de chez lui et passer un après-midi à recueillir les déclarations de la victime d'un accident du travail, le greffier avait droit exactement à la somme de 1,50 franc. Quel manoeuvre accepterait de travailler à un tel tarif ? Cela est d'autant moins explicable que les honoraires des greffiers ne sont pas à la charge de l'Etat et que l'octroi d'un tarif décent n'aurait aucune incidence sur le coût de la vie.

A cet égard, j'ajouterai que leur indemnité de fonctions, qui a été portée à 1.200 francs par en 1954 est restée inchangée depuis neuf ans de sorte que depuis 1958, par suite des suppressions ou démissions consécutives à la réforme judiciaire, le budget ne débourse plus pour 900 greffiers environ que 1.080.000 francs au lieu de 3.240.000 francs, soit une économie budgétaire de 2.160.000 francs.

Je connais trop la délicatesse de vos sentiments et l'élévation de votre esprit de justice, monsieur le garde des sceaux, pour douter un seul instant que votre réponse va redonner l'espoir de vivre à une profession qui certainement n'a pas mérité le sort qui est actuellement le sien et dont le désarroi risquerait à la longue de déboucher sur la voie de conflits sociaux qu'aucun d'entre nous ne souhaite.

Tout son espoir réside dans les travaux de la commission dont vous avez décidé la constitution. C'est pourquoi je vous pris d'en hâter la constitution définitive et le fonctionnement.

Je vous demande également, en incidente à cette question, de bien vouloir porter votre attention sur la révision du tarif des huissiers, lequel remonte lui aussi à 1958, c'est-à-dire à plus de cinq ans.

M. le président. Veuillez conclure, monsieur Hoguet.

M. Michel Hoguet. Ma troisième question, que je vais résumer à la demande de M. le président, est relative aux modifications qui, d'après les bruits qui circulent et d'après certaines déclarations qui ont été faites, viseraient les tribunaux d'instance et auxquelles le monde judiciaire porte le plus grand intérêt en demandant quelles seraient leur nature et leur portée.

Enfin, ma quatrième et dernière question, qui sera extrêmement brève elle aussi, a trait aux mesures restant à prendre pour mettre un terme à la discrimination assez désobligeante maintenue à l'encontre de certains juges de paix pour leur intégration.

M. le rapporteur vous a rappelé les vœux de la commission à cet égard. De nombreux collègues étaient déjà intervenus à ce sujet au cours des débats de janvier 1963, mais je voudrais seulement appeler votre attention sur deux points particuliers.

Le premier a trait aux juges qui restent dans le cadre dit d'extinction et tout particulièrement à la situation dans laquelle se trouvent notamment une vingtaine de ces anciens juges de paix, et qui, jeunes magistrats lors de la réforme de 1958, désirent savoir si le décret dont vous aviez annoncé l'étude et la parution prochaine lors des débats de janvier dernier va intervenir. En effet, à défaut de ce décret, ceux-ci risqueraient de voir leur carrière définitivement compromise du fait qu'ils n'avaient pas acquis, au 1^{er} juillet 1962, les conditions d'ancienneté requises.

Je souhaite, puisqu'il ne reste plus à intégrer que 20 p. 100 de ces magistrats de l'ancien cadre des juges de paix, qu'il vous soit possible, monsieur le garde des sceaux, d'emporter l'adhésion de la rue de Rivoli en leur faveur et en faveur des 156 au total, qui attendent encore.

Je vous demande enfin, ainsi que je l'avais déjà fait dans une question écrite, de bien vouloir reconsidérer la question du rétablissement de leur carrière afin que leur ancienneté et leurs services effectifs soient pris en compte pour leur durée effective, comme cela est pratiqué pour leurs collègues d'outre-mer.

Il me semble qu'à double titre cette mesure serait de stricte équité. Je souhaite que de nouvelles dispositions réglementaires puissent y pourvoir.

Je vous remercie, monsieur le garde des sceaux, des éclaircissements, voire des apaisements que vos réponses vont apporter aux auxiliaires de la justice, comme aux magistrats des tribunaux et des anciennes justices de paix.

En dissipant l'inquiétude du lendemain, vous dissiperez tout ce qui, à la longue, risquerait de porter atteinte à cette « sérénité » de la justice qui en fait la grandeur. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. Commenay, pour deux minutes.

M. Jean-Marie Commenay. Monsieur le garde des sceaux, j'aborderai très rapidement quatre questions.

La première a trait aux magistrats, dont nous estimons que l'exécutif doit assurer d'abord l'indépendance et ensuite la dignité.

L'indépendance par la création d'un organisme de contrôle de type paritaire ayant une action effective sur les nominations et l'avancement. Pour les magistrats du parquet, il conviendrait que l'avis conforme de la commission de discipline soit obligatoire en cas de sanctions. La loi est obscure sur ce point.

La dignité doit être assurée par des traitements revalorisés, conformément à ceux des grades similaires de la fonction publique et par l'allègement du travail matériel grâce à la création de postes nouveaux, au recrutement d'auxiliaires spécialisés au service des magistrats les plus occupés, enfin par le règlement rapide et définitif de l'irritant problème posé par l'intégration des juges de paix dans le cadre dit d'extinction, problème sur lequel je ne reviens pas puisqu'il a été traité précédemment.

La situation précaire des personnels pénitentiaires appelle deux observations. Une augmentation des postes budgétaires est absolument nécessaire pour mettre un terme au surmenage anormal des personnels de surveillance des prisons.

En contrepartie du statut restrictif — lequel porte interdiction du droit de grève — appliqué à ces personnels, il importe que leur situation de carrière soit améliorée au plus tôt.

Je ne vous livre que quelques têtes de chapitres : généralisation de la prime de risque, révision de l'indemnité de panier, concession gratuite du logement au personnel logé dans les prisons, rémunération intégrale de toutes les heures supplémentaires, garantie absolue du repos hebdomadaire.

L'avenir des auxiliaires de justice et des officiers ministériels me conduit à vous rappeler les questions qui ont été posées tout à l'heure, concernant le problème de la fusion des professions d'avocat et d'avoué et la revalorisation des tarifs des greffiers d'instance. Je n'y reviens pas. Il convient de mettre un terme à l'anxiété qui règne dans ces professions que certains d'entre nous représentent ici et, à cet égard, je me joins aux orateurs qui m'ont précédé à cette tribune.

Le point de vue des justiciables me conduit à émettre des considérations concernant le recours à la justice, qui doit être ouvert à tous les citoyens, quelles que soient leurs ressources. Cela pose le problème de l'institution d'une véritable assistance judiciaire.

Au début de l'an passé, monsieur le garde des sceaux, vous nous avez appris qu'une commission ad hoc était sur le point d'achever une enquête sur cette importante question. L'option porterait sur deux réformes possibles : l'une très hardie, inspirée

de la législation sur l'assistance médicale gratuite et portant indemnisation de l'avocat, l'autre ne prévoyant que des retouches de détail au système actuel.

Il est certain que, sans mettre en cause le principe de la libre discussion des honoraires, la première solution, de nature strictement indemnitaire — compensation de la perte de temps et des frais exposés — serait plus équitable et plus efficace à la fois pour le justiciable pauvre et pour les avocats stagiaires qui supportent généralement la charge de l'assistance judiciaire.

La procédure mérite également d'être simplifiée et rendue moins onéreuse, par l'unification des juridictions, par l'allègement des formalités, par la réduction des droits d'enregistrement, tous ces éléments pouvant concourir à un excellent résultat dans ce domaine. Il faut en effet bannir l'arbitrage occulte qui se généralise actuellement et qui constitue une véritable évasion devant la justice.

Enfin, la justice doit demeurer proche du justiciable et j'insiste, ainsi que certains collègues l'ont fait précédemment à cette tribune, sur la nécessité de maintenir dans les arrondissements le reste de vic judiciaire qui s'y maintient par les tribunaux d'instance. Il n'est tout de même pas possible de revenir à un état de sous-administration qui serait infiniment regrettable.

Monsieur le ministre, je regrette que le service de la justice, qui, selon vos propres termes, « a le premier rôle tant dans l'ancienneté que dans l'ordre des préséances » se trouve relégué au dernier rang des dépenses publiques du budget général de l'Etat.

Je déplore enfin que le budget de ce grand service, garantie suprême des libertés publiques, soit examiné en une heure et demie, sans qu'aucune des questions essentielles, notamment celle de la nécessaire amnistie, ne puisse être abordée par tous les orateurs désireux d'intervenir dans un débat où ils ont tout de même leur mot à dire, et, respectant le temps de parole qui m'est imparti, je renonce définitivement à la parole. (Applaudissements sur les bancs du centre démocratique.)

M. le président. La parole est à M. Zimmermann, pour cinq minutes.

M. Raymond Zimmermann. Monsieur le ministre, ma brève intervention aura trait à trois problèmes, l'un très particulier, les deux autres d'un intérêt beaucoup plus général.

En ce qui concerne le premier problème, le décret du 22 décembre 1958 a attribué aux magistrats de l'ordre judiciaire une indemnité de fonctions dont le taux est variable et qui est destinée à tenir compte des difficultés d'ordre administratif, des responsabilités particulières à chaque catégorie et des travaux supplémentaires.

Or, dans les départements du Rhin et de la Moselle, le corps des juges du livre foncier qui comprend des fonctionnaires ayant au moins vingt années de services judiciaires se voit défavorisé par rapport aux magistrats des tribunaux d'instance.

En effet, l'arrêté du 23 février 1959 a réduit à 6 p. 100 le taux de l'indemnité de fonctions allouée aux juges du livre foncier, alors que ce même taux a été établi à 14 p. 100 pour les juges d'instance.

Or la récente réforme judiciaire ayant supprimé en Alsace et en Moselle 54 tribunaux cantonaux sur 79, ce sont désormais 27 magistrats fonciers qui, depuis le 1^{er} mars 1959, doivent assurer chacun les travaux auparavant dévolus aux offices du livre foncier de trois ou quatre anciens tribunaux cantonaux.

Par ailleurs, les juges du livre foncier sont soumis à la responsabilité prévue par les articles 505 et suivants du code de procédure civile et cela pendant une durée de trente années après l'accomplissement du dernier acte de fonction.

Si l'on ajoute à cela que le juge du livre foncier fait partie d'office des commissions de réorganisation foncière et de remembrement et qu'au surplus il doit posséder des connaissances approfondies de la langue juridique allemande indispensable à la compulsation des anciens titres de propriété, on comprend que l'équité élémentaire commande un rajustement à 14 p. 100 du taux de leur indemnité de fonctions.

Le petit nombre des magistrats intéressés — 27 actuellement — n'est pas, bien au contraire, un motif valable pour leur refuser un geste que tout justifie, notamment la médiocrité de la dépense budgétaire et la constatation que les frais de justice rapportés par les offices du livre foncier sont de loin excédentaires en recettes par rapport aux autres secteurs de l'administration.

Quant au second problème, il est posé par les conditions difficiles de travail auxquelles doit faire face le personnel pénitentiaire. Après les éminents rapporteurs MM. Sabatier et Lavigne, après M. Dejean, je ne peux qu'apporter mon entier appui aux efforts qui devront être faits par votre ministère en vue de mettre un terme à une situation qui doit être sérieusement améliorée notamment sur le plan de la rémunération des heures

supplémentaires, de l'aménagement des congés annuels, du logement des agents et de la titularisation des auxiliaires de l'administration pénitentiaire.

Enfin, le dernier problème sur lequel je désire retenir encore quelques instants votre attention, monsieur le garde des sceaux, est de portée beaucoup plus générale. C'est celui de la grâce dont pourront bénéficier en particulier les mineurs et les jeunes délinquants — condamnés ou poursuivis pour des infractions politiques en relation avec les événements d'Algérie.

M. Paul Coste-Floret. Les majeurs aussi !

M. Raymond Zimmermann. Vous avez récemment indiqué à la commission de lois constitutionnelles que des mesures de clémence pourraient intervenir lorsque la Cour de sûreté de l'Etat aurait vidé le contentieux des affaires algériennes antérieures au 1^{er} juillet 1962.

Vous avez bien voulu nous préciser à la même occasion que deux ou trois affaires seulement demeuraient en instance devant la Cour de sûreté de l'Etat.

Dès lors je serais heureux de connaître le point de vue du Gouvernement sur cette grave et douloureuse question que, j'en suis sûr, vous ne laisserez pas sans réponse. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et des républicains indépendants.*)

M. le président. La parole est à M. Pasquini, pour sept minutes. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et des républicains indépendants.*)

M. Pierre Pasquini. La brièveté du temps dont je dispose — sept minutes ! — ne me permet guère de spéculations, aussi me limiterai-je à quelques observations et j'espère, monsieur le garde des sceaux, que le parfait rhétoricien et le parfait dialecticien que vous êtes tout à la fois me pardonnera la disparité que ces observations affecteront dans leur présentation.

Ma première observation concerne les juges d'instruction. Je crois avoir été à l'origine de la mesure par laquelle, récemment, vous avez créé un poste de premier juge d'instruction dans les tribunaux de grande instance hors classe et spécialement chaque fois que ces tribunaux comprenaient déjà trois magistrats d'instruction.

On relève dans votre budget, ainsi que l'a souligné M. Lavigne dans son rapport, une incidence heureuse de cette mesure, à savoir la création de quatre postes de premier juge d'instruction.

Si l'on ne peut que se féliciter de cette décision, on peut aussi — et c'est mon cas — la regretter à un autre point de vue, du fait qu'elle n'affecte que les juridictions de la Seine.

La commission des lois constitutionnelles a insisté pour savoir quelle était l'intention qui présidait à une telle mesure. C'était de créer un avancement pratique pour le juge d'instruction et pour une catégorie de magistrats qui n'étaient plus intéressés par la fonction. Il y a, en effet, une désaffection parmi ces magistrats. L'instruction ne plaît pas. Elle peut encore intéresser les magistrats dans la mesure où l'on créera ces postes de premier juge d'instruction, mais que ces postes ne soient pas réservés aux juridictions de la Seine, que la province puisse également en profiter et que, dans un second temps, le premier juge d'instruction puisse être assimilé à un vice-président de tribunal.

Je parle, pour mémoire, de la nécessité qu'il y aura, un jour ou l'autre, de spécialiser le magistrat d'instruction des tribunaux de grande instance dans les affaires économiques en raison de l'extension de plus en plus grande qu'elles prennent. Je passe également sur l'amélioration des conditions de travail. Le juge d'instruction est obligé de travailler aussi mal que moi qui dois traiter de cette question en un si court laps de temps. Il ne dispose d'aucun moyen matériel : pas de dictaphone, pas de magnétophone, seulement un appareil photographique ou une machine à écrire qui n'est pas toujours convenable.

Deuxième observation : en ce qui concerne la probation, je me permets d'insister auprès de vos services, car je crains que vous ne vous laissiez entraîner par le succès de votre affaire.

En effet, M. Sabatier, en 1963 déjà, avait souligné que la mise à l'épreuve constituait tout à la fois la solution humaine, économique et efficace. Mais la course de cette institution ne paraît pas devoir être freinée. Les chiffres, ceux que je possède — et qui ne sont pas forcément les vôtres, monsieur le ministre — nous apprennent que l'institution de la probation a affecté 881 personnes en 1959, 2.000 en 1960, 3.761 en 1961, 8.340 en 1962 et quelque 12.000 en 1963.

C'est donc une institution dont l'essor est considérable, et il faudrait que son fonctionnement puisse être efficacement assuré.

Je suis de ceux qui pensent — sans y avoir d'intérêt ; cela est même désagréable à dire aussi vite quand on est persuadé de l'importance que cela peut revêtir — qu'il faut effectuer des contrôles réguliers en matière de probation et que ces contrôles ne peuvent pas être assurés par des délégués bénévoles.

Je suis de ceux qui pensent que les traitements des délégués doivent être revalorisés ; que les soins sociaux doivent être accrus par le renforcement de l'action de l'assistance médicale ; que l'on doit inscrire au chapitre des frais de justice les frais d'expertises médico-psychiatriques, qui sont jusqu'à présent supportés par les caisses des comités ; que l'on doit envisager pour les magistrats chargés de ces fonctions une indemnité de fonction, ce qui paraît normal.

De la même façon, vous serez amené un jour à donner au juge de l'application des peines le grade de vice-président de tribunal hors classe. Vous y serez conduit par les événements, dans la mesure où le juge de l'application des peines a besoin de faire appel à la participation du corps social, car seul un magistrat du grade au moins de vice-président est apte à le faire.

Ma troisième et avant-dernière observation porte sur le relèvement du traitement des surveillants, dont j'ai le barème sous les yeux.

Il apparaît encore anormal — mais cela ne devrait pas l'être longtemps — que le traitement d'un adjudant de gendarmerie soit à l'indice 320, que celui d'un brigadier-chef de police soit à l'indice 331 et que celui d'un surveillant-chef de maison d'arrêt soit à l'indice 304. Je répète ces chiffres : 320, 331 et 304.

Le responsable d'un établissement pénitentiaire est tout à la fois chargé de la tenue des registres, des fonctions d'intendant, d'économiste ; il s'occupe des levées d'érou. Ses responsabilités et ses sujétions sont telles que son indice de traitement doit être résolument supérieur à celui du brigadier-chef de police.

Ma quatrième observation est relative à un détail qui figure dans le rapport de M. Lavigne.

On y apprend en effet que, dans les maisons d'arrêt françaises, un détenu sur cent est Nord-Africain, la plupart du temps musulman algérien.

Ce rapport précise en outre que le nombre de ces détenus nord-africains a augmenté dans une proportion alarmante puisqu'il est passé de 3.500 au 1^{er} février 1962 à 4.000 au 1^{er} janvier 1963 et à 4.500 au 1^{er} juin 1963.

La question que je vous pose alors, et dont j'attends une réponse avec beaucoup de respect, monsieur le garde des sceaux, est celle-ci : lorsque ces Nord-Africains sont condamnés sont-ils expulsés, comme le sont tous les étrangers qui commettent des délits sur le territoire français ?

Leur expulsion m'apparaît souhaitable, comme elle apparaît sûrement souhaitable à de nombreux membres de cette Assemblée.

Ma dernière observation porte sur l'amnistie. L'amnistie, on en a tellement parlé que j'aurais mauvaise grâce à insister. C'est pourtant sur ce point que je conclurai.

Les rapports de M. Lavigne et de M. Sabatier ont traduit le souci des membres de la commission des lois et de la commission des finances de vous voir préciser vos intentions en ce qui concerne l'amnistie des faits en rapport avec les événements d'Algérie.

La conscience de la gravité de ce problème n'est pas l'apanage exclusif de quelques-uns ; il est partagé par de nombreux membres de cette Assemblée, et c'est un de mes soucis également.

Nous en sommes restés, monsieur le garde des sceaux, à la déclaration faite par M. le secrétaire d'Etat à l'information à l'issue d'un conseil des ministres, nous laissant espérer pour la fin de l'année une mesure d'oubli qui peut être génératrice de promesses d'avenir pour certains.

Monsieur le garde des sceaux, je vous demande, moi aussi — le dernier et je m'en excuse — de nous donner une précision qu'appelle une heure qui, selon M. le ministre de l'information lui-même, semble avoir sonné. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

M. le président. La parole est à M. Mondon, pour une minute.

M. Raymond Mondon. Monsieur le garde des sceaux, il y a une centaine d'années, avant la guerre de 1870, existait à Metz une cour impériale.

Les malheurs de 1870 ont fait que notre département de la Moselle a été annexé à l'Allemagne et que cette cour impériale a été supprimée.

En 1919, malheureusement, elle ne fut pas rétablie. Par contre, en 1928, à la demande des parlementaires lorrains de l'époque, une chambre détachée de la cour d'appel de Colmar a été instituée à Metz.

Actuellement, ce sont deux chambres détachées qui existent, avec deux présidents de chambre, un avocat général et un substitut général. Il suffirait donc simplement de la nomination d'un procureur général et d'un premier président pour que nous soit rendu en 1964 ce qui nous a été enlevé par le Reich allemand en 1871.

Vous venez de consentir dans votre budget — je vous en remercie — une première tranche de 650 millions d'anciens francs de travaux pour la construction d'une maison d'arrêt à Metz. Je crois donc que vous pouvez trouver quelques crédits pour le traitement d'un procureur général et d'un premier président. (Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants.)

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux. (Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants et sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice. Mesdames, messieurs, l'intérêt manifesté par votre Assemblée pour les questions judiciaires est heureusement sans rapport avec l'importance des crédits ouverts au ministère de la justice. Ce débat a été bref, mais substantiel. Je serai d'ailleurs tout prêt à accepter ultérieurement que, sur tel ou tel point, s'ouvre un débat spécial à une question déterminée, pour me permettre de traiter de ces problèmes plus complètement que je ne pourrais le faire à l'heure à laquelle nous sommes parvenus et dans le temps dont je dispose.

Je m'en voudrais cependant de ne pas adresser du haut de cette tribune mes remerciements à vos deux rapporteurs, au rapporteur de la commission des finances, M. Sabatier, et à celui de la commission des lois, l'humaniste M. Lavigne, qui, au cours de l'année, n'ont cessé de donner des preuves de leur esprit de collaboration avec les services de la chancellerie.

Des questions nombreuses et diverses m'ont été posées au cours de ce débat. Je tâcherai d'y répondre aussi succinctement, mais tout de même aussi complètement que je le pourrai.

La réforme du Conseil d'Etat a été accomplie par le Gouvernement dans l'exercice des pouvoirs qu'il tient des articles 34 et 37 de la Constitution. Cette réforme, contrairement à ce qu'a pu penser M. Montagne, n'a porté aucune atteinte aux garanties et à l'indépendance du juge administratif. Il est du reste remarquable que cette réforme qui avait soulevé tant de protestations avant d'être connue, est au contraire jugée, à l'expérience, extrêmement satisfaisante et d'abord par ceux pour lesquels elle a été faite, c'est-à-dire les membres du Conseil d'Etat.

Je puis aussi rassurer M. le rapporteur en lui disant qu'il n'est pas dans les intentions du Gouvernement de conférer au Conseil d'Etat une sorte d'autonomie financière comparable à celle dont jouissent traditionnellement les assemblées parlementaires.

Quant aux tribunaux administratifs — question que je rattache au Conseil d'Etat pour les besoins de ma réponse — ils ne méritent pas, monsieur Montagne, les critiques que vous avez exprimées. Ce sont même à mon avis des critiques injustes. Dans l'ensemble, ces tribunaux administratifs, que je défends d'autant plus volontiers qu'ils ne relèvent pas de mon département ministériel, fonctionnent d'une manière satisfaisante. Il est d'ailleurs remarquable que le nombre des appels interjetés devant le Conseil d'Etat soit très peu élevé comparativement au nombre des décisions rendues par les tribunaux administratifs et que, par rapport à ces appels, le pourcentage de réformations du Conseil d'Etat soit également tout à fait normal. Par conséquent, il serait très injuste de jeter le discrédit sur ces juridictions. Cela ne veut pas dire toutefois que leur organisation actuelle soit entièrement satisfaisante.

La commission présidée par M. Léon Noël, qui a élaboré le projet de réforme du Conseil d'Etat, a souhaité que son travail soit poursuivi par une nouvelle commission qui s'appliquerait à l'étude de l'organisation et du fonctionnement des tribunaux administratifs. Je suis dès maintenant en mesure d'indiquer à l'Assemblée que le Gouvernement se propose d'instituer cette commission très prochainement et de lui demander d'entreprendre ses travaux sans retard.

J'ajoute, toujours en ce qui concerne le Conseil d'Etat, que la réforme n'avait pas pour objet de mettre fin à ce qu'un orateur a appelé le « vagabondage » des membres du Conseil d'Etat. Il apparaît, au contraire, très souhaitable au Gouvernement que la tradition d'échanges permanents et fréquents entre l'administration active et le Conseil d'Etat se maintienne. Ce mouvement est, en effet, favorable à la fois à l'administration active, à laquelle il procure de hauts fonctionnaires de qualité, et au Conseil d'Etat lui-même, qu'il rend plus sensible aux nécessités de l'action administrative en lui évitant de se confiner dans un système juridique purement rationnel et coupé du monde extérieur.

C'est l'ordre judiciaire qui a été l'objet du plus grand nombre d'observations, d'interventions et de questions.

Cette justice est, à l'heure actuelle, dans son organisation, régie par les textes du 22 décembre 1958, qui constituent ce que l'on a appelé — le terme était fort juste — la réforme judiciaire. C'était, en effet, le remodelage le plus complet, le plus profond qui ait été fait depuis le Consulat. Si un reproche pouvait être fait à cette réforme ce serait probablement de n'avoir pas été encore suffisamment radicale, encore qu'elle ait été très profonde.

On a fait tout à l'heure allusion aux compléments qui pourraient lui être apportés et qui porteraient sur divers points, en particulier sur les tribunaux d'instance.

Je ne veux pas m'expliquer très longuement sur ce point sinon pour rappeler et redire ici ce que j'ai déjà dit devant la commission. J'ai regretté qu'une circulaire ait été adressée à tous les maires de chefs-lieux d'arrondissement, sièges de tribunaux d'instance, pour leur annoncer que ces tribunaux allaient être immédiatement supprimés, alors que cette information ne relevait que de l'imagination de son auteur.

Quoi qu'il en soit, le fonctionnement des tribunaux d'instance pose incontestablement un problème — grave — que nous ne pouvons pas nous dissimuler et qui concerne le recrutement des juges d'instance.

Ce problème est d'autant plus difficile que, d'après les textes en vigueur, textes qui sont sages, il n'est pas possible, pour un premier poste, de nommer un auditeur de justice juge d'instance, car la fonction de juge unique est estimée avec juste raison par le législateur plus délicate que celle d'assesseur dans une juridiction collégiale. Mais dès l'instant où ces magistrats sont affectés dans un tribunal de grande instance, il n'est possible de les nommer ailleurs que s'ils y consentent. C'est là une des conséquences de l'immovibilité du juge du siège.

C'est un fait qu'à l'exception des anciens juges de paix intégrés dans le corps judiciaire, les jeunes magistrats ne sont pas tentés par les fonctions de juge d'instance; ils ne veulent pas y être nommés. La perspective de passer d'assez nombreuses années dans un chef-lieu d'arrondissement n'est pas de nature à attirer de nombreux candidats, en particulier les candidats brillants dont le corps judiciaire a besoin.

Je pense qu'une solution serait de décider que les juges d'instance soient des membres du tribunal de grande instance désignés pour remplir cette fonction selon le système du roulement. Ce qui, je crois, permettrait de trouver des magistrats pour occuper ces fonctions sans décourager les candidats, hélas! trop peu nombreux, au concours d'accès au centre national d'études judiciaires.

Pour ce qui est de la répartition des magistrats entre les groupes et les grades, M. Pasquini a rappelé qu'il avait pris l'heureuse initiative de proposer la création d'emplois de premier juge d'instruction. Un certain nombre de ces emplois et d'emplois de premier juge des enfants ont été rétablis au tribunal de la Seine pour tenir compte des sujétions particulières qui pèsent sur cette juridiction. Le ministère de la justice ne serait pas opposé, bien au contraire, à ce qu'il en soit créé dans d'autres tribunaux importants de province. C'est là simplement une question de crédits.

Au sujet de l'administration du personnel, diverses critiques ont été adressées, en particulier par M. Delachanal avec qui je suis au regret d'être en désaccord lorsqu'il plaide la cause de l'ancienneté.

Il me semble que sur ce point la réforme de 1958 ait été mal comprise. Je suis certain en tout cas qu'elle a été mal exécutée.

Quelle était, en effet, la philosophie qui a présidé à la réforme du statut de la magistrature de 1958? Son objet était double. Le législateur a voulu, d'une part, assurer à la totalité des magistrats du corps judiciaire une situation honorable. C'est pourquoi les traitements des magistrats du groupe inférieur du deuxième grade ont été alignés sur ceux des administrateurs civils sortis de l'école nationale d'administration, assimilation très satisfaisante pour la magistrature et qui assure même aux magistrats qui ne dépasseront pas les fonctions de juge ou de substitut, à la fin de leur carrière, un rang honorable du point de vue pécuniaire dans la hiérarchie de la fonction publique.

Mais la réforme a voulu, d'autre part, faciliter une ascension rapide aux magistrats d'un mérite exceptionnel et particulièrement brillants. C'est sur ce deuxième point qu'elle a été mal observée car la pratique est restée trop fidèle à l'idée de l'avancement à l'ancienneté. Or je crois que ce n'est pas bon. Si nous voulons apporter un remède à la situation préoccupante du recrutement des magistrats, il convient de démontrer aux jeunes gens de valeur qu'il est possible de faire dans la magistrature une carrière aussi brillante que celle qui peut

être offerte à d'autres catégories de fonctionnaires et notamment à ceux qui sortent des premiers de l'école nationale d'administration.

Une question particulière m'a été posée par M. Mondon sur les modifications qu'il serait possible d'apporter à la carte judiciaire. Sans méconnaître que, si satisfaction lui était donnée, le problème du découpage judiciaire devrait sans doute être réexaminé, je dirai à M. Mondon que personnellement je suis favorable à la mesure qu'il a tout à l'heure recommandée.

Il existe à l'heure actuelle deux chambres détachées à Metz. Il suffirait, comme il l'a dit lui-même, de nommer un premier président et un procureur général pour la cour soit complète et je pense que cette solution serait en définitive meilleure que le procédé un peu bâtarde qui est celui des chambres détachées.

J'en viens maintenant au grand problème, toujours posé, qui revient dans la discussion de tous les budgets, celui de l'intégration des juges de paix dans le corps judiciaire unique.

Je ne peux pas entrer dans les détails, et je répondrai aux auteurs de ces questions plus longuement par écrit, s'ils le veulent bien. Tout ce que je peux leur dire maintenant, c'est que le département des finances va être saisi d'un projet de décret portant réouverture du délai d'intégration et qui permettra de revoir certaines situations.

M. Zimmermann s'est préoccupé de l'aménagement du taux de l'indemnité de fonction des juges du livre foncier. Je précise, à cet égard, que le taux de l'indemnité de fonction allouée aux magistrats a été fixé en 1958. Le Gouvernement, qui ne méconnaît nullement les sujétions et les responsabilités qui incombent aux juges du livre foncier, n'a pas cru possible de procéder à un aménagement limité à une catégorie particulière sans remettre en cause l'équilibre du système tout entier. C'est pourquoi cette question n'est pas, pour l'instant, résolue.

Les questions les plus nombreuses, j'allais presque dire les plus passionnées avaient trait à l'organisation des professions judiciaires, spécialement au problème des greffiers des tribunaux d'instance et à celui dit de la fusion des professions d'avocat et d'avoué.

A propos des greffes, nous assistons à une sorte de campagne d'intoxication. On raconte des choses extraordinaires, notamment que le non-relèvement du tarif a été la cause du suicide d'un greffier. On a raconté hier soir ou ce matin qu'un décret nationalisant les greffes serait signé aujourd'hui même. Tout cela procède de l'imagination, quand ce n'est pas de la malveillance.

Le rachat des greffes ne peut pas être décidé par décret pour la bonne raison que cette opération exige que le Gouvernement dispose des crédits nécessaires pour indemniser les greffiers. Or, le simple examen des fascicules budgétaires qui sont entre vos mains montre non seulement que le Gouvernement ne dispose pas de ces crédits pour l'année 1963, mais qu'il ne les a pas demandés au titre de l'année 1964. Aucun collectif n'étant prévu pour l'année prochaine, l'opération ne pourra donc pas avoir lieu en 1964.

Cela ne résout en rien, au demeurant, ce problème si délicat que l'attitude de certains dirigeants des organisations professionnelles des greffiers rend d'ailleurs encore plus difficile. J'en donnerai pour exemple la question du tarif.

Le tarif actuellement en vigueur a été fixé par un décret du 3 mai 1958. C'est le 28 février 1961 que les greffiers en ont demandé pour la première fois la modification. La chancellerie souhaitant agir dans cette matière en pleine connaissance de cause, c'est-à-dire en étant éclairé sur la situation financière des greffiers depuis la publication du décret précédent, alors qu'entre temps était intervenue la réforme judiciaire de 1958, a, en utilisant, selon l'usage, le canal de l'association professionnelle des greffiers d'instance, prescrit une enquête dans 101 greffes choisis de façon à obtenir un reflet fidèle des problèmes qui se posent dans des régions diverses et dans des juridictions d'importance variée.

Mais le 28 octobre 1962, soit dix-huit mois plus tard, le président de certaine association, reconnaissant lui-même que l'enquête n'avait pas commencé, demandait à la chancellerie que le nombre des greffes faisant l'objet de l'enquête fût réduit à 60, ce qui, pour aboutir à un résultat, lui fut accordé. Ce n'est que le 30 novembre 1962 que la documentation a été déposée. Encore ne concernait-elle que 44 greffes.

Les renseignements que nous avons recueillis de cette manière étaient, du reste, souvent trop imprécis pour être aisément utilisables et, parfois, d'une exactitude toute relative. J'ai même eu le sentiment — c'est une litote — qu'ils étaient d'une véridité douteuse. C'est assez dire combien il est difficile de traiter ce problème et d'être correctement informé.

Quoi qu'il en soit, il est de fait qu'un assez grand nombre de greffes de tribunaux d'instance ne sont plus capables de faire vivre décemment leur titulaire et qu'ils ne lui permettent pas de se moderniser et d'accomplir dans des conditions normales le service que le justiciable et la justice sont en droit d'exiger de lui.

S'il est un problème social, c'est bien celui-là car un certain nombre de greffiers, notamment de greffiers d'instance, sont devenus de véritables sous-prolétaires. Ce n'est pas un relèvement du tarif qui pourrait améliorer leur situation car, même si l'augmentation atteignait 100 p. 100 voire 200 p. 100 — ce qui serait vraiment inconcevable car ce serait faire payer aux justiciables des sommes hors de proportion avec le service rendu — ces malheureux greffiers ne seraient pas pour autant sauvés.

C'est pourquoi le Gouvernement s'est attaqué à ce problème. Il en a fait entreprendre l'étude en désignant une mission qui a analysé le fonctionnement d'un certain nombre de greffes choisis dans des cours d'appel différentes ; il se propose de faire examiner ensuite le problème d'ensemble par une commission. Mais il est vraisemblable qu'il faudra recourir à des solutions radicales, car plusieurs dizaines de greffes — de plus en plus nombreux — sont vacants ; ils ne trouveront pas de titulaires et ils n'en trouveront sans doute plus jamais.

Pour ce qui est du problème dit de la fusion des professions d'avocat et d'avoué, M. de Grailly l'a résumé une formule excellente que je pourrais reprendre intégralement à mon compte. Il a très justement montré que l'organisation traditionnelle avait ses vertus ; je crois même qu'elle en avait de très grandes en ce sens qu'elle assurait à ceux qui exercent la profession d'avocat une certaine sérénité d'esprit propre à la réflexion du cabinet, à la préparation de la plaidoirie, tandis que les formalités et les écritures étaient assurées par les avoués.

Cette organisation répondait à une certaine conception, d'ailleurs très aristocratique, de la profession d'avocat, et avait assurément son charme. Mais, à l'évidence, cette conception traditionnelle s'est, depuis une quarantaine d'années, progressivement altérée.

Aujourd'hui, nous sommes, de ce point de vue, dans le plus grand désordre. Devant les tribunaux de grande instance et devant la cour d'appel — mais pas cependant devant toutes les chambres, puisque devant la chambre sociale la dualité n'existe pas — la distinction demeure entre la postulation et la plaidoirie. Il n'en est plus ainsi devant les autres juridictions, notamment devant les juridictions d'exception où les avoués plaident autant qu'ils postulent et les avocats postulent et plaident tout à la fois. Comme, d'autre part, les juridictions d'exception ont pris une importance grandissante, notre organisation actuelle est vraiment devenue peu rationnelle.

Malgré tout, les deux fonctions de postuler et de plaider ne se confondent pas et si, devant un tribunal qui a un barreau peu nombreux et quelques avoués, la fusion des deux professions peut être aisément envisagée, il est beaucoup plus difficile d'y songer, sans risque de grandes perturbations, devant des juridictions gigantesques telles que le tribunal de la Seine, auquel sont rattachés cent cinquante avoués et devant lequel peuvent plaider les quelques milliers d'avocats inscrits à Paris.

Dans ce domaine, il faut donc se garder de prendre des décisions précipitées qui risqueraient de créer le désordre.

Au surplus, les dirigeants de certaines organisations d'avocats n'ont pas été très adroits lorsqu'ils ont présenté leur thèse de la fusion. Au lieu de la justifier par un meilleur fonctionnement de la justice, ils ont trop souvent présenté cette réforme aux jeunes avocats comme le moyen de se partager les dépouilles des avoués, ce qui, bien entendu, ne créait pas les conditions nécessaires pour rendre les avoués réceptifs à l'idée d'une réforme de l'état de choses actuel.

Ainsi que je l'ai dit à plusieurs reprises, il n'est pas possible dans un pareil domaine de trancher dans le vif. De toute façon, il ne peut être question d'opérer cette fusion dans l'immédiat. Je crois que la seule méthode sage consiste à laisser mûrir le problème et à examiner si une solution amiable peut être trouvée, d'une manière ou d'une autre, soit en réduisant les avoués à la postulation — sauf, peut-être, à élargir leur monopole — soit en s'orientant vers le système de la fusion tel qu'on le voit pratiqué depuis une quarantaine d'années devant certaines juridictions.

Pour ce qui est de l'assistance judiciaire, le système actuel est certainement archaïque. Mon sentiment personnel est que les auxiliaires de la justice qui prêtent leur concours aux bénéficiaires de l'assistance judiciaire devraient recevoir une rémunération.

M. Roger Souchal. Très bien !

M. le garde des sceaux. Si les commissions dont on a évoqué les travaux ne se sont pas encore prononcées dans ce sens, la faute n'en est pas imputable à l'administration, mais à certains représentants des avocats qui se sont élevés contre cette idée. Ils n'avaient pas raison, semble-t-il, car l'un des problèmes les plus préoccupants de l'époque, après celui du recrutement de la magistrature, est bien celui du recrutement du barreau.

Pour le faciliter, il faudrait qu'une certaine situation fût assurée aux stagiaires pendant leurs premières années. Une réforme de l'assistance judiciaire pourrait y contribuer en assurant à ces jeunes avocats un certain minimum vital pendant la période durant laquelle ils ont à apprendre leur métier. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

J'en viens maintenant — en m'excusant d'avoir été déjà trop long — au problème de l'administration pénitentiaire.

Je tiens, tout d'abord, à rendre hommage aux fonctionnaires de ce service. Au demeurant, je ne suis pas le seul à faire leur éloge. Voici quelques mois, présidant le conseil supérieur de l'administration pénitentiaire, il m'a été très agréable d'entendre les représentants de trois organisations — la Croix-Rouge, le Secours catholique et l'Armée du salut — rendre témoignage du dévouement, de l'humanité et de la patience manifestés par le personnel de l'administration pénitentiaire à l'égard d'une catégorie de détenus exceptionnellement difficiles, les détenus activistes.

Je suis heureux que l'occasion me soit donnée de dire à ce personnel, du haut de cette tribune, la grande satisfaction que je retire de leurs services et de la manière dont ils les rendent. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

Quant au problème de leur reclassement judiciaire, il est, on vous l'a dit, aux trois quarts résolu.

Pour ce qui est des fonctionnaires appartenant à la catégorie B — greffiers, comptables, économistes, éducateurs — un accord est intervenu entre mes services et ceux du ministère des finances, accord constaté par une lettre en date du 30 septembre 1963. Le texte qui le concrétisera sera soumis à un prochain conseil des ministres.

Quant aux fonctionnaires de la catégorie C — personnel de surveillance, surveillants-chefs, surveillants-chefs adjoints, surveillants principaux et surveillants — leur reclassement a été réalisé par un décret en date du 25 mai 1963, qui a d'ailleurs pris effet au 1^{er} juillet 1962. Il ne reste donc plus maintenant à régler que le problème de la catégorie supérieure, celle des sous-directeurs, directeurs d'établissements et directeurs régionaux; ce problème sera résolu avant la fin de l'année 1964.

L'équipement pénitentiaire se poursuit dans la mesure où mes services disposent des moyens financiers nécessaires. C'est ainsi que commencent à s'édifier la nouvelle maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, destinée à se substituer aux anciennes maisons de la Santé et de la Petite-Roquette. Bien entendu, l'évacuation de la maison d'arrêt de la Santé sera envisagée en priorité puisque l'attitude prise par le conseil général de la Seine a mis obstacle à une solution du problème posé par l'évacuation de la maison d'arrêt de la Petite-Roquette.

M. André Fanton. Très bien !

M. le garde des sceaux. La situation de l'éducation surveillée est satisfaisante en ce sens que notre pays est doté progressivement, et à un rythme rapide puisque ces opérations sont inscrites au IV^e Plan, du réseau d'établissements d'éducation surveillée qui lui est nécessaire. A cet égard, je suis en mesure d'apporter quelques précisions, en réponse aux questions de M. Dejean.

Le nombre des places d'internat qui était de 1.632 au 1^{er} janvier 1962 a été augmenté et porté à 1.781 au 1^{er} janvier 1963. A la fin de l'année 1964 — au terme de l'exécution du budget en discussion — ce nombre devrait être accru de 500 à 600 places.

Le nombre des cas qui sont suivis en milieu ouvert, selon l'expression consacrée — liberté surveillée, observation et éducation en milieu libre — actuellement proche de 20.000, devrait être augmenté dans une proportion analogue, à la condition que l'éducation surveillée obtienne un nombre suffisant de créations d'emplois dans les années à venir.

Il importe que l'action éducative soit complétée par une action préventive à laquelle plusieurs administrations sont évidemment associées.

Je ne suis pas en mesure de répondre à la question précise de savoir quel est le coût de la rééducation; en effet, il varie selon la nature des établissements et la durée des placements; mais je tiens à la disposition de l'honorable parlementaire qui m'a posé cette question les indications chiffrées en possession de mes services.

Le personnel de l'éducation surveillée se recrute dans des conditions satisfaisantes puisque le nombre des candidats qui ont pu être admis a été environ du dixième du nombre de

ceux qui s'étaient présentés au concours. Il serait extrêmement heureuse que la même proportion fût constatée au concours d'entrée du centre national d'études judiciaires.

En ce qui concerne l'équipement des bâtiments judiciaires, on a noté que les subventions aux collectivités locales, si elles ne permettent pas évidemment de reconstruire de fond en comble les palais de justice qui sont à leur charge, ont du moins la vertu, si je puis dire, « d'amorcer la pompe » et de leur permettre de recourir aux prêts de la caisse des dépôts et consignations.

Tel est, en résumé, l'effort que nous soutenons pour donner à la France une justice qui réponde aux exigences du siècle. Voilà aussi les seules questions auxquelles normalement j'aurais dû être amené à répondre dans un débat qui serait resté exclusivement sur le plan budgétaire. Or cette discussion, par certaines questions posées, a tourné au débat législatif, j'allais dire au débat politique.

C'est qu'en effet la question, disons des mesures de clémence, m'a été posée et qu'à l'appui un amendement a même été déposé.

A cet égard, le Gouvernement éprouve d'ailleurs un certain étonnement, et même un étonnement certain, devant les positions de certains. Il comprend bien la sollicitude manifestée envers telle ou telle catégorie de détenus qui s'inspire de sentiments extrêmement respectables de pitié et de charité, sentiments qui — je demande à l'Assemblée de le croire — ne sont pas absents de l'esprit des membres du Gouvernement. Mais il est, en revanche, certaines attitudes surprenantes.

Le temps n'est pas si loin où des voix éloquentes recommandaient à l'égard des criminels de la subversion des mesures de justice sommaire, des pendaisons sans forme de procès. (*Très bien ! Très bien ! sur les bancs de l'U.N.R.-U.D.T.*)

Le temps n'est pas éloigné où l'on reprochait au Gouvernement de pactiser avec la subversion. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. — Interruptions sur les bancs du groupe communiste.*)

Et ces hommes, ces condamnés qu'on me reprochait hier de ne pas avoir fait condamner à mort et de ne pas avoir fait exécuter, les mêmes voix me reprochent aujourd'hui de ne pas les libérer assez vite. (*Nouveaux applaudissements et nouvelles interruptions sur les mêmes bancs.*)

M. Robert Bailanger. Précisément ce n'est pas cela du tout. Vous dites des contre-vérités. C'est maintenant une méthode de gouvernement.

M. le garde des sceaux. Mesdames, messieurs, quand on aborde cette douloureuse question, il convient de donner leur part à tous les éléments qui contribuent à motiver une décision juste. Autant le Gouvernement a pu écouter avec intérêt et même avec sympathie des accents inspirés par la pitié ou par la charité, autant il ne peut laisser dire qu'une mesure d'indulgence est exigée par la justice.

La subversion a été fondamentalement illégitime, car elle s'est élevée contre une politique qu'ont approuvée à plusieurs reprises les représentants du peuple ici même et le peuple tout entier consulté par référendum. Cette subversion, nous ne saurions oublier qu'elle a employé les moyens les plus criminels. Cela devait être dit à la fin de ce débat. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

Il me faut rappeler aussi, mesdames, messieurs, que nous n'avons pas perdu de temps. Si l'on se référait à l'histoire — récente ou plus ancienne — on constaterait que, dans tous les cas, les mesures de clémence se sont fait attendre plus longtemps que nous n'avons attendu jusqu'à maintenant.

S'il est devenu possible de donner libre cours aux sentiments pitoyables qui peuvent nous animer, je suis étonné de constater qu'on montre tant de sollicitude pour les condamnés et qu'on en montre si peu pour les victimes. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

En effet, tandis que nous lisons et que nous écoutons des accents pleins de tendresse pour des criminels qui n'ont pas toujours les mains pures de sang (*Exclamations sur les bancs du groupe communiste*), qui donc évoque la souffrance de la famille du commandant Bourgogne, de la famille du général Ginstet, de celle du commandant Kubaziak ! (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. — Interruptions sur les bancs du groupe communiste.*)

Cela devait être dit avant que de répondre aux questions qui m'ont été posées.

Le problème a été abordé le 29 juillet par M. le Président de la République qui, d'après la Constitution et selon la tradition, est titulaire du droit de grâce.

M. Jacques Duhamel. Cela n'a rien à voir avec l'amnistie, qui est du domaine législatif.

M. le garde des sceaux. Monsieur Duhamel, attendez que je me sois expliqué.

M. le Président de la République s'est exprimé en ces termes :
« J'ajoute que la justice devant terminer pour l'essentiel son œuvre dans le courant de l'automne prochain, prendre à l'heure qu'il est des mesures de libération en faveur de tel ou tel condamné, ce serait fausser d'avance ses jugements à l'égard de ceux qui doivent encore comparaître devant elle. Il y a un Chef de l'Etat. Il y a des pouvoirs publics. C'est à eux, pour toutes sortes de raisons, qu'il appartient d'aménager d'abord l'indulgence vis-à-vis des moins coupables qui sont le plus souvent et le plus naturellement les plus jeunes... »

M. Marcel Houel. D'accord !

M. le garde des sceaux. Je suis heureux de constater que, pour une fois, vous êtes d'accord avec M. le Président de la République. Cela ne vous arrive pas souvent.

M. Paul Balmigère. Il semble que cela vous gêne, monsieur le ministre.

M. le garde des sceaux. ... « et puis, un jour, sans doute... » — voici la deuxième notion — « ...le pardon de la France envers ceux qui se sont tant perdus.

« On peut croire que cela sera fait le moment venu, sans méconnaître que, parfois, ce ne furent pas des motifs bas qui inspirèrent des actions mauvaises et sans négliger ce qui pourra servir à l'unité nationale, mais de telle sorte que ne subsiste aucun danger qui puisse compromettre encore le salut et l'honneur du navire ».

Voilà la fin de la citation. Le texte en est clair. Personne ne peut se tromper sur son sens. Le Gouvernement, par ma voix, ce soir, ne parlera pas un langage différent. (Rires et exclamations sur les bancs du groupe communiste.)

M. Robert Ballanger. Pour cela, nous sommes tranquilles ! (Protestations sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

Un député de l'U. N. R. Ce n'est pas à vous à dire cela, tartuffes !

M. Henri Duvillard. Non ! ce n'est pas aux inconditionnels de Moscou à le dire.

M. le président. Le sujet me paraît mériter le calme et la sérénité et l'ironie me paraît tout à fait facile et déplacée.

M. Robert Ballanger. Facile, oui ; mais déplacée, non.

M. le président. Elle est certainement déplacée.

M. René Ribière. On ne tolère pas d'opposition en Russie.

M. le président. Je le répète, visiblement, tout cela est déplacé et pas seulement l'ironie.

La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. La déclaration dont je viens de rappeler la teneur à l'Assemblée envisageait que la justice terminât pour l'essentiel son œuvre dans le courant de l'automne, l'achèvement de cette œuvre étant la condition préalable à l'intervention de mesures d'indulgence, c'est-à-dire de mesures de grâce.

A cet égard, je suis en mesure de présenter à l'Assemblée — je m'excuse de lui donner des chiffres, mais je crois que c'est nécessaire — la situation des affaires devant la cour de sûreté de l'Etat à la date du 30 octobre 1963.

Cette juridiction, qui a été installée le 26 février de cette année, avait jugé, à la date du 30 octobre 1963, 289 affaires concernant 842 condamnés. Six affaires avaient donné lieu à un décret de mise en accusation et à citation devant la cour.

Ces six affaires intéressaient 34 accusés. Cinq autres affaires faisaient l'objet d'un décret de mise en accusation en cours d'élaboration. Il restait enfin, quatre affaires dont l'instruction n'était pas achevée.

De ces quatre affaires, il y en a deux dont l'instruction n'est probablement pas près de s'achever, car les coupables n'ont pas encore été découverts. Il s'agit d'une affaire d'assassinat — l'assassinat de l'adjudant Perrin — et du déraillement criminel du rapide Paris-Strasbourg à Vitry-le-François. Les investigations, jusqu'à maintenant, n'ont pas permis d'établir quels étaient les auteurs de ces deux crimes.

Pratiquement, il ne restait donc que deux affaires en cours d'instruction. De ces deux affaires, il en est une qui avait eu quelques malheurs, car plusieurs actes de la procédure ont été annulés par la chambre de contrôle de l'instruction. Le magistrat instructeur a été dans la nécessité de les refaire ; cela a impliqué qu'il entendit de nouveau une quarantaine de témoins.

Cette instruction est en cours d'achèvement et sera terminée avant la fin du mois de novembre.

Quant à la dernière, il s'agit d'une affaire d'assassinat et de tortures, particulièrement atroce, dans laquelle est impliqué un unique accusé.

Il ne reste donc que ces deux affaires à l'instruction, instruction qui, pour l'une, sera terminée dans les jours à venir. Toutes ces affaires, sauf une, seront venues devant la Cour de sûreté de l'Etat avant la fin du mois de novembre.

C'est dire que, dans quelques jours, la condition évoquée dans la déclaration que j'ai lue tout à l'heure se trouvera réalisée. La deuxième phase dont il était également question dans la déclaration pourra être envisagée dans un avenir prévisible.

Il n'est peut-être pas sans intérêt que je donne aussi, à cette tribune — si l'on veut bien m'excuser de citer des chiffres — quelques indications sur les condamnations prononcées par la Cour de sûreté de l'Etat du 26 février au 30 octobre 1963 à raison de faits antérieurs au 1^{er} juillet 1962. Tous les chiffres que j'ai cités se rapportent à des crimes antérieurs à cette période.

La Cour de sûreté de l'Etat a prononcé dix condamnations à mort dont neuf par défaut et une contradictoire ; deux condamnations à la détention criminelle à perpétuité dont une par défaut ; 68 condamnations à la détention criminelle à temps dont 44 par défaut ; 13 condamnations à la réclusion criminelle à perpétuité dont 8 par défaut ; 158 condamnations à la réclusion criminelle à temps dont 44 par défaut ; 424 condamnations à l'emprisonnement dont 88 par défaut et 393 condamnations à l'emprisonnement avec sursis dont 4 par défaut.

Le nombre des détenus dans les établissements pénitentiaires était de 1.187 à la date du 15 octobre 1963. Je m'excuse de ne pouvoir apporter une statistique plus récente. Les chiffres au 31 octobre sont encore inférieurs à ceux que je vais citer. Ces 1.187 détenus se répartissaient en 841 condamnés et 346 prévenus.

Les prévenus comprennent deux catégories de personnes : celles qui n'ont pas encore été condamnées par la Cour de sûreté de l'Etat et celles qui, ayant été condamnées, ont formé un pourvoi en cassation qui n'a pas encore été examiné par la chambre criminelle.

Observons au passage que la chambre criminelle n'a jusqu'à maintenant cassé aucun des arrêts rendus par la Cour de sûreté de l'Etat.

Il intéressera sans doute l'Assemblée de connaître que, sur les 841 détenus condamnés, 66 étaient mineurs de vingt et un ans et que, sur les 346 prévenus, 24 seulement étaient mineurs de vingt et un ans.

Si bien qu'au total, sur les 1.187 détenus activistes, 90 sont actuellement mineurs de vingt-et-un ans. Cela donne, messieurs, dames, messieurs, sa véritable dimension au problème des mesures de clémence.

En conclusion, je voudrais présenter deux remarques à l'Assemblée nationale. La première, c'est que la Cour de sûreté de l'Etat, si discutée au mois de janvier dernier lors du vote des lois qui l'ont instituée, a révélé à l'expérience qu'elle était une institution bien conçue, capable d'assurer la répression d'activités dangereuses pour l'Etat dans le respect des principes du droit libéral. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

Cela est dû, certes, à des textes équilibrés, fruits d'une collaboration du Gouvernement avec l'Assemblée nationale — je n'ai pas besoin de rappeler les débats qui se sont déroulés ici et la part qu'y a prise le rapporteur M. de Grailly — mais succès qui est dû aussi à la qualité des magistrats qui ont été affectés à cette juridiction.

Nombre d'entre eux ont accepté de travailler dans des conditions très difficiles. La majorité d'entre eux ne provenait pas des juridictions parisiennes. Ils sont venus de juridictions de province. Pendant des mois et des mois, ils ont dû habiter à l'hôtel. Les juges d'instruction et les magistrats du parquet ont dû travailler dans les conditions les plus inconfortables, dans une caserne en dehors de Paris. La plupart ont renoncé à prendre des vacances pour permettre la réalisation de la condition dont je parlais tout à l'heure, c'est-à-dire afin que soient jugées pour l'automne toutes les affaires antérieures au 1^{er} juillet 1962. Il m'est agréable de leur rendre ici un public et juste hommage. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. René Sanson. Très bien !

M. le garde des sceaux. Dans ma seconde observation, je reprendrai les paroles qui ont été dites tout à l'heure à propos de la subversion : il fallait — a-t-on dit — restaurer l'unité nationale. Cette unité nationale, en réalité, n'a jamais été véritablement brisée car il y a eu, d'un côté, la nation à peu près unanime et, de l'autre côté un petit nombre d'égarés.

Je demande à l'Assemblée nationale de ne pas, à propos de ce problème des mesures de clémence au sujet duquel la pensée du Gouvernement n'est d'ailleurs pas différente de celle de la très grande majorité des députés, transformer le débat et les séquelles d'une épreuve infiniment douloureuse en une querelle politique et de ne pas mettre en question à ce propos l'unité nationale. (Vifs applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. Pierre Pasquini. Très bien !

M. le président. MM. Charvet et Coste-Floret ont déposé, au nom du groupe du centre démocratique, un amendement n° 158 tendant à réduire de 2 millions de francs les dotations prévues au titre III.

M. le garde des sceaux. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Monsieur le président, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, le Gouvernement demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur les crédits des titres III, IV, V et VI du ministère de la justice dans les chiffres du Gouvernement et à l'exclusion de tout amendement. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. — Protestations sur les bancs du centre démocratique, du rassemblement démocratique, des groupes socialistes et communistes.*)

Monsieur le président. Cette procédure n'empêche pas, monsieur le garde des sceaux, la mise en discussion de l'amendement.

La parole est à M. Coste-Floret, pour soutenir cet amendement. (*Applaudissements sur les bancs du centre démocratique.*)

M. Paul Coste-Floret. Monsieur le garde des sceaux, soyez sûr d'abord qu'en montant à cette tribune je veux répondre à votre appel et qu'il n'est nullement dans mon intention de tenir ici des propos qui ranimeraient une querelle politique ou qui nuiraient à l'unité nationale.

L'amnistie que nous proposons dans la proposition de loi que nous avons déposée vise au contraire à mettre fin à ces querelles et à rétablir l'unité nationale dans la mesure où elle a pu être divisée.

Il y a déjà cinq mois, le 7 juin dernier, que, sous la triple signature des présidents Pleven, Pflimlin et de moi-même, le Centre démocratique unanime déposait une proposition de loi portant amnistie des infractions commises à l'occasion de faits en relation avec les événements d'Algérie. Cette proposition de loi était, bien entendu, inspirée par les sentiments de pitié auxquels vous avez bien voulu vous-même faire allusion; elle l'était aussi, cela figure dans son exposé des motifs, par le désir de rétablir l'unité nationale ou, pour reprendre les propres termes de l'exposé des motifs : « pour faciliter les chances de réconciliation nécessaire entre des Français uniquement divisés sur les exigences du patriotisme ».

Aussi bien, je crois qu'aucun des textes qui ont été déposés sur le bureau de l'Assemblée nationale ne propose d'amnistier aujourd'hui les infractions les plus graves. Nous avons voulu d'abord l'amnistie pleine et entière pour les infractions commises par le mineur de 18 ans. Vous avez dit vous-même tout à l'heure, monsieur le ministre, qu'il y en avait encore près d'une centaine en prison. Nous estimons qu'ils doivent en sortir le plus rapidement possible. Et il ne suffit pas qu'ils en sortent, il faut, à raison de leur jeune âge au moment où les infractions ont été commises, que l'amnistie vienne complètement effacer le fait délictuel. Et nous croyons que cette amnistie ne doit pas viser uniquement les condamnés les plus jeunes, mais aussi les condamnations des actes les moins graves. C'est pourquoi nous avons proposé qu'elle soit également accordée à ceux qui ont été frappés de peines correctionnelles.

Quant aux condamnés frappés de peines criminelles — et ce sont évidemment les actes les plus graves — notre proposition se contente d'ouvrir à leur bénéfice la grâce amnistiant dont — l'exposé des motifs le rappelle — l'opportunité est laissée à l'appréciation du pouvoir exécutif, c'est-à-dire à l'appréciation du chef de l'Etat.

Cette proposition, à elle seule, constitue une base de discussion.

Quatre autres propositions ont été déposées par nos collègues et une a été déposée par un groupe de la majorité, que M. Delachenal a défendue tout à l'heure à cette tribune avec beaucoup de talent et de chaleur humaine.

Ces propositions forment donc dans leur ensemble une base de discussion.

Nous estimons que le Parlement doit pouvoir en discuter parce que c'est la Constitution qui le dit : l'amnistie, c'est le privilège du Parlement. L'amnistie résulte de la loi ! (*Applaudissements sur les bancs du centre démocratique, du rassemblement démocratique, des groupes socialiste et communiste et sur quelques bancs du groupe des républicains indépendants.*)

Et il ne suffit pas en cette matière que des mesures de grâce interviennent. Il faut des mesures d'amnistie. C'est pourquoi une discussion au Parlement est nécessaire.

Cette discussion, je suis bien obligé d'observer que vous ne nous l'avez pas promise. Vous nous avez dit que des mesures de grâce interviendraient. Vous ne nous avez pas dit qu'il y aurait ici une discussion sur les propositions de loi concernant l'amnistie, et c'est tout autre chose.

Alors, pour essayer de nous compter, nous avons déposé un amendement réduisant les crédits du titre III du budget du ministère de la justice dont il est bien évident d'ailleurs que, si des mesures d'amnistie interviennent, ils devront être revusés.

Vous nous refusez sinon la discussion du moins le vote sur cet amendement.

Pourquoi ?

Serait-ce parce qu'un groupe de la majorité nous a rejoints dans notre combat pour l'amnistie ?

Alors je vous rappellerai simplement en concluant que le pardon est la loi des forts et que le refus d'absoudre reste l'arme des faibles. (*Applaudissements sur les bancs du centre démocratique, du rassemblement démocratique, des groupes socialiste et communiste et sur quelques bancs du groupe des républicains indépendants.*)

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. J'ai eu le sentiment, en l'écoutant, que M. Coste-Floret n'avait pas exactement entendu ce que j'ai dit.

M. Roger Souchal. Mais si ! Il a bien entendu.

Sur un banc de l'U. N. R.-U. D. T. Il n'a pas voulu entendre.

M. le garde des sceaux. Je n'ai jamais, en effet, songé à contester la compétence du Parlement en matière d'amnistie.

Ce n'est pas, du reste, la première erreur de droit qui m'est prouvée sur ce sujet. J'ai lu dans de nombreux articles de journaux — quelques-uns signés de noms illustres — des réfutations en règle de la thèse selon laquelle l'amnistie serait impossible tant que des poursuites seraient en cours.

On s'attachait à me démontrer que cette position n'était pas fondée. J'ai enseigné, dans le passé, le droit criminel. Je n'ai jamais cru qu'elle le fût. Et je ne l'ai jamais soutenu.

Ce que le Gouvernement a dit et répété dans un passé récent, ce n'est pas que l'amnistie était juridiquement impossible, ce n'est pas que le Parlement n'avait pas le droit de l'édicter, c'est qu'il ne paraissait pas, pour l'instant, conforme à la justice et au bien de l'Etat de la décider déjà.

C'est tout différent.

De même, je n'ai nullement dit à M. Coste-Floret que le Gouvernement refusait à tout jamais de discuter une proposition de loi d'amnistie. Au contraire, j'ai donné lecture d'une déclaration connue qui n'employait pas le mot d'amnistie mais le mot de pardon, et qui donnait évidemment au mot de pardon le sens d'amnistie.

Tout ce que le Gouvernement a soutenu et qu'il maintient, c'est qu'il lui paraît prématuré de voter des mesures d'amnistie durant l'actuelle session et qu'il lui paraît aussi que, pour l'instant, seules des mesures de grâce peuvent être envisagées.

M. Paul Coste-Floret. Je n'ai pas dit autre chose.

M. le garde des sceaux. Quel reproche singulier fait-on, ce soir, au Gouvernement ?

On lui reproche de s'être opposé à la discussion d'une proposition de loi d'amnistie. A moins que je fasse erreur, je n'ai pas le souvenir qu'à la conférence des présidents aucun président de groupe ait, depuis le début de l'actuelle session et même durant la session précédente, demandé l'inscription d'une telle proposition à l'ordre du jour. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. — Interruptions sur les bancs du centre démocratique.*)

M. René Laurin. Jamais !

M. Paul Coste-Floret. Laissez l'Assemblée voter sur l'amendement.

Vous avez là une occasion unique.

M. le garde des sceaux. C'est introduire dans un débat budgétaire une discussion de caractère législatif. C'est introduire le désordre dans les discussions parlementaires... (*Interruptions sur les bancs du centre démocratique, du rassemblement démocratique et des groupes socialiste et communiste. — Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

Et je m'étonne, monsieur Coste-Floret, que vous, qui avez toujours été si soucieux du bon travail parlementaire et du respect d'une saine méthode dans la discussion des textes et dans l'élaboration des lois, je m'étonne, dis-je, que vous nous proposiez de décider l'amnistie en réduisant de deux cents millions de francs les crédits du budget du ministère de la justice. (*Exclamations sur les bancs du centre démocratique, du rassemblement démocratique et des groupes socialiste et communiste. — Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*) réduction de crédits qui est d'ailleurs calculée d'une manière totalement fantaisiste et arbitraire.

M. Paul Coste-Floret. Monsieur le garde des sceaux, je suis prêt à modifier mon amendement sur ce point et à accepter le chiffre que vous-même me proposerez. (*Rires et applaudissements.*)

ments sur les bancs du centre démocratique, du rassemblement démocratique et sur de nombreux autres bancs. — Protestations sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.)

M. le garde des sceaux. Je ne proposerai aucun chiffre car la méthode que vous me proposez est véritablement détestable. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

Je répète que ce n'est pas par le vote d'un amendement — lequel est en réalité un amendement indicatif qui rappelle une procédure que chacun ici a voulu bannir — qu'il faut faire prendre parti à l'Assemblée sur un aussi grave problème en des termes qui ne sont pas les siens. Vous-même avez dit et je crois que vous avez raison...

M. Paul Coste-Floret. Merci !

M. le garde des sceaux. ... que, lorsque des mesures d'amnistie devront être prises, elles ne pourront pas s'appliquer indistinctivement à tous les condamnés, qu'il y a, parmi eux, des individus dont la conscience est chargée de crimes atroces et qu'il est impossible de les remettre en liberté et de les « blanchir » dans de telles conditions.

Je suis heureux des signes d'approbation que vous manifestez.

Dans ces conditions, l'Assemblée ne pourrait émettre un vote clair que si elle définissait ce que pourrait être une amnistie. Ce n'est pas en se prononçant sur un amendement qui n'a pas de coloration, tel que celui que vous lui soumettez, qu'elle peut le faire. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

Il y aurait d'ailleurs plus d'une observation à présenter à cet égard.

Vous avez évoqué le sort des mineurs de dix-huit ans. Assurément, c'est un très triste problème et je suis le premier à souhaiter, avec vous, que la grande majorité de ces malheureux ne portent pas éternellement le poids de leur égarement, que nous puissions les rendre le plus rapidement possible à une activité normale, que leur énergie hier mal employée soit mise au service du pays et qu'ils perdent le souvenir de cette période affreuse.

Mais, hélas ! il faudrait encore faire des distinctions parmi eux, car il en est dans le nombre dont le bras a été armé par des criminels pis qu'eux-mêmes et qui ont commis les crimes les plus abominables.

Mesdames, messieurs, quoi qu'il en soit — je le répète — ce n'était pas le moment, ce soir, de se prononcer par la voie d'un tel amendement sur le problème de l'amnistie, amnistie qui n'est pas encore concevable — seule la grâce l'étant — au cours de la session actuelle, mais dont la perspective n'est évidemment pas repoussée. (Vifs applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T. et sur quelques bancs du groupe des républicains indépendants.)

M. le président. La parole est à M. Plevén pour répondre au Gouvernement.

M. René Plevén. Monsieur le président, c'est moins au Gouvernement qu'à vous-même, en qualité de président de cette Assemblée, que je désire m'adresser.

Depuis le début de la discussion budgétaire, à tout amendement qui aurait permis au Parlement de faire entendre son opinion sur une question importante, comme celle de l'amnistie, le Gouvernement a opposé la procédure du vote bloqué.

M. Fernand Darchicourt. Très bien !

M. René Cassagne. C'est systématique !

M. René Plevén. Cette procédure — vous le reconnaîtrez, monsieur le président — est particulièrement rigoureuse, particulièrement brutale lorsqu'il s'agit d'une discussion en première lecture, alors que le Gouvernement peut, en deuxième lecture, et en vertu d'autres articles du règlement, demander à tout moment un vote sur l'ensemble.

Si je m'adresse à vous, monsieur le président, c'est que le recours systématique à cette procédure par le Gouvernement aboutit, en fait, à priver le Parlement d'un de ses droits constitutionnels essentiels (Applaudissements sur les bancs du rassemblement démocratique, du centre démocratique, des groupes socialiste et communiste et sur quelques bancs du groupe des républicains indépendants), le droit d'amendement pour lequel des générations de républicains et de Français se sont battus. (Applaudissements sur les mêmes bancs. — Protestations sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.)

J'affirme que le recours systématique à la procédure du vote bloqué rompt l'équilibre constitutionnel qui a été prévu entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif.

Au nom de mon groupe, j'ai l'honneur de vous demander, monsieur le président, de bien vouloir, à la date la plus rapprochée, réunir le bureau de l'Assemblée pour que chaque groupe puisse, devant cette attitude du Gouvernement, prendre ses responsabilités et décider si la discussion budgétaire peut se pour-

suivre dans ces conditions. (Vifs applaudissements sur les bancs du rassemblement démocratique, du centre démocratique, des groupes socialiste et communiste et sur quelques bancs du groupe des républicains indépendants. — Réclamations sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.)

Sur les bancs U. N. R. - U. D. T. Démissionnez !

M. le président. Je sais gré à M. le président Plevén d'avoir bien voulu faire appel à la présidence et, notamment, au président de l'Assemblée.

M. Plevén sait que la Constitution est libellée en termes précis : il sait également qu'il n'appartient pas au président de l'Assemblée, pas plus d'ailleurs qu'au bureau de ladite Assemblée, d'interpréter la Constitution.

Je conçois fort bien qu'une certaine utilisation systématique de la procédure du vote bloqué risque, en effet, de produire les effets dont vient de parler M. le président Plevén.

Cela dit, la réunion du bureau ne conduirait à rien.

Au contraire, ce qui peut être fait et cela par le président de l'Assemblée nationale, c'est d'engager avec le Premier ministre des conversations...

M. Paul Coste-Floret. Très bien !

M. le président. ... afin d'obtenir que l'on renonce à tout esprit de système dans l'usage d'une arme qui, il faut le reconnaître, est très forte...

M. Pierre Lemarchand. Et efficace !

M. le président. ... et ne laisse d'autre possibilité d'intervention à l'opposition... (Interruptions sur les bancs du groupe démocratique, du rassemblement démocratique et des groupes socialiste et communiste.)

Messieurs, ce sont des faits.

... d'une arme, dis-je, qui ne laisse d'autre possibilité d'intervention à l'opposition...

M. Christian de La Malène. Qu'elle vote contre !

M. le président. ... que la motion de censure.

M. de La Malène a parfaitement raison de faire observer qu'il est, en effet, du droit de l'opposition de voter contre, ce que j'ai le sentiment qu'elle va faire. (Sourires.)

Mais il n'en demeure pas moins que, la Constitution étant ce qu'elle est et ayant été adoptée telle qu'elle est rédigée, son application — et je ne parle pas spécialement du débat de ce soir, je réponds à M. Plevén d'un point de vue très général — son application peut justifier des conversations entre le Premier ministre et le président de l'Assemblée nationale sans que personne puisse en prendre ombrage ni sans que personne, je dois le dire, en attende trop. (Rires sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

En application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, invoqué par le Gouvernement, je mets aux voix par un seul vote, en ce qui concerne le budget de la justice, le titre III au chiffre de 9.368.998 francs, le titre IV, au chiffre de 85.000 francs l'autorisation de programme du titre V au chiffre de 88.350.000 francs, le crédit de paiement du titre V au chiffre de 14.550.000 francs, l'autorisation de programme du titre VI au chiffre de 2 millions de francs, le crédit de paiement du titre VI au chiffre de 200.000 francs, à l'exclusion de tout amendement. Le vote va avoir lieu au scrutin public.

Le scrutin va être annoncé dans l'ensemble des locaux du palais et sera ouvert dans cinq minutes.

M. le président. Je prie mesdames et messieurs les députés de bien vouloir regagner leur place.

Le scrutin est ouvert.

(Il est procédé au scrutin.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre des votants	467
Nombre de suffrages exprimés	461
Majorité absolue	231
Pour l'adoption	264
Contre	197

L'Assemblée nationale a adopté. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

Nous avons terminé l'examen des crédits du budget de la justice.

La suite de la discussion budgétaire est renvoyée à la prochaine séance.

— 2 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Ce soir, à vingt et une heures quarante-cinq minutes, troisième séance publique :

Suite de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1964 (n° 549) (Rapport n° 568 de M. Louis Vallon, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan).

Intérieur (Annexe n° 15. — M. Edouard Charret, rapporteur spécial; Avis n° 629 de M. Zimmermann, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République).

La séance est levée.

(La séance est levée à vingt heures vingt-cinq minutes.)

Le Chef du service de la sténographie
de l'Assemblée nationale,
RENÉ MASSON.

ANNEXES AU PROCES-VERBAL

DE LA

2^e séance du mardi 5 novembre 1963.

SCRUTIN (N° 63)

Sur les amendements n° 51 et 117 tendant à supprimer l'article 70 du projet de loi de finances pour 1964. — Budget du travail (Sur-compensation des prestations vieillesse et des prestations accidents du travail dans les mines).

Nombre des votants.....	476
Nombre des suffrages exprimés.....	475
Majorité absolue.....	238
Pour l'adoption.....	205
Contre	270

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Ont voté pour (1) :

MM.	Carlier.	Dunortier.
Abelin.	Cassagne.	Dupuy.
Achille-Fould.	Cazenave.	Duraffour.
Alday.	Cernolacce.	Dussarhou.
Ayme.	Cerneau.	Ebrard (Guy).
Mme Ayme de La	Césaire.	Escande.
Chovrellière.	Chambraun (de).	Fabre (Robert).
Ballanger (Robert).	Chandernagor.	Fajon (Etienne).
Balmigère.	Chapuys.	Faure (Gilbert).
Barberot.	Charvet.	Faure (Maurice).
Barbel (Raymond).	Chauvet.	Feix.
Barniaudy.	Chazalon.	Fiévez.
Barrière.	Chaze.	Fl.
Barrot (Noël).	Commenay.	Fouanel.
Baudis.	Cornette.	Forest.
Bayou (Raoul).	Cornu-Gentille.	Fouchier.
Bécharde (Paul).	Coste-Floret (Paul).	Fouet.
Bénard (Jean).	Couillet.	Fourmond.
Bernard.	Couzinet.	Fourvel.
Berthoulin.	Darchicourt.	Fraissinet (de).
Billères.	Darras.	François-Benard.
Billoux.	Daviaud.	Fréville.
Bizet.	Dayoust.	Frys.
Blancheo.	Defferre.	Galliard (Félix).
Bleuse.	Dejean.	Garcin.
Bolsson.	Delmas.	Gaudin.
Bonnet (Christlan).	Delorme.	Gauthier.
Bonnet (Georges).	Denvers.	Germain (Charles).
Bosson.	Deranoy.	Gernez.
Boulay.	Deschizeaux.	Grenet.
Bourdellès.	Desouches.	Grenier (Fernand).
Boulard.	Mlle Dienesch.	Guyot (Marcel).
Bouthière.	Dolze.	Halbout (Emile-Pierre)
Brettes.	Dubuis.	Hédier.
Brugerolle.	Bucos.	Hersant.
Bustlin.	Duffaut (Henri).	Hostier.
Cance.	Duhamel.	Houël.

Ihuel.	Moch (Jules).	Rey (André).
Jacquet (Michel).	Mollet (Guy).	Rieubon.
Jaillon.	Monnerville (Pierre).	Rochet (Waldeck).
Julien.	Montagne (Rémy).	Rossi.
Juskiewenski.	Montalat.	Roucaute (Roger).
Kir.	Montel (Eugène).	Rulle.
Labéguerie.	Montesquieu (de).	Sablé.
Lacoste (Robert).	Morleval.	Salagnac.
Lamarque-Cando.	Moulin (Jean).	Sallénave.
Lamps.	Musmeaux.	Sauzedde.
Larrie (Tony).	Nègre.	Schaff.
Laurent (Marceau).	Niles.	Schaffner.
Le Gallo.	Notebart.	Schloosing.
Le Guen.	Odru.	Schumann (Maurice).
Lejeune (Max).	Orvoën.	Seramy.
Le Lann.	Pavot.	Sénafe.
Le Theule.	Péronnel.	Teariki.
L'huillier (Waldeck).	Périmlin.	Mme Thome-Patenôtre
Lolive.	Philibert.	(Jacqueline).
Longquene.	Philippe.	Thorez (Maurice).
Loustau.	Pic.	Tinguy (de).
Magne.	Pierrebourg (de).	Tourné.
Maçcaeu.	Pillet.	Mme Vaillant-
Martel.	Pimont.	Couturier.
Masse (Jean).	Plançix.	Valentin (Jean).
Massot.	Pleven (René).	Vals (Francis).
Matalon.	Poussillé.	Var.
Meck.	Prigent (Tanguy).	Ver (Antonin).
Méhauguerie.	Mme Prin.	Véry (Emmanuel).
Michaud (Louis).	Privat.	Vial-Massat.
Milhan (Lucien).	Ramette (Arthur).	Vignaux.
Mittérand.	Raust.	Yvon.
	Mittérand.	Zuccarelli.

Ont voté contre (1) :

MM.	Comte-Offenbach.	Herman.
Aillières (d').	Couders.	Hinsberger.
Aizler.	Coumaros.	Hoffer.
Albraud.	Costé.	Hoguel.
Ansquer.	Dalainzy.	Houcke.
Anthonioz.	Dameite.	Hunault.
Bailly.	Danel.	Ibrahim (Said).
Bardet (Maurice).	Dauilo.	Keal.
Bas (Pierre).	Dassault (Marcel).	Jacson.
Baudouin.	Dasslé.	Jamet.
Bayle.	Debré (Michel).	Jarrot.
Beauguette (André).	Degraeve.	Karher.
Becker.	Delachenal.	Kasperleit.
Bécut.	Delatre.	Krieg.
Bénard (François)	Deliaume.	Krupfle.
(Oise).	Delong.	La Combe.
Bérard.	Delory.	Lainé (Jean).
Béraud.	Deniau.	Lalie.
Berger.	Denis (Bertrand).	Lapeyrusse.
Bernasconi.	Didier (Pierre).	Lathière.
Bellencour.	Drouot-L'Herminie.	Landriu.
Bignon.	Ducap.	Mme Lannay.
Billoite.	Duchesne.	Lourin.
Bisson.	Duffot.	Lavigne.
Bolnviillers.	Duperier.	Le Bail de La Mor-
Bolsé (Raymond).	Durbet.	nière.
Bord.	Durbet.	Lecocq.
Bordage.	Dusseaux.	Lecornu.
Borocco.	Duterne.	Le Douarec (François).
Boscher.	Duvillard.	Leduc (Hené).
Bourgeois (Georges).	Ehun.	Le Gall.
Bourgeois (Laucien).	Evrard (Roger).	Le Goasguen.
Bourges.	Fagot.	Lemaire.
Bourgoin.	Fanton.	Lemarchand.
Bourguind.	Feuillard.	Lepage.
Bousseau.	Fiornoy.	Lepen.
Bricout.	Fossé.	Lepidi.
Broussel.	Fric.	Lepourry.
Bnot (Henri).	Gamel.	Le Tac.
Cachat.	Gasparin.	Lipkowski (de).
Calli (Anoine).	Georges.	Liloux.
Caillé (René).	Germain (Hubert).	Loise.
Calméjane.	Girard.	Luciani.
Caplant.	Godefroy.	Macquet.
Carter.	Goemaere.	Malliot.
Calaffaud.	Gorce-Franklin.	Malinguy.
Caltroux.	Gorge (Albert).	Malène (de La).
Calry.	Grailly (de).	Malleville.
Chalopin.	Grinaud.	Marcenel.
Chamont.	Grussenmeyer.	Marquand-Gaillard.
Chapalain.	Guéna.	Marin.
Charbonnel.	Guilfermin.	Max-Peill.
Charlé.	Gullon.	Mer.
Charret (Edouard).	Halboun (André).	Meunier.
Chérasse.	Halgonet (du).	Miossec.
Chebonneau.	Haurel.	Mohamed (Ahmed).
Christlaens.	Mme Hanlecloque	Mondon.
Clerget.	(de).	Morisse.
Clostermann.	Hébert (Jacques).	Moulin (Arthur).
Collette.	Heitz.	

Moussa (Ahmed-Idriss).	Renouard.	Schwartz.
Moynet.	Réthoré.	Sérallini.
Nessler.	Rey (Henry).	Sesmaisons (de).
Noiret.	Ribadeau-Dumas.	Souchal.
Nou.	Rivière (René).	Taillinger.
Nungesser.	Richard (Lucien).	Terré.
Palewski (Jean-Paul).	Richards (Arthur).	Terrenoire.
Palmero.	Richel.	Thillard.
Paquet.	Risbourg.	Thoraciller.
Pasquini.	Ritter.	Tirefort.
Perelli.	Rivalu.	Tomasini.
Perrin (François).	Rives-Henrys.	Touret.
Perrin (Joseph).	Rivière (Joseph).	Toury.
Perrot.	Rivière (Paul).	Trémollières.
Peyret.	Rocca Serra (de).	Tricon.
Pezé.	Roche-Défrance.	Valenet.
Pezout.	Rocher (Bernard).	Vallon (Louis).
Pianta.	Roques.	Van Haecke.
Picquot.	Rousselot.	Vanier.
Mme Ploux.	Roux.	Vanhier.
Poirier.	Royer.	Vendroux.
Poncelet.	Ruais.	Vittler (Pierre).
Poudevigne.	Sabatier.	Vivien.
Poulpiquet (de).	Sagette.	Voilquin.
Préaumont (de).	Salfout.	Volsta.
Prioux.	Salardaine.	Voyer.
Quantier.	Sallé (Louis).	Wagner.
Rabourdin.	Sangler.	Weber.
Radius.	Sanguinetti.	Weinman.
Raffier.	Sanson.	Westphal.
Raulet.	Schmidlein.	Ziller.
	Schnebelen.	Zimmermann.

S'est abstenu volontairement :

M. Lenormand (Maurice).

N'ont pas pris part au vote :

MM. Briand et Neuwirth.

Excusés ou absents par congé (2) :

(Application de l'article 159, alinéas 2 et 3, du règlement.)

MM. Boscary-Monsservin, Briot et Charpentier.

N'a pas pris part au vote :

M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale.

Ont délégué leur droit de vote :

(Application de l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958.)

MM. Lapeyrusse à M. Rignon (maladie).
 Moussa (Ahmed Idriss) à M. Richards (maladie).
 Neuwirth à M. Béraud (maladie).
 Radius à M. Ritter (assemblées internationales).

Motifs des excuses :

(Application de l'article 159, alinéa 3, du règlement.)

MM. Boscary-Monsservin (maladie).
 Briot (assemblées internationales).
 Charpentier (assemblées internationales).

SCRUTIN (N° 64)

Sur les crédits des titres III et IV de l'état B et des titres V et VI de l'état C du projet de loi de finances pour 1964 — ministère de la justice — avec les chiffres du Gouvernement et à l'exclusion de tout amendement.

Nombre des votants.....	467
Nombre des suffrages exprimés.....	461
Majorité absolue.....	231
Pour l'adoption.....	264
Contre	197

L'Assemblée nationale a adopté.

Ont voté pour (1) :

MM. Aillères (d').	Deliaune.	Le Gasquien.
Aizier.	Delong.	Lemaire.
Albrand.	Delory.	Lemarchand.
Ansquer.	Deniau.	Lepage.
Anthoioz.	Denis (Bertrand).	Lepen.
Mme Aymé de La Chevrollère.	Didier (Pierre).	Lepidi.
Gailly.	Brouot-L'Hermine.	Lepourry.
Bardel (Maurice).	Ducap.	Le Tac.
Bas (Pierre).	Duchesne.	Le Theule.
Baudouin.	Duhot.	Lipkowski (de).
Bayle.	Duperrier.	Liloux.
Beauguilla (André).	Durhel.	Loste.
Becker.	Durlot.	Luciani.
Bécue.	Dusseaulx.	Macquet.
Bénard (François) (Oise).	Duterne.	Maillet.
Bérand.	Duvillard.	Malguy.
Béraud.	Ehm.	Malène (de La).
Berger.	Evrard (Roger).	Malleville.
Bernasconi.	Fagot.	Marcenel.
Bellenecourt.	Faulon.	Marquand-Gairard.
Blignon.	Feuillard.	Max-Petit.
Billoite.	Flornoy.	Mer.
Bisson.	Fossé.	Meunier.
Bizet.	Fric.	Mossec.
Boinvilliers.	Frys.	Mohamed (Ahmed).
Boisdé (Raymond).	Gamel.	Mondon.
Bord.	Gasparini.	Morisse.
Bordage.	Georges.	Moulin (Arthur).
Borocco.	Germain (Charles).	Moussa (Ahmed-Idriss).
Boscher.	Germain (Hubert).	Moynet.
Bourgeois (Georges).	Girard.	Nessler.
Bourgeois (Lucien).	Godefroy.	Neuwirth.
Bourges.	Goemaere.	Noiret.
Bourgoin.	Gorce-Franklin.	Nou.
Bourgund.	Gorge (Albert).	Nungesser.
Bousseau.	Grailly (de).	Palewski (Jean-Paul).
Bricoul.	Grimaud.	Pasquini.
Broussel.	Grussenmeyer.	Peretti.
Buot (Henri).	Guéna.	Perrin (François).
Cachat.	Guillermin.	Perrin (Joseph).
Caill (Antoine).	Gullon.	Perrot.
Cailla (René).	Halboul (André).	Peyret.
Calméjane.	Halboul (du).	Pezé.
Capitant.	Hauret.	Pezout.
Carlier.	Mme Hauteclouque (de).	Pianta.
Catala.	Héberl (Jacques).	Picquot.
Calroux.	Heltz.	Mme Ploux.
Calry.	Herman.	Poirier.
Chafopin.	Hinsberger.	Poncelet.
Chamant.	Hoffer.	Poulpiquet (de).
Chapalain.	Hogel.	Préaumont (de).
Charbonnel.	Honcke.	Prioux.
Charlé.	Ibrahim (Saïd).	Quantier.
Charrel (Edmond).	Jaeson.	Rabourdin.
Chérasse.	Jamot.	Radius.
Cherbonneau.	Jarrot.	Raffier.
Christiaens.	Karcher.	Raulet.
Clerget.	Kasperleit.	Renouard.
Clostermann.	Krieg.	Réthoré.
Comte-Offenbach.	Kropfé.	Rey (Henry).
Coudere.	La Combe.	Ribadeau-Dumas.
Coumaros.	Lalle.	Rivière (René).
Coulié.	Lapeyrusse.	Richard (Lucien).
Dalainzy.	Lalrière.	Richards (Arthur).
Danelle.	Laurin.	Richel.
Danel.	Mme Launay.	Risbourg.
Danlo.	Laurin.	Ritter.
Dassault (Marcel).	Lavigne.	Rivola.
Dasslé.	Le Raul de La Moritière.	Rives-Henrys.
Dayoust.	Lecoq.	Rivière (Joseph).
Debré (Michel).	Lecornu.	Rivière (Paul).
Begræve.	Le Douarec (François).	Rocher (Bernard).
Dejdre.	Leduc (René).	Roques.
	Le Gall.	Rousselot.
		Roux.

(1) Se reporter à la liste ci-après des députés ayant délégué leur vote.

(2) Se reporter à la liste ci-après des motifs des excuses.

Ruais.
Sabatier.
Sagelle.
Saintout.
Salardaine.
Sallé (Louis).
Sangler.
Sanguinetti.
Sanson.
Schmillein.
Schnebelen.
Schumann (Maurice).
Schwartz.
Sérafini.

Sesmaisons (de).
Souchol.
Tailinger.
Terré.
Terrenoire.
Thillard.
Thorallier.
Tirefort.
Tomasiul.
Touré.
Tourey.
Trémollières.
Tricon.
Valenet.

Vallon (Louis).
Van Maecke.
Vanier.
Vendroux.
Vivien.
Voilquin.
Voisin.
Voyer.
Wagner.
Weber.
Welman.
Westphal.
Ziller.
Zimmermann.

Pleven (René).
Ponseillé.
Prigent (Tanguy).
Mme Prin.
Privat.
Ramelle (Arthur).
Raust.
Regaudie.
Rey (André).
Rleubon.
Rochet (Waldeck).
Rossl.
Roucaule (Roger).
Ruffe.

Sablé.
Salagnac.
Salenave.
Sauzedde.
Schaff.
Schaffner.
Schloesing.
Seramy.
Spénafo.
Tearki.
Mme Thome-Palenôtre
(Jacqueline).
Thorez (Maurice).
Tinguy (de).

Tourné.
Mme Vallant-Couurier.
Valentin (Jean).
Vals (Francis).
Var.
Vauhier.
Ver (Antonin).
Véry (Emmanuel).
Vial-Massat.
Vignaux.
Yvon.
Zuccarelli.

Ont voté contre (1) :

MM.
Abelin.
Achille-Fould.
Alduy.
Ayme.
Ballanger (Robert).
Balmigère.
Barberot.
Barbel (Raymond).
Barniaudy.
Barrière.
Barrot (Noël).
Baudis.
Bayou (Raoul).
Bécharde (Paul).
Bénard (Jean).
Bernard.
Berthouin.
Billères.
Billoux.
Blancno.
Bleuse.
Bolsson.
Bonnell (Christlan).
Bonnell (Georges).
Bosson.
Boulay.
Bourdéliès.
Boutard.
Bouillière.
Brettes.
Brugérolle.
Bustin.
Cance.
Carlier.
Cassagne.
Cazenave.
Cernolacce.
Césaire.
Chandernagor.
Chapuis.
Charvet.
Chauvet.
Chazalon.
Chaze.
Commenay.
Cornette.
Cornut-Genille.
Coste-Floret (Paul).
Coullet.
Coulznel.
Darchicourt.
Darras.

Daviaud.
Defferre.
Dejean.
Delmas.
Delorme.
Denvers.
Derancy.
Deschizeaux.
Desouches.
Mlle Dienesch.
Doize.
Dubuls.
Ducos.
Duffaut (Henri).
Duhamel.
Dumortier.
Dupuy.
Duraufour.
Dussarilhou.
Ebrard (Guy).
Escande.
Fabre (Robert).
Fajon (Etienne).
Faure (Gilbert).
Faure (Maurice).
Feix.
Fiévez.
Fl.
Fonlanet.
Forest.
Fouchier.
Fouel.
Fourmond.
Fourvel.
Fraissinette (de).
François-Benard.
Fréville.
Gallard (Félix).
Garcin.
Gardin.
Gauthier.
Gernez.
Grenet.
Grenier (Fernand).
Guyot (Marcel).
Halbout (Emile-Pierre).
Héder.
Hersant.
Hostler.
Houël.
Hubel.
Jacquet (Michel).
Jallion.

Julien.
Juskiewenski.
Kl.
Labéguerie.
Lacoste (Robert).
Lamarque-Cando.
Lamps.
Larue (Tony).
Laurent (Marceau).
Le Gallo.
Lejeune (Max).
Le Lann.
Lenormand (Maurice).
L'Huillier (Waldeck).
Lolive.
Longueueu.
Lousiau.
Magne.
Manceau.
Martel.
Masse (Jean).
Massol.
Matalon.
Meck.
Méhaignerie.
Michaud (Louis).
Milhau (Lucien).
Millerrand.
Moch (Jules).
Mollet (Guy).
Monnerville (Pierre).
Montagne (Rémy).
Montalal.
Montel (Eugène).
Montesquiou (de).
Morlevat.
Moulin (Jean).
Musmeaux.
Négre.
Nils.
Notébart.
Odru.
Orvoën.
Pavot.
Péronnel.
Pillmlin.
Philibert.
Phillippe.
Pic.
Pierrebouurg (de).
Pillet.
Pimont.
Pioncix.

Se sont abstenus volontairement (1) :

MM.
Cerneau.
Hunault.

Icart.
Le Guen.

Palmero.
Paquet.

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Briand.
Chambrun (de).
Collette.

Delachenal.
Loine (Jean).
Marin.
Poudevigne.

Rocca Serra (de).
Roche-Defrance.
Royer.
Vittler (Pierre).

Excusés ou absents par congé (2) :

(Application de l'article 159, alinéas 2 et 3, du règlement.)

MM. Boscary-Monsservin, Briot et Charpentier.

N'a pas pris part au vote :

M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale.

Ont délégué leur droit de vote :

(Application de l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958.)

MM. Lapeyrusse à M. Bignon (maladie)
Moussa (Ahmed Idriss) à M. Richards (maladie).
Neuwirth à M. Béraud (maladie).
Radium à M. Ritter (assemblées internationales).

Motifs des excuses :

(Application de l'article 159, alinéa 3, du règlement.)

MM. Boscary-Monsservin (maladie).
Briot (assemblées internationales).
Charpentier (assemblées internationales).

(1) Se reporter à la liste ci-après des députés ayant délégué leur vote.

(2) Se reporter à la liste ci-après des motifs des excuses.